



ROYAUME DE BELGIQUE
 Service public fédéral
**Affaires étrangères,
 Commerce extérieur et
 Coopération au Développ**

Direction générale de la Coopération au Développement –
 DGD

Service D5.1 – Aide Humanitaire

FORMULAIRE UNIQUE POUR LE FINANCEMENT D'UNE ACTION HUMANITAIRE 1

(Base légale : loi relative à la coopération belge au développement du 19/03/2013, modifiée par la loi du 9 /01/ 2014 ; Arrêté royal du 19 /04/ 2014 relatif à l'aide humanitaire, modifié par l'arrêté royal du 14/06/ 2017, Budget général des dépenses, allocations de base 14 54 52 35.60.83 "Projets" & 14 54 51 35.60.26 "Programmes").

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Nom de l'Organisation humanitaire/(date de l'agrément par le Ministre de la Coopération au développement – si requis): *Plan International Belgique*

1.2 Titre de l'action: *Une éducation sûre, inclusive et de qualité en situation d'urgence au Centre du Mali*

1.3 Zone d'intervention (pays, région, localités): *Mali, région de Mopti ; cercle de Mopti et cercle de Bankass*

1.4 Date de démarrage de l'action: *01/04/2019*

(Le démarrage de l'opération est fixé au [j/m/a], à la condition impérative que cette date soit postérieure à la date de la signature de l'arrêté ministériel octroyant le subside)

1.5 Durée de l'action en mois (Cf. Loi CD du 9/01/2014, Art. 17, §1&2:Projets max. 12 mois, Programmes, max; 18 mois): *30 mois*

1.6 Date de début d'éligibilité des dépenses: *22/03/2019*

Date de signature de l'Arrêté Ministériel d'octroi. *22/03/2019*

1.7 Type d'action humanitaire

1° le soutien de mesures qui favorisent une réponse rapide en cas de survenance de crises humanitaires;

2° la protection et l'assistance aux victimes de crises humanitaires par la prise en charge des besoins vitaux et l'amélioration des conditions de vie des populations touchées

1 Les spécifications utilisées dans ce formulaire ont été en grande partie reprises sur base du "Formulaire Unique" en usage, pour le même type d'actions, à la Commission Européenne (ECHO).

Au stade de la proposition, complétez les paragraphes numérotés, sauf ceux qui commencent avec [FIN] (à remplir au stade du rapport intermédiaire) ou [FIN] (à remplir au stade du rapport final). Au stade des rapports intermédiaire et final, ne modifiez (biffez) que les données principales dans les paragraphes numérotés.

- 3° la reconstruction et le renforcement des institutions et la réhabilitation des infrastructures;
- 4° les actions de transition qui permettent la relance du tissu socioéconomique et de la société civile;
- 5° la préparation aux catastrophes;
- 6° la réalisation d'études et d'évaluations et la mise en œuvre d'actions, destinées à rendre l'aide humanitaire plus efficace et efficiente;
- 7° la promotion du droit international humanitaire.

(NB: la durée des opérations ne peut excéder 12 mois pour les projets, 24 mois pour les programmes).

1.8 Proposition et rapports:

Proposition initiale	date: 14-01-2019
Date de l'Arrêté Ministériel d'octroi	date: 17-10-2018
Date lettre d'acceptation	date: 15-04-2019
Rapport intermédiaire	date: 13-04-2020
Rapport final	date: 22-03-2022

1.9 [FIN] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la signature de l'acte unilatéral jusqu'au stade du rapport final

Rencontres bilatérales

Alice Kabongo, Annick Peeters, Nathan Lauwens

2. ÉVALUATION DES BESOINS

2.1 Date(s) d'évaluation; méthodologie et sources d'information utilisées; organisation/personne(s) responsable(s) de l'évaluation

- Traoré, Africa Consulting, Plan International Mali : Analyse qualitative de la situation des écoles dans les cercles de Mopti et Bankass. Décembre 2018

Afin de développer le projet présenté, une analyse des besoins a été commanditée par Plan International Belgique. Cette évaluation a été réalisée par un consultant externe en décembre 2018, et une méthode à la fois quantitative et qualitative a été adoptée afin d'obtenir des données précises de la situation de l'éducation dans les cercles de Mopti et de Bankass au Mali. En amont, Plan International Mali et Plan International Belgique ont mené une analyse documentaire en profondeur (voir liste de documents en *annexe 1*) qui a permis de définir les informations à collecter.

L'analyse a pris pour base 132 villages identifiés comme prioritaires en termes de besoins éducatifs par les Centres d'Animation Pédagogiques (CAP), organes décentralisés au niveau des cercles de l'Académie d'Enseignement (AE) de la région de Mopti. Les CAP sont les organes d'encadrement des enseignants du Ministère de l'Education Nationale (MEN) au Mali. Le consultant a utilisé un échantillon de 9 villages représentatifs de la diversité des écoles ciblées en partenariat avec l'Académie d'Enseignement de Mopti, le Cluster Education et les CAP. L'accès à certains villages a été impossible durant l'analyse des besoins pour des raisons de sécurité ou d'accès physique en raison d'inondations. L'analyse des besoins reflète la situation des villages dont l'école est actuellement ouverte, mais dysfonctionnelle du fait notamment des sureffectifs liés aux déplacements de population.

88 répondants² par village ont été interrogés lors de Groupes de Discussions Dirigés (GDD) ou d'interviews avec des informateurs-clés sur les services existants et les besoins des communautés en éducation, en préscolaire, en nutrition, en santé, en protection et en transferts monétaires. Au total, 792 répondants ont pris part aux GDD et aux interviews. Des enfants en âge d'aller à l'école ont été interrogés dans des GDD séparés des adultes, afin d'assurer une plus grande liberté de parole. Pour chaque entretien avec les enfants, le consentement du tuteur et l'assentiment de l'enfant ont été collectés.

Par ailleurs, le consultant a développé une cartographie préliminaire des besoins éducatifs par village identifié, en consolidant les informations obtenues auprès des conseillers du CAP, du cluster éducation et de certains leaders communautaires. La cartographie préliminaire renseigne ainsi, pour chaque village, la fonctionnalité de l'école, la raison de sa non-fonctionnalité le cas échéant, sa dotation éventuelle en latrines et en point d'eau, et la présence ou non de PDI, retournés ou rapatriés dans le village.

- Rapport de consultation des acteurs de l'éducation dans le cercle de Bankass. Région de Mopti. Word Vision International Mopti. Août 2018

Dans le cadre de l'élaboration d'un projet d'éducation par le consortium Plan International Mali/Save the Children/World Vision, une analyse des besoins adoptant une méthode à la fois quantitative et qualitative a été menée dans la région de Mopti en août 2018. A cette occasion, deux collectes des données ont été menées :

- Une collecte de données statistiques de l'éducation dans la région de Bankass ;
- Des consultations à travers des GDD et interviews avec des informateurs-clés, interrogeant les filles et des garçons scolarisés et non-scolarisés, les directeurs ou directrices d'écoles et le directeur du CAP de Bankass, sur les obstacles majeurs à l'éducation, les infrastructures des écoles, la protection émotionnelle et psychosociale à l'école, la qualité de l'enseignement et de la gestion des écoles.

- INSO: Situation des écoles dans le cercle de Mopti et Bankass. Jean-Pierre Hachda, Safety Adviser INSO³. Décembre 2018

Plan International a commandité un rapport sur la situation sécuritaire dans les cercles de Bankass et de Mopti à INSO. Il s'agit d'un état des lieux sécuritaire général de la zone, avec un focus sur les incidents qui ciblent les acteurs humanitaires. L'analyse livrée par INSO indique que les activités des groupes radicaux et des acteurs des conflits communautaires sont à suivre de près car la situation évolue rapidement. Par ailleurs, en raison des déplacements de populations et des intimidations directes des groupes radicaux, la situation des écoles sera probablement amenée à changer en cours d'année 2019.

- Atelier stratégique à Bamako. Plan International Belgique - Plan International Mali. Décembre 2018

Les résultats des deux analyses des besoins ont été étudiées et interprétées lors d'un atelier stratégique qui s'est tenu à Bamako en décembre 2018 avec la chargée de projet Disaster Risk Management de Plan International Belgique, les spécialistes techniques en éducation, en protection et en genre de Plan International Mali, le consultant d'Africa consulting, le manager de la réponse humanitaire de Plan International Mali, le coordinateur éducation de l'ONG RARE, des conseillers du CAP à Mopti et le coordinateur du bureau de Plan International Mali à Mopti. Cet atelier a donné lieu à une analyse en profondeur des problèmes rencontrés en matière d'éducation dans la région de Mopti, notamment dans les villages où les écoles sont fermées.

² L'analyse des besoins a compté plusieurs groupes de discussion : un groupe de 8 filles de 8 à 11 ans, un groupe de 8 garçons de 8 à 11 ans, un groupe de 8 filles de 11 à 13 ans, un groupe de 8 garçons de 11 à 13 ans, puis des groupes de discussions d'enseignants, de parents d'élèves, de parents d'enfants déscolarisés, de responsables de centres de développement de la petite enfance, soit au total 28 hommes et 28 femmes.

³ International NGO Safety Organisation

2.2 Exposé du problème et analyse des parties prenantes

Le Mali, vaste pays enclavé de la zone sahélienne, est confronté à une urgence humanitaire complexe depuis 2012. En effet, les populations du centre et du nord du Mali sont affectées par une succession de crises alimentaires (dues à des sécheresses, inondations, hausse des prix du grain, etc.), qui a considérablement affaibli les moyens de subsistance des familles les plus pauvres. Cette vulnérabilité est renforcée par des conflits politiques et intercommunautaires, qui ont commencé avec une rébellion et un coup d'État en 2012, impliquant les forces gouvernementales, des groupes séparatistes et des milices islamistes.

Dans ce contexte sécuritaire, politique et socio-économique volatile, le Mali se positionnait en 2018 au 182^e rang sur 189 de l'Indice de Développement Humain⁴, et près de la moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté⁵. Si la succession d'opérations militaires maliennes et étrangères, via les opérations Serval et Barkhane, et le déploiement de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) ont permis une reprise partielle des régions du Nord et le retour d'un relatif ordre constitutionnel, la situation sécuritaire reste volatile dans les régions du Nord et du Centre, avec des affrontements armés entre groupes armés et Forces Armées Maliennes (FAMA)⁶.

Conséquence directe de cette situation, il est estimé que, actuellement, plus de 5,2 millions de personnes sont en besoin d'assistance humanitaire au Mali⁷. 2018 a connu un niveau record de population en insécurité alimentaire (4,6 millions de personnes) et d'enfants touchés par la malnutrition aigüe sévère (274 000 enfants) depuis 4 ans⁸. A cela s'ajoutent les cas de violations des droits de l'Homme (atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté, à la sécurité, à la propriété, etc.). Si les chiffres réels sont difficiles à connaître, la MINUSMA rapportait, pour le premier semestre 2018, 477 cas de violations des droits de l'Homme, affectant au moins 958 victimes dans l'ensemble du pays⁹. De plus, selon les dernières estimations présentées dans le Plan de Réponse Humanitaire Mali, le nombre de personnes affectées par des problèmes liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement s'élevait à 2,4 millions en 2018.

Les conflits intercommunautaires, l'insécurité et les affrontements ou perspectives d'affrontements ont entraîné des déplacements massifs de populations. Ainsi, mi-2018, on recensait encore 69,993 Personnes Déplacées Internes (PDI) dont 53% d'enfants (30% filles, 23% garçons), 526,505 retournés (déplacés internes retournés dans leurs régions et villages d'origine), dont 53% d'enfants (30% filles, 23% garçons) et 68,880 rapatriés des pays voisins dans lesquels ils avaient trouvé refuge (essentiellement Burkina Faso, Mauritanie, Niger) dont 53% d'enfants (30% filles, 23% garçons)¹⁰. Au total, 655,378 personnes sont des PDI, retournées et rapatriées.

Hébergées au sein de familles d'accueil ou dans des abris temporaires, les PDI ainsi que les communautés d'accueil font face à une diminution rapide de leurs ressources, notamment en moyens de subsistance et alimentaires, ce qui a des conséquences désastreuses sur la santé des plus vulnérables (enfants, femmes enceintes, personnes âgées, etc.), la cohésion sociale et l'accès aux services de base : eau, hygiène et assainissement (EHA), éducation, santé, protection. De plus, après des mois, voire des années d'exil, les rapatriés et les retournés retrouvent généralement leurs communautés d'origine abandonnées, les infrastructures détruites et ne disposent plus d'abris, ni d'accès à l'eau potable¹¹. La vulnérabilité des populations dans les zones de conflits ou dans les communautés d'accueil est exacerbée par l'accès limité aux services sociaux de base. A titre d'exemple, l'OMS estime à 2,5 millions le nombre de personnes affectées par les dysfonctionnements du système de santé liés aux conflits armés au Mali¹². Ces vulnérabilités et

⁴ Human Development Report Office 2018

⁵ 4^{ème} édition de l'Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP), 2016 ; Plan de Réponse Humanitaire Mali, Janvier-Décembre 2018, révisé Juillet 2018.

⁶ Plan de Réponse Humanitaire Mali, Janvier-Décembre 2018, révisé Juillet 2018

⁷ Bulletin humanitaire, Mali, OCHA, août 2018

⁸ Bulletin humanitaire, Mali, OCHA, août 2018

⁹ Plan de Réponse Humanitaire Mali, Janvier-Décembre 2018, révisé Juillet 2018

¹⁰ Rapport sur les mouvements de populations au Mali, cluster protection, septembre 2018

¹¹ Plan de Réponse Humanitaire Mali, Janvier-Décembre 2018, révisé Juillet 2018

¹² https://www.who.int/hac/crises/mli/mali_evaluation_report_december2013.pdf

les obstacles rencontrés en termes d'accès aux soins de santé, d'EHA, aux services d'éducation, de protection, rendent encore plus fragiles la cohésion sociale.

Le Plan de Réponse Humanitaire mis à jour en juillet 2018 et le Financial Tracking Service (FTS) des flux d'aide humanitaire, consulté le 9 janvier 2019, indiquent que la réponse humanitaire est actuellement financée à hauteur de 54%, sur les 286,497,000EUR requis.

Les services d'éducation sont en situation de crise dans les régions du Centre du Mali. Les efforts du Gouvernement en matière d'éducation primaire menés ces trente dernières années, avaient porté le taux de scolarisation primaire à près de 85% en 2011. Aujourd'hui, ces résultats se délitent et les taux de scolarisation sont en baisse dans de nombreuses régions. En effet, depuis le début de la crise sécuritaire au Nord et au Centre, la fermeture des écoles et les déplacements de population ont fait chuter ce taux de 10 points de pourcentage¹³. L'analyse de l'année scolaire 2017-2018 montre que 1 108 écoles (24%) ont été fermées au moins une fois (20 jours d'école), touchant 332 400 enfants dont l'accès à des services d'éducation de qualité et protecteur est menacé¹⁴. La fermeture des écoles et la fuite des enseignants craignant pour leur sécurité augmentent le nombre d'enfants déscolarisés ou non scolarisés, et entraînent une surpopulation des salles de classe dans les écoles restées ouvertes. Les PDI sont particulièrement affectés avec 41% des enfants déplacés qui ne fréquentent pas l'école¹⁵.

Les effets de la crise se font particulièrement sentir dans la région de Mopti qui concentre des conflits djihadistes et des conflits intercommunautaires entre Daoussahak (Touareg) et Peulhs, entre Dogons (Bambara) et Peulhs, et enfin entre Ifoghas et Imghad. Ces conflits historiques liés au contrôle des ressources naturelles déstabilisent la région¹⁶. Des groupes armés y ont aussi leur fief tels que les Groupes d'Opposition Armés (GOA), hostiles à la présence de l'Etat ou encore le groupe djihadiste armé Front de Libération du Macima (FLM). En 2018, on a recensé plus de 384 incidents sécuritaires¹⁷ pour la seule région de Mopti. Selon le Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, 77% des violences intercommunautaires enregistrées au Mali en 2018 étaient localisées dans la région de Mopti causant une progression du nombre de PDI au niveau national. Loin de s'estomper, cette violence s'accroît comme le prouve l'attaque meurtrière d'un village Peulh attribuée à des Dogons, début janvier 2019, faisant 37 morts.

Les groupes armés et djihadistes se montrent particulièrement hostiles à l'égard de l'école publique et les écoles sont régulièrement prises pour cible, à travers des incendies, des occupations, des menaces contre les enseignants, les apprenants et leurs parents, ou des fermetures sous la contrainte.

Au regard de la situation particulièrement critique dans la région de Mopti, et en conformité avec i) le Plan de Réponse Humanitaire ayant identifié la non scolarisation et déscolarisation des enfants maliens comme un des problèmes clés à adresser en priorité et ii) la stratégie de réponse du cluster éducation¹⁸, Plan International propose d'améliorer l'accès à l'éducation fondamentale formelle et non-formelle, inclusive et de qualité, dans un environnement protecteur, pour les filles et les garçons de 7 à 15 ans dans la région de Mopti, et particulièrement dans ces cercles de Mopti et Bankass.

L'action proposée contribuera à assurer la continuité de l'éducation et de la protection dans la région de Mopti, via l'amélioration de l'accès à l'éducation fondamentale formelle et non-formelle, inclusive et de qualité, dans un environnement protecteur, pour les filles et les garçons de 7 à 15 ans. Les services mis en place et appuyés par Plan International assureront un environnement

¹³ Source : UNESCO consulté sur data.worldbank.org le 02/01/2019

¹⁴ MALI, Humanitarian Situation Report, UNICEF, Janvier-Juin 2018

¹⁵ Matrice de Suivi des Déplacement Social – DNDS – Etude de Profilage Personnes déplacées internes, rapatriées et retournées – Juin 2017

¹⁶ Child Protection Risks and Needs in Mali, Child Protection Global Protection Cluster – Octobre 2018

¹⁷ Source : INSO

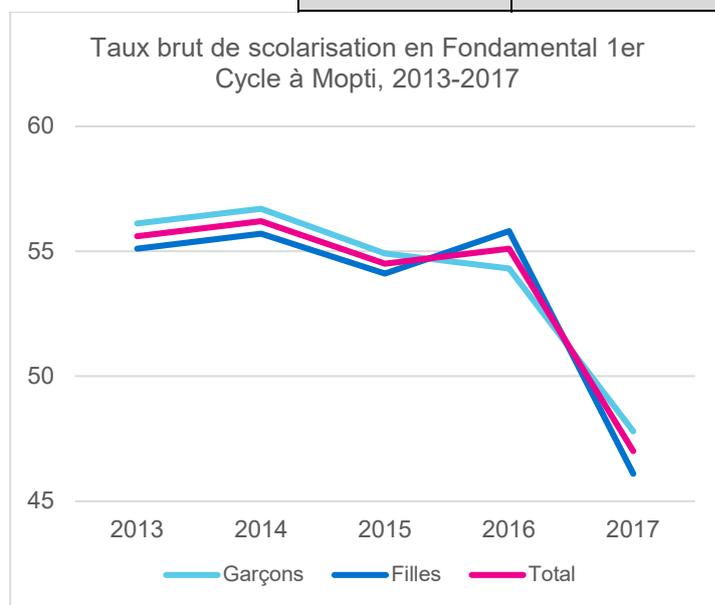
¹⁸ Stratégie cluster éducation : 1. Apporter l'offre d'éducation de qualité aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une crise quelle qu'en soit sa nature ; 2. Renforcer l'accès à une offre éducation inclusive et de qualité dans un environnement protecteur à tous les enfants ; 3. Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (formation des acteurs de l'éducation à la cohésion sociale, à la culture de la paix, à la réduction des risques des catastrophes, ...)

d'apprentissage de qualité, sécurisé et protecteur pour les filles et les garçons, tout en développant des stratégies transversales d'accès aux services de protection de l'enfance et d'accès à des services d'EHA. Ces actions seront alignées avec le Plan de Réponse Humanitaire et les principes de *Do no harm*.

2.3 Veuillez résumer les résultats de l'évaluation (le cas échéant, annexer un rapport complet) en établissant un lien avec l'action

La région de Mopti compte actuellement le plus grand nombre d'écoles fermées au Mali¹⁹. En décembre 2018²⁰, la région de Mopti comptait 497 écoles fermées, sur un total de 1 840, soit environ 149 100 élèves inscrits qui n'avaient pas accès à leur école. Ce sont 53 écoles fermées en plus par rapport au mois d'octobre 2018. Les cercles de Mopti et Bankass (2 des 7 circonscriptions de la région) visés par ce projet comptaient respectivement 82 et 56 écoles fermées, soit plus de 40,000 enfants sans accès à l'école^{21,22}.

Système scolaire malien										
Âge des apprenants	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Classe	1 ^e	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	
Fondamental	1						2			

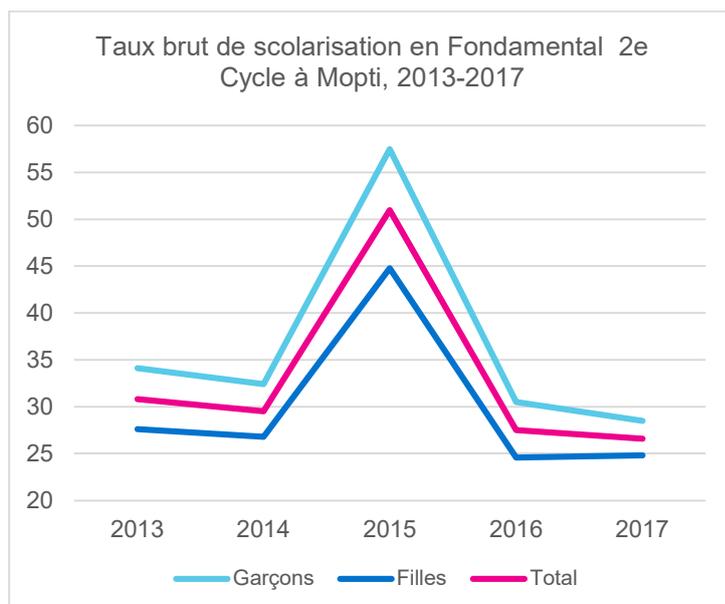


¹⁹ Analyse annuelle, cluster éducation, Mai 2018

²⁰ Sous-Cluster Education Mopti – 12 décembre 2018

²¹ Les cercles de Youwarou et Tenekou sont particulièrement touchés par les fermetures, avec plus de trois écoles sur quatre fermées ; cependant l'accès humanitaire n'est pas garanti dans ces cercles, pour des raisons sécuritaires et d'accès physique (inondations).

²² Ces données reflètent le nombre d'écoles fermées dont sont extrapolés le nombre d'enfants déscolarisés (sur la base de 300 enfants par école). Le manque de données tangibles sur le nombre d'enfants déscolarisés, d'enseignants absents, ou de cartographie des besoins dans la zone reste à déplorer.



D'après le rapport de rentrée scolaire 2017-2018 du Ministère de l'Education Nationale, les taux bruts de scolarisation à Mopti sont parmi les plus bas du pays. En Fondamental 1^{er} cycle (F1), 47% des 7-12 ans vivant à Mopti sont scolarisés (46% de filles et 48% de garçons), contre 68% à l'échelle nationale, en 2017. En Fondamental 2^e Cycle (F2), 27% des 13-15 sont scolarisés (25% de filles et 29% de garçons), contre 47% à l'échelle nationale²³.

Ces taux sont en chute depuis 2013, alors qu'ils sont à la hausse dans certaines autres régions du pays. Les raisons du faible niveau de scolarisation sont à trouver du côté du non-fonctionnement des écoles publiques en raison de la situation sécuritaire. Le nombre de salles de classe de premier cycle utilisées a augmenté de seulement 5% dans la région entre 2014 et 2018, contre 13% au niveau national. Une autre donnée démontrant la situation difficile de l'éducation dans la région est le ratio enfant/professeur au 1^{er} cycle, qui est de 1 pour 46 contre 1 pour 42 au niveau national. Enfin, environ 8% des ménages de Mopti vivent à plus de 15 kilomètres de l'école dispensant des cours de Fondamental 1^{er} cycle, contre 5% sur l'ensemble du pays²⁴.

Conséquences de l'absence de services d'éducation fonctionnelle, de qualité et inclusifs dans le contexte de crise

Plan International considère que l'éducation en situation d'urgence est une intervention humanitaire primordiale en agissant comme une composante majeure de la protection des enfants. En effet, les filles et les garçons déscolarisés sont plus à risque de subir des violences, y compris des violences sexuelles, d'être recrutés dans des groupes armés, de s'engager dans du sexe transactionnel, ou d'être recrutés dans des activités criminelles ou illégales qui peuvent atteindre à leur dignité ou à leur vie. L'évaluation des besoins réalisée en Décembre 2018 par Plan International dans la région ciblée de Mopti montre que les filles et les garçons accordent une valeur très importante à l'éducation en matière de promotion de la paix – chacun des 27 GDD menés auprès des enfants âgés de 8 à 15 ans, indique que l'école promeut des valeurs de cohésion sociale, de paix et d'égalité entre les filles et les garçons.

A long terme, l'éducation offre des opportunités de développement aux enfants, donne de l'espoir pour l'avenir, au sortir du conflit, atténuant ainsi l'impact psychosocial de la violence et des déplacements. Là aussi, l'évaluation des besoins indique que les filles et les garçons accordent une valeur très importante à l'éducation – chacun des 27 GDD menés avec les enfants de 8 à 15 ans met en valeur que ce qu'ils apprennent à l'école leur sera utile, pour « rester en sécurité », « obtenir un emploi », « être en bonne santé », « connaître ses droits et ses devoirs », « être instruit », « avoir de l'argent », « s'épanouir ».

²³ Source : Rapport de rentrée scolaire 2017-2018.

²⁴ EMOP, INS du Mali. 2017.

Obstacles à l'éducation fonctionnelle, inclusive et de qualité dans la région de Mopti

L'évaluation des besoins révèle que les besoins en éducation se cristallisent autour de trois problématiques principales renforcées par des causes transversales affectant l'accès et la qualité de l'éducation :

- La fermeture des écoles due à l'insécurité et aux menaces djihadistes, notamment dans les communes de Bankass, Socoura et Dialassagou ;
- Les sureffectifs dans les communes affectées connaissant une forte pression démographique due aux mouvements de population, surtout dans les communes de Mopti, Bankass, Dialassagou et Dimbal ;
- Les absences d'opportunité de réintégration au système scolaire classique pour les enfants PDI, retournés et rapatriés qui n'ont jamais été scolarisés.

La fermeture des écoles due à l'insécurité et aux menaces djihadistes

Selon le rapport du dernier Sous-Cluster Education Mopti²⁵, 27% des écoles de la région de Mopti sont fermées (497 sur 1840 écoles) affectant 61% des 108 communes. Près de la moitié des écoles sont fermées dans les communes les plus touchées par l'insécurité. En effet, les causes de fermeture relevées lors de l'analyse des besoins font écho à l'analyse du Cluster Education et peuvent être regroupées en deux catégories:

- *Un contexte sécuritaire délétère* : La présence d'hommes armés, des menaces directes ou indirectes, des intimidations exigeant le respect d'une idéologie religieuse stricte, et des agressions physiques à l'endroit des enseignants, du personnel éducatif, des élèves ou des parents d'élèves ont pour conséquence directe la désertion des écoles. Par ailleurs, les tensions intercommunautaires déstabilisent également la région, à travers la diversité des groupes ethniques et la complexité de leurs interactions sociales, politiques et économiques, couplées aux mouvements de populations (PDI, retournés, rapatriés) exerçant une pression sur les populations et leurs structures sociales. Les affrontements intercommunautaires entre Peulhs et Dogons en particulier ont connu une recrudescence ces derniers mois entraînant des mouvements de population et notamment le départ des communautés Peulhs vers d'autres localités.
- *Des infrastructures inutilisables* : Les infrastructures scolaires sont endommagées, détruites, pillées ou même parfois occupées par des groupes armés, empêchant le retour des enfants en classe. Une autre raison de fermeture des écoles sont les inondations. En effet, le cercle de Mopti est en zone inondable et plusieurs communes ont été particulièrement touchées lors de la dernière saison des pluies, mi-2018.

La mise en place de réponses à long terme passe nécessairement par la sécurisation de la zone afin que le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation soit en mesure de rouvrir les écoles en assurant la sécurité des élèves et des enseignants. Or, dans de nombreux villages de la zone, notamment dans la commune de Socoura, l'insécurité ne permet pas au Gouvernement malien d'assurer la réouverture des écoles. Ainsi, des initiatives alternatives et informelles doivent être envisagées, suivant les exemples mis en place par Plan International lors de la crise Ebola, avec des mécanismes de diffusion de programmes éducatifs via la radio.

Les sureffectifs dans les écoles des communes connaissant une forte pression démographique des déplacés internes, rapatriés et retournés (Bankass, Dialassagou, Mopti)

Soit en raison de la fermeture des écoles des villages voisins pour cause d'insécurité, soit à cause des PDI, retournés et rapatriés (1,509 PDI²⁶, 4,524 retournés et 157²⁷ rapatriés dans le cercle de

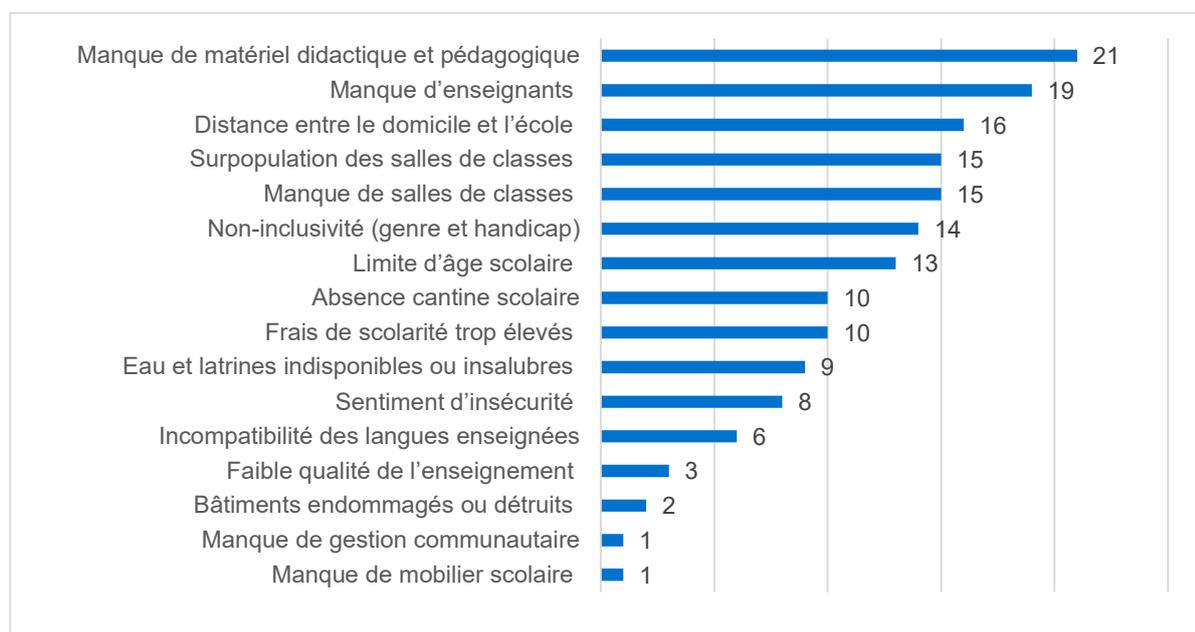
²⁵ 12 Décembre 2018

²⁶ Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Mali – Direction Nationale du Développement Social – DNDS Rapport de Situation (SitRep) du 24 décembre 2018 (mise à jour des PDI uniquement)

²⁷ Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Mali – Direction Nationale du Développement Social – DNDS Rapport de Situation (SitRep) du 15 novembre 2018

Mopti, et 12,782 PDI²⁸ dans le cercle de Bankass), de nombreuses écoles dans les cercles de Mopti et de Bankass connaissent des sureffectifs importants avec les problèmes en découlant. Les communautés indiquent notamment : un manque de matériels, des élèves entassés à 4 sur des tables-bancs prévues pour 2, et un ratio d'encadrement qui peut aller jusqu'à un enseignant pour 100 à 126 élèves²⁹ pour une école de la zone, la dégradation des infrastructures, le déficit d'attention, des Enseignants qui ne peuvent se concentrer sur des cas individuels. La qualité de l'enseignement est largement affectée. Les GDD font ressortir que le matériel scolaire étant insuffisant pour les élèves, seuls les 10 meilleurs élèves de la classe sont autorisés à emporter le matériel didactique chez eux pour faire leurs devoirs, soit un élève sur cinq dans les classes les moins peuplées, et un sur 10 dans les classes en sureffectif.

L'analyse des besoins menée par Plan International a été menée dans des écoles connaissant des pressions importantes liées aux déplacements des populations. Cette analyse confirme le manque de dotations en matériel scolaire, l'insalubrité des infrastructures, notamment pour les filles et adolescentes, la non-inclusivité des bâtiments, la présence insuffisante d'enseignants dans les écoles, ou encore le manque d'engagement communautaire dans la gestion des établissements.



Depuis 2013, la réponse humanitaire au Mali intègre des Espaces d'Apprentissage Alternatifs dans certaines écoles sous pression, selon les standards minimums INEE et en suivant une intégration de plus en plus forte avec le Ministère de l'Education Nationale malien (MEN). Ces abris prennent la forme de hangars améliorés construits à proximité ou au sein des écoles et ont une capacité d'accueil de 50 élèves maximum (les standards INEE indiquent en effet que la capacité d'accueil des espaces d'apprentissage alternatifs doit se calquer sur la taille moyenne des classes dans la localité, qui est de 46 élèves par classe dans la région de Mopti). Ces espaces viennent renforcer les capacités d'accueil des établissements scolaires. Cependant, ils sont encore largement insuffisants pour faire face aux besoins des établissements, et sont susceptibles d'accueillir plus de 50 élèves. Le projet viendra en soutien aux efforts existants en appuyant les établissements en sureffectifs.

L'absence d'opportunités de réintégration au système classique pour les enfants n'ayant jamais été scolarisés

Enfin, dans les zones ne souffrant pas d'insécurité, les enfants déscolarisés ou n'ayant jamais été scolarisés de manière continue soit en raison du conflit, soit en raison de déplacements manquent

²⁸ Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Mali – Direction Nationale du Développement Social – DNDS Rapport de Situation (SitRep) du 24 décembre 2018 (mise à jour des PDI uniquement)

²⁹ Rapport de consultation des acteurs de l'éducation dans le cercle de Bankass. Région de Mopti. Word Vision International Mopti. Août 2018

d'opportunités pour intégrer à nouveau le système scolaire classique. Certains enfants en âge d'aller au Fondamental de 1^{er} Cycle ont pu connaître des interruptions de longue durée au cours de leur scolarité. D'autres n'ont jamais été scolarisés. Or, chaque année passée hors de l'école pour un enfant augmente les risques de ne jamais y accéder de nouveau.

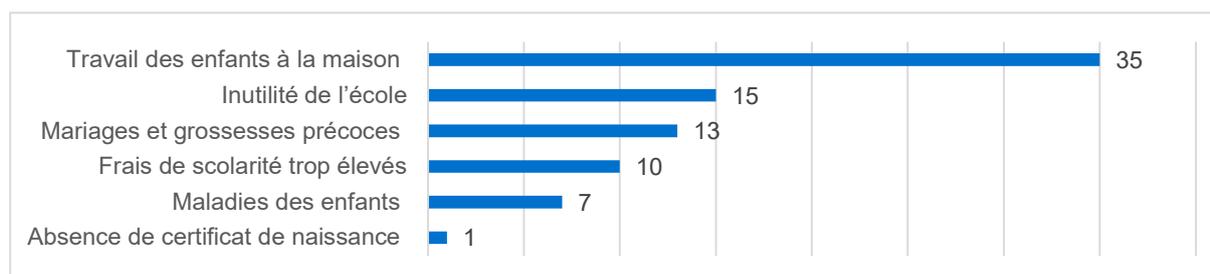
Jusqu'à 12 ans, il est pourtant possible de réintégrer le système scolaire classique à l'aide de services de scolarisation accélérée appelés SSA/P³⁰. Cependant, le manque d'infrastructures, de matériel scolaire et d'enseignants dans la région de Mopti rendent ces services de scolarisation accélérée trop rare.

Ainsi, des cursus de rattrapage scolaire ou des espaces d'enseignement communautaires favorisant l'accès à une éducation et permettant le retour effectif dans le système éducatif formel sont identifiés par les communautés comme une réponse adéquate aux besoins éducatifs et seront mis en œuvre dans ce projet.

Les aspects transversaux :

- Vulnérabilité des ménages

Les barrières à l'éducation directement liées au conflit viennent renforcer des difficultés préexistantes à la crise. En effet, l'analyse des besoins relève que des obstacles à l'éducation préexistaient tels que la vulnérabilité économique des ménages, des normes sociales excluant les filles de l'éducation, l'absence d'infrastructures adaptées aux enfants vivant avec un handicap, etc. Il est important de noter que les obstacles ainsi identifiés sont situés en particulier dans les communes où l'école est ouverte, mais où les populations sont particulièrement vulnérables (PDI, retournés, rapatriés et population hôtes).



La vulnérabilité socio-économique des ménages représente un frein important à l'éducation. En effet, l'analyse des besoins a permis de réaliser une estimation du panier minimum de dépenses en éducation dans la zone (*Education minimum expenditure basket*) qui est de 12,100 FCFA par an en moyenne (21,18 USD) avec des écarts importants allant de 750 FCFA à 27,500 FCFA par an selon les communautés, dans un pays où 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté (1,9 USD/jour). Par ailleurs, la compensation³¹ des enseignants s'effectue via la communauté, c'est-à-dire les parents d'élèves, un coût qui n'est pas compris dans les dépenses annuelles évoquées ci-dessus.

Les obstacles à l'éducation les plus souvent cités concernent la vulnérabilité des ménages se retrouvent encore dans les GDD menés par Plan International Mali : le travail des enfants à la maison est un facteur important de rétention des filles et des garçons à l'école. En effet aux coûts directs de l'éducation s'ajoute le coût d'opportunité de l'éducation des enfants dans un contexte économique tendu, où les enfants représentent une main d'œuvre supplémentaire pour leur famille (55,8% des enfants de 5 à 17 ans travaillent³²). Ainsi, le travail des enfants soit au sein des ménages soit aux champs est indiqué comme un obstacle récurrent par les familles consultées.

Interrogés sur la meilleure manière d'agir en faveur de l'éducation des enfants, les ménages citent le don de matériel éducatif, de kits scolaires (cahiers, crayons, compas, règles...), la provision gratuite des services d'éducation, notamment à travers le règlement des frais de scolarité.

³⁰ Service de Scolarisation Accéléré / Passerelle

³¹ Rémunération complémentaire (financière ou en nature) assurée par la communauté

³² MICS 2015

- Rétention des adolescentes à l'école

La rétention des filles à l'école pour le Fondamental 2^e Cycle est menacée par plusieurs facteurs. Le premier, cité par les répondants de l'analyse des besoins est le défaut d'infrastructures adaptées au sein des écoles, notamment l'absence de latrines séparées pour les filles et les garçons. Or les latrines séparées sont une garantie importante du bien-être des filles à l'école, prévenant notamment les cas de harcèlement sexuel dans les installations sanitaires, lorsque les filles atteignent la puberté³³. Elles représentent également un lieu où les adolescentes peuvent gérer leur hygiène menstruelle.

On peut également citer les mariages et grossesses précoces des filles, qui les écartent de la scolarité selon l'analyse des besoins. Le phénomène est loin d'être marginal au Mali, puisque 48,9% des filles sont mariées avant 18 ans³⁴ et 36,5% des filles ont eu un enfant avant 18 ans³⁵. Les mariages et grossesses précoces représentent à la fois une cause et une conséquence de la déscolarisation. Les mariages précoces et forcés sont dus à des dynamiques socio-économiques complexes, au croisement d'enjeux économiques pour la famille, à savoir ne plus subvenir aux besoins des filles du ménage quand elles sont mariées, et d'enjeux communautaires, étant donnée la force de certaines normes sociales au Centre du Mali³⁶.

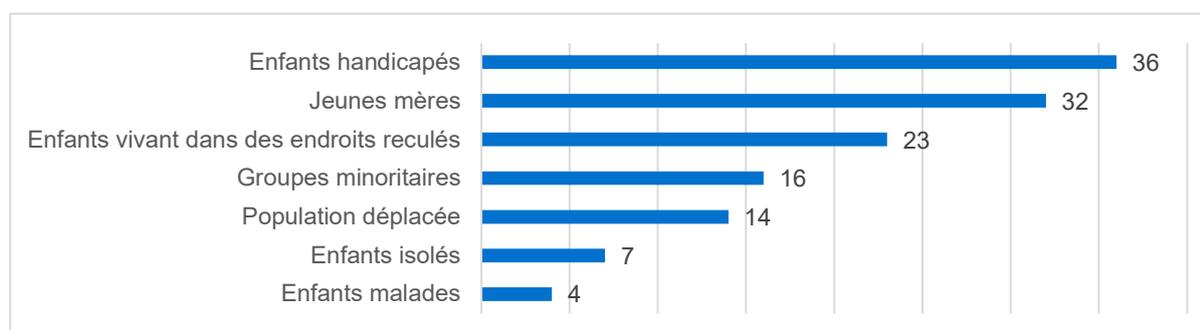
La rétention des filles à l'école, notamment en Fondamental 2^e cycle est donc un défi socio-économique important, que la crise tend à aggraver. En effet, dans un contexte de crise, les filles déscolarisées sont plus à exposer aux mariages et grossesses précoces et il leur est impossible de retourner à l'école une fois la crise terminée.

- Conditions de travail de enseignants

Les enseignants démontrent d'une réelle insatisfaction par rapport à leurs conditions de travail, ce qui a un impact direct sur la qualité de l'enseignement et favorise le *turn over* avec des périodes de vacance fréquentes. En effet, seuls 30% des enseignants interrogés reçoivent une compensation financière (directement de la communauté ou indirectement via le Comité de Gestion Scolaire). D'autres (30%) bénéficient d'une compensation non-monétaire, à savoir l'exploitation d'un terrain ou l'accès à des formations. Un seul des enseignants interrogés a déclaré que sa compensation lui était suffisante pour continuer à enseigner. Enfin, les enseignants n'ont reçu aucune formation sur les thématiques d'urgence (menaces sécuritaires, plans d'urgence, conflits intercommunautaires) ni sur les compétences de vie.

- Inclusivité et accessibilité des structures éducatives

L'analyse des besoins menée par Plan International Mali a recueilli des informations sur les groupes exclus de l'école. Les GDD ont ainsi cité en priorité les enfants en situation de handicap, les jeunes mères, les enfants vivant dans des endroits reculés, les groupes ethniques ou religieux minoritaires et les enfants issus de populations déplacées.



³³ Cf. INEE, Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement. P.71

³⁴ MICS 2015

³⁵ MICS 2015

³⁶ Cf. Notamment Child Frontier, 2016. *Mariage d'enfants au Mali : une étude qualitative de quatre communautés à Kita et Barouéli*

L'accès à l'éducation est restreint pour les enfants vivant avec un handicap à cause du défaut d'infrastructures et de méthodologies éducatives adaptées à leurs besoins. Il s'agit donc de mettre en place des structures éducatives temporaires accessibles à tous les apprenants, y compris en situation de handicap.

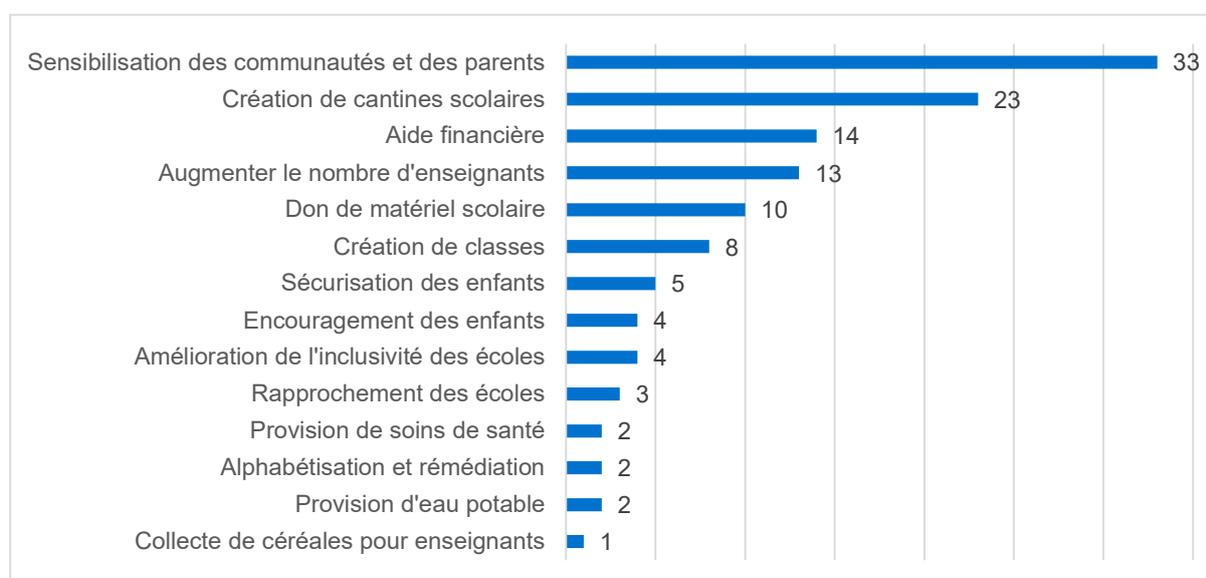
D'autre part, la distance pour se rendre à l'école est parfois longue et dangereuse. Si les enfants vivant dans le cercle de Mopti se sentent globalement en sécurité sur le chemin de l'école, les enfants du cercle de Bankass citent les conflits intercommunautaires comme principale cause de leur sentiment d'insécurité pour se rendre à l'école.

Les enfants déplacés et les enfants issus de minorités ethniques rencontrent des obstacles liés aux tensions et conflits intercommunautaires.

Enfin, les enfants séparés ou non-accompagnés qui ne disposent pas des papiers nécessaires à l'inscription à l'école, ni de moyens pour payer les frais de scolarité sont notés par les communautés comme n'ayant pas accès à l'école. Or ces enfants sont particulièrement vulnérables en l'absence de tuteurs pendant la crise.

Actions à privilégier pour favoriser l'accès à l'éducation

Les membres des communautés, interrogés lors de l'évaluation des besoins, ont identifié les actions à privilégier pour favoriser l'accès à l'éducation. Les actions ont été prises en compte dans la mise en place de la logique d'intervention. Il est cependant important de noter que la création de cantines scolaire ne fera pas partie du focus de ce projet, étant donnée la couverture des cantines scolaires de la zone par le Programme Alimentaire Mondial, le Ministère de l'Education Nationale ou CRS³⁷.

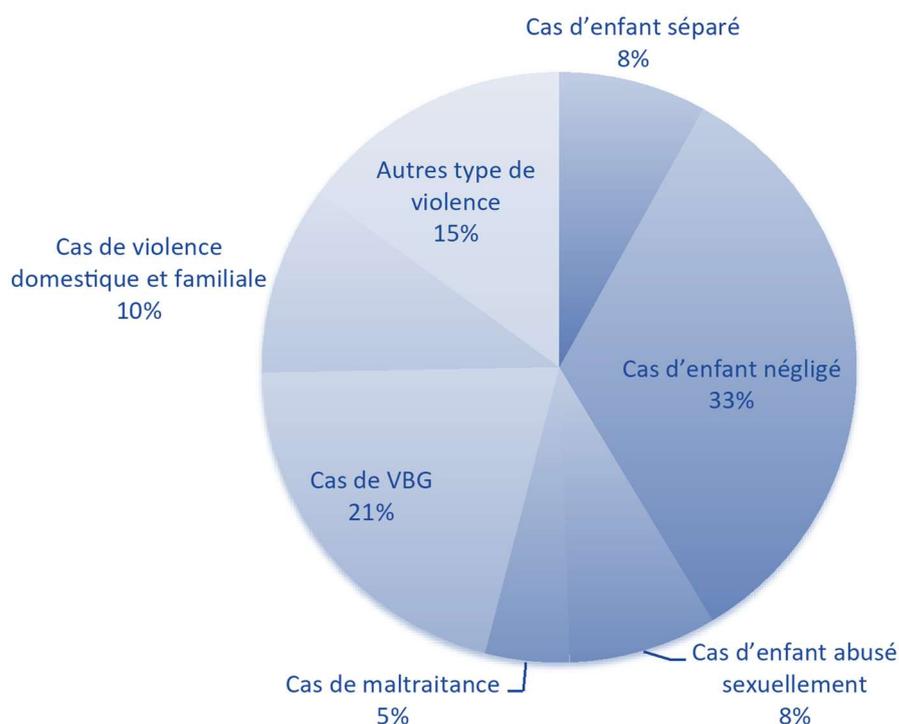


La protection des enfants

Le bouleversement de l'ordre social engendré par la crise humanitaire au Mali augmente le risque de violences sur les enfants et les femmes. En effet, la crise humanitaire en cours affaiblit les familles et les expose à des expériences traumatiques et à des conditions de vie déplorables.

Dans les villages visités lors de l'évaluation des besoins, de nombreux cas de violence à l'encontre des enfants ont été rapportés (87). Ils se présentent comme suit :

³⁷ Catholic Relief Service



Aux cas de violence pré-cités, il faut ajouter l'enrôlement d'enfants dans les groupes et forces armés. 750 signalement ont été rapportés par le Secrétaire général sur les enfants et conflits armés du Mali, et 284 cas ont été vérifiés entre janvier 2014 et juin 2017. Ce chiffre est cependant sous représentatif de la réalité. Plusieurs études font le lien entre inactivité, manque d'opportunités éducative ou économique et enrôlement dans les groupes et forces armés. Ceci vient renforcer l'importance du rôle de l'école. Ces recrutements ne sont pas circonscrits aux garçons puisque les femmes et les filles sont utilisées pour la cuisine ou la récolte de bois à brûler des groupes et forces armés. Une fois enrôlés, la stigmatisation des « engagés » et leur désocialisation les empêchent de retourner dans leur communauté.

Les enfants touchés par la crise peuvent être affectés psychologiquement ou éprouver des difficultés d'adaptation à leur nouvel environnement (pour les enfants PDI, réfugiés ou retournés). La fermeture des écoles impacte négativement leur environnement, leur résilience au stress et leur santé psychosociale. L'exposition des enfants aux abus, à l'exploitation, au risque d'être blessé par des explosifs ou armes de guerre, le recrutement par les groupes armés, les déplacements sont autant d'éléments nécessitant un encadrement psychosocial.

Moins de 50% des villages visités disposent d'un Espace Ami des Enfants et les centres existants manquent de moyens pour offrir une palette complète de services (ex : aucun des centres n'organise des activités psychosociales avec les enfants). De plus, les comités de surveillance communautaire agissant, entre autres, pour répondre aux problématiques de la traite des enfants (un seul rencontré dans le cercle de Bankass) sont rares.

Pour pallier cette situation, le projet organisera des actions de mobilisation communautaire sur la protection de l'enfance, mettra en place ou appuiera des Espaces Amis des Enfants et contribuera au développement d'un système de référencement de protection inter-agence en étroite collaboration avec le cluster/sous cluster protection/protection de l'enfance.

2.4 [FIN] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins au stade du rapport intermédiaire, veuillez préciser

2.5 [FIN] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins après le rapport intermédiaire, veuillez préciser

Depuis l'enregistrement du 1^{er} cas du COVID 19 au Mali, le gouvernement a pris des mesures sanitaires pouvant freiner la propagation de la pandémie dans le pays. Plan International Mali n'est pas resté en marge des dispositions prises pour assurer la continuité des activités des différents projets et cela dans le respect de l'application des mesures barrières.

Face à la suspension des regroupements/rencontres/ateliers de renforcement des capacités, du fonctionnement des écoles et toutes autres alternatives éducatives, l'équipe de Plan International a procédé à l'adaptation de certaines activités des projets y compris du projet EIE. L'adaptation des activités planifiées doivent prendre en compte l'atteinte des objectifs visés par les projets. C'est ainsi qu'en coordination avec les partenaires ONG, CAP, l'équipe a procédé à une analyse et adaptation du plan en cours d'exécution sur une période de 2 à 3 mois. Les principales activités retenues et adaptées ont été : des activités d'information et de sensibilisation sur la pandémie via la stratégie de proximité, et à travers des radios partenaires, d'orientation des partenaires locaux animateurs, Comité de Gestion des Centres « CGC », et l'élaboration d'un plan de contingence prenant en compte la continuité des cours dans les différents centres tout en respectant les mesures barrières.

En vue d'assurer la continuité des activités en lien avec les attentes du projet, un certain nombre d'activités ont été identifiées et adaptées comme actions prioritaires pendant cette période, il s'agit entre autres :

- Orienter le staff sur les messages clés de la pandémie afin de permettre une harmonisation de la compréhension et d'assurer un meilleur transfert des compétences lors des orientations des partenaires locaux
- Informer permanemment des partenaires sur l'évolution de la situation,
- Garder la dynamique avec les cluster Education et protection (Partage des informations/message clés et outils avec des partenaires)
- Diffusion des messages d'information et de sensibilisation via les radios communautaires et la stratégie
- Elaborer un plan d'action avec des stratégies appropriées et adéquates pour la reprise des cours dans les différents centres.
- Diffusion des émissions radio EIR dans les cercles de Mopti et de Bankass à travers les radios partenaires en coordination avec le CAP.

3. ORGANISATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

3.1 Présence de l'Organisation humanitaire dans la zone d'intervention: bref aperçu de la stratégie et des activités actuelles ou récentes dans le pays

Plan International opère depuis 1976 au Mali à travers des programmes de développement dans le Sud et le Sud-Est du pays, et répond à la crise humanitaire malienne depuis 2012 à travers des programmes humanitaires. Entre 2012 et 2018, Plan International Mali intervenait depuis son bureau à Tombouctou à travers des services de base en développement de la petite enfance, éducation en situations d'urgence, protection de l'enfance en situations d'urgence, avec un volet nutrition via des collaborations avec le programme alimentaire mondial (PAM). Plan International Mali et BØRNEfonden ont fusionné au cours de l'été 2018, combinant leurs expertises pour couvrir également la région de Mopti et renforcer leur expertise en développement de la petite enfance et éducation en situations d'urgence. La réponse humanitaire couvre donc les régions de Mopti et de Gao depuis 2018, les programmes et équipes de BØRNEfonden étant désormais les programmes et équipes de Plan International Mali.

L'expertise de Plan International Mali et de BØRNEfonden combinée recouvre aujourd'hui l'éducation préscolaire, fondamentale, non-formelle, la gouvernance scolaire et l'éducation en situation d'urgence. L'expérience de Plan International Mali en éducation en situation d'urgence a été particulièrement développée au plus fort de la crise au Nord du Mali, dans la région de Tombouctou : Plan International Mali a ainsi contribué à améliorer l'accès à l'éducation de 43,000 filles et garçons, via des programmes de cantines scolaires, bourses pour les filles, dotation des

écoles en latrines et points d'eau, efforts de sensibilisation communautaire pour éradiquer le mariage précoce. Les efforts de Plan International Mali se concentrent désormais sur la nexus développement en éducation dans la région de Tombouctou, via des transitions vers de programmes de développement à travers des financements de l'*Irish Aid* notamment. Géographiquement, c'est donc dans la région de Mopti dont la situation humanitaire s'est dégradée en 2018, que les efforts se concentrent en éducation en situation d'urgence.

En matière de protection de l'enfance en situations d'urgence, Plan International Mali soutient depuis 2012 l'établissement d'espaces amis des enfants dans les zones de crise, notamment dans la région de Tombouctou où la réponse humanitaire a permis d'atteindre les enfants les plus vulnérables en leur offrant des services intégrés en éducation et protection, à travers la coopération suédoise au développement (SIDA) notamment. Plan International Mali soutient également la mise en place de mécanismes communautaires de protection de l'enfance à travers des renforcements de capacités pour que la protection de l'enfance demeure un enjeu communautaire.

3.2 Actions en cours et demandes de financement introduites auprès d'autres donateurs), dans la même zone d'intervention – veuillez indiquer comment les chevauchements et le double financement seraient évités

Dans la même zone d'intervention, à savoir les cercles de Bankass et de Mopti, Plan International Mali met en œuvre des programmes de :

- Nutrition communautaire à Mopti, dans les cercles de Mopti, Bankass et Bandiagara. Chevauchements et doubles financements évités en raison de la cible thématique différente.
- Education en situations d'urgence à Mopti, dans le cercle de Bandiagara, via des mobilisations communautaires, des formations d'enseignants et de comités de gestion scolaire, des dotations en kits scolaires. La cible géographique sera différente de l'action proposée, ce qui évitera les doubles financements.

Dans les cercles de Bankass et de Mopti, Plan International Mali est partenaire de mise en œuvre de deux projets dont la demande de financement est en cours :

- « Education et protection en situations d'urgence à Mopti dans les cercles de Mopti et Bankass », en consortium avec COOPI : demande de financement auprès de la DG ECHO (introduction 10/01/2019). La présente proposition a été développée en collaboration avec Plan International Suède afin de répartir les communes d'intervention et éviter les chevauchements entre Plan international Suède et Plan International Belgique.
- « Imagine : Meilleure réalisation des droits, qualité de l'éducation sensible au genre et intégratrice pour les adolescentes dans les régions touchées par le conflit au Mali dans les régions de Mopti et Ségou » (région de Mopti, incl. cercle de Bankass) demande de financement auprès du Global Affairs Canada, en consortium avec Save the Children et World Vision (introduction 15/12/2018). Les chevauchements et doubles financements seront évités puisque les communes ciblées ont été choisies afin de compléter la couverture éducative. Les zones d'intervention sont donc différentes. Par ailleurs, le projet Imagine met en place une logique d'intervention axée sur la résilience, avec une large composante plaidoyer et renforcements de capacités.

On compte 42 organisations présentes dans la région de Mopti. Dans les cercles de Mopti et de Bankass, en éducation en situations d'urgence, en protection de l'enfance et sur les thèmes transversaux interviennent :

- Education en situations d'urgence :
 - UNICEF (source : USAID) dans le cadre du programme de coopération Mali-Unicef, en appui institutionnel et renforcement des capacités (Mopti, Bankass, Douentza)
 - Save The Children (source : ECHO) : Mopti : SSA/P, mobilisations communautaires, formations des enseignants et animateurs, équipement des centres d'apprentissage, identification des enfants déscolarisés – jusqu'en avril 2019
 - IEDA Relief : renforcement des capacités des CGS et réouverture des écoles (dates et financements non disponibles au niveau du cluster)

- PAM (cercles de Mopti et de Bankass, inclus les communes de Mopti, Bankass, Diarrassagou et Dimbal-Habbe) : Repas scolaire et assistance alimentaire d'urgence
- NRC (UNCHR) – Tombouctou et Mopti – documentation civile et à l'éducation dans un environnement sûr et protecteur en faveur des filles et garçons affectés par le conflit dans la région de Mopti et Tombouctou (2018-2020)
- Protection de l'enfance :
 - Save the Children (Danida) : Mopti (Sokoura, Mopti, Fatoma, Sio, Konna) - Janvier 2018 à Décembre 2021 – Protection de l'enfant et prévention des abus et soutien psychosocial
 - Save the Children (Danida) : Mopti (Socoura, Fatoma, Konna, Koubewelkondia) – Janvier 2018 – Décembre 2021 - Protection de l'enfant et Gouvernance
 - Unicef : Mopti – protection de l'enfance dans les régions affectées par le conflit armé
- Thématiques transversales liées, notamment pour le référencement des cas de protection de l'enfance :
 - Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) : Bankass – mécanisme rapide de réponse en situation d'urgence (RRM), assistance d'urgence aux PDI, janvier-décembre 2018.
 - Muso : Bankass (Tori, Kani-bonzon, Ségué, Soubala, Dimbal, Lessagou, Koulogon) – 2015 à 2023 – Gratuité des soins de santé
 - UNFPA : Tous les cercles de la région de Mopti :2018 – 2022 - Planification familiale
 - COOPI : prévention, dépistage et prise en charge de la malnutrition aiguë à Bankass et Djenné- juillet 2018 – janvier 2019
 - Save the Children (ECHO) : prévention, dépistage et prise en charge de la malnutrition aiguë à Mopti – mai 2018-avril 2019
 - CARE Mali : Mopti, Bankass : prévention, dépistage et prise en charge de la malnutrition aiguë (2014-2019)

4. CADRE OPÉRATIONNEL

4.1 Localisation exacte de l'action (veuillez inclure une carte permettant de localiser le projet)



Région de Mopti



Communes de Socoura et Mopti (cercle de Mopti) et communes de Bankass, Dimbal Habbe, Dialassagou (cercle de Bankass) – source : OCHA³⁸

³⁸ Pour une carte détaillée du cercle de Bankass, notamment les axes routiers : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA_MOPTI_BANKASS_A3_20131121.pdf
 Pour une carte détaillée du cercle de Mopti, notamment les axes routiers : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF_Refmap_Mali_cercle_Mopti.pdf

4.2 Bénéficiaires

4.2.1 Nombre total de bénéficiaires directs:

Le nombre total de bénéficiaires directs sera de 16,499 comprenant 16,210 enfants âgés de moins de 16 ans (8,105 filles et 8,105 garçons) et 289 adultes (115 femmes et 174 hommes).

Les bénéficiaires des activités protection sont les apprenants bénéficiaires du projet, apprenants des établissements classiques et formels de la zone, ainsi que les enfants déscolarisés des communautés, qui représentent environ 40% des enfants en âge d'aller à l'école de la zone ciblée.

4.2.2 Spécificités des bénéficiaires directs (veuillez préciser, si possible, en vous référant aux groupes selon le cas, p. ex.: mineurs non-accompagnés, handicapés, enfants, anciens combattants...)

Enfants vulnérables – PDI, retournés, rapatriés et résidents

Environ 60% des bénéficiaires directs âgés de moins de 16 ans seront des enfants de PDI, retournés, rapatriés ; environ 40% des bénéficiaires directs âgés de moins de 16 ans seront des enfants issus des communautés résidentes, identifiées comme étant les plus vulnérables selon des critères de vulnérabilité objectivement établis en concertation avec les leaders communautaires, les comités de gestion scolaire, des membres des mécanismes communautaires de protection de l'enfance et les enseignants.

Ces enfants sont vulnérables car ils sont déscolarisés ou à risque de l'être : ils rencontrent en effet des barrières d'accès à l'éducation qui se renforcent – vulnérabilité socio-économique des familles, manque de cohésion sociale et de mécanismes communautaires de protection, appartenance à des minorités ethniques.

Des dialogues communautaires, des spots radio et une attention transversale à toutes les formations dispensées, seront les moyens de sensibilisation des communautés pour renforcer la cohésion sociale, la culture de la paix et l'accueil non-discriminatoire des enfants PDI, retournés, rapatriés ; un appui en matériel scolaire et des dotations appuieront également les enfants vulnérables des populations résidentes.

Filles et adolescentes vulnérables – PDI, retournées, rapatriées et résidentes

Aux vulnérabilités évoquées plus haut, le genre est à l'intersection des difficultés que rencontrent les filles pour accéder aux opportunités éducatives ; à la puberté notamment, elles rencontrent des barrières liées aux infrastructures et à la violence en milieu scolaire.

Des dialogues communautaires, des spots radio et une attention transversale à toutes les formations dispensées, seront aussi les moyens de sensibilisation des communautés pour valoriser la scolarisation des filles, l'abandon des mariages et des grossesses précoces.

Mineurs non-accompagnés

L'analyse des besoins fait mention de cas de mineur isolés ; ces mineurs sont particulièrement vulnérables car ils sont privés de la protection de tuteurs ; ils sont ainsi exposés à la mendicité, l'enrôlement par des groupes armés, le sexe transactionnel, la criminalité. Ils seront donc les cibles prioritaires d'un accès à des opportunités éducatives, selon les critères de vulnérabilité qui seront établis par les leaders, les MCPE, les CGS et les enseignants. Ils seront également les bénéficiaires prioritaires du référencement vers des services sociaux et sanitaires adaptés.

Enfants en situation de handicap

Les enfants en situation de handicap sont les plus susceptibles d'être déscolarisés en raison des infrastructures non-adaptées à leurs besoins spécifiques. Le projet mettra en œuvre les services éducatifs de sorte qu'ils soient inclusifs : les EAT et SSA/P seront ainsi accessibles aux apprenants en situation de handicap.

4.2.3 Mécanismes et critères d'identification des bénéficiaires directs

Les bénéficiaires ont été identifiés via plusieurs mécanismes d'identification successifs. Le premier mécanisme a eu lieu via une cartographie réalisée par Plan International Mali et les services du Ministère de l'Education Nationale.

- Les clusters Protection, Nutrition et Education ont été contactés par Plan International Mali afin d'identifier les zones en tension dans la région de Mopti où les besoins ne sont pas couverts. Les cercles retenus sont les cercles de Mopti et Bankass, en raison des afflux de PDI et retournés : 3,751 individus à Mopti et 10,460 à Bankass. L'analyse des besoins réalisée par Plan International Mali a couvert les aspects nutrition, éducation et protection. A l'issue de l'analyse, Plan International a décidé de cibler les besoins en éducation et en protection, car il est clairement apparu que les besoins étaient suffisamment couverts dans le domaine du développement de la petite enfance dans l'analyse des besoins réalisée par Plan International Mali. Par ailleurs, d'après le bulletin humanitaire le plus récent d'OCHA, le PAM couvre 546 écoles accueillant près de 120 000 enfants dans les zones affectées par le conflit et les besoins en nutrition sont ainsi couverts dans les zones ciblées par l'intervention.
- Plan International Mali a collaboré avec les Centres d'Animation Pédagogiques des cercles de Bankass et de Mopti afin d'identifier les communes avec les besoins en éducation les plus urgents.
 1. Une première étape a été de cibler les communes avec une pression importante de PDI, retournés et rapatriés sur les besoins éducatifs. Ainsi le CAP et Plan International Mali ont ciblé les communes de Mopti, Bankass, Dimbal et Dialassagou afin d'appuyer les écoles en sureffectifs et de répondre aux besoins des populations PDI, rapatriées et retournées.
 2. Une seconde étape a été de cibler les communautés dont les écoles sont dysfonctionnelles en raison de l'insécurité dans la zone. Ainsi sur base de ce second critère, la commune de Socoura a été intégrée dans les communes bénéficiaires.

Au sein des communes affectées par des déplacements de population, Plan International Mali ciblera les enfants les plus vulnérables, notamment les enfants des écoles en sureffectifs dont environ 60% sont des PDI, retournés et rapatriés. Au sein des communes affectées par les fermetures des écoles, Plan International Mali ciblera tous les enfants déscolarisés des communes affectées.

Les cibles seront validées au cours du *mapping* réalisé en début de projet en même temps que les ateliers de lancement de chaque offre éducative. Chaque phase d'identification des bénéficiaires sera réalisée en deux étapes afin de garantir le maintien de la cohésion sociale, l'implication des communautés et le ciblage efficace de tous les enfants, y compris les plus éloignés géographiquement et les plus exclus du système éducatif : une première étape de sensibilisation communautaire, via des dialogues communautaires animés par Plan International Mali et les leaders communautaires, et une seconde étape d'identification au sein des communautés par les leaders communautaires. Chaque module de formation prendra en compte l'identification des PDI, retournés et rapatriés, ainsi que les critères de vulnérabilité des populations résidentes.

4.2.4 Décrivez l'ampleur et les modalités d'implication des bénéficiaires directs dans la conception de l'action

Lors de l'évaluation des besoins, les communautés ciblées ont été interrogées sur les difficultés spécifiques qu'ils rencontrent. Pour chaque difficulté en termes d'accès à l'éducation, les participants ont eu l'opportunité de présenter leurs préférences (cf. section 2.3). Ainsi, les sensibilisations communautaires portant sur la scolarisation des filles, des enfants en situation de handicap, des communautés exclues ont été présentées par les communautés comme une composante essentielle pour lever les barrières à l'éducation. Les dotations et appuis aux écoles ont été présentées par les communautés comme une seconde composante pour lever les barrières à l'éducation.

Du début à la fin du projet, la participation des bénéficiaires sera par ailleurs assurée lors de l'élaboration des plans de préparation et réponses aux urgences, la mise en place du code de conduite et des mécanismes de plainte et rapportage, la distribution des kits dans les écoles, les formations du personnel scolaire, les sessions de sensibilisation, les activités psychosociales et récréatives, les comités de gestion scolaire et les mécanismes communautaires de protection.

Tous les intervenants au sein des établissements scolaires formels, les espaces temporaires d'apprentissage et des services de scolarisation accélérée (enseignants, personnel éducatif, membres de comités de gestion scolaire), tous les mobilisateurs communautaires au sein des

villages où les services d'éducation seront non-formels, et tous les membres des réseaux de protection, seront ainsi formés à la sauvegarde des enfants et des jeunes, à la protection de l'enfance, aux droits des filles et des enfants. Afin de s'assurer que les besoins visés sont couverts et que les bénéficiaires sont satisfaits de la qualité des services. Cela assurera la redevabilité de l'intervention et permettra de faire les ajustements nécessaires.

Les officiers de projet de Plan International Mali seront basés au plus près des communautés, dans les communes de Mopti, Socoura, Bankass, Dimbal et Dialssagou ; ils seront des relais essentiels pour porter les plaintes des bénéficiaires auprès du gestionnaire de projet et des spécialistes de protection de l'enfance. Enfin, un officier chargé du suivi-évaluation, de la redevabilité et apprentissage sera dédié au projet à temps plein ; il assurera une place centrale dans les mécanismes de feedback des bénéficiaires. Il sera en effet chargé de collecter les plaintes et feedback des bénéficiaires lors de chaque visite de terrain, et dotera les officiers de projet de Plan International Mali basés dans les communes d'outils de feedback actif, via des questionnaires individuels, des groupes de discussion, boîtes à idées. La qualité et la satisfaction des bénéficiaires seront également évaluées lors de l'évaluation externe du projet.

4.2.5 Autres bénéficiaires potentiels (indirects, "catchment", etc.)

Les activités de protection à base communautaire et les activités de sensibilisation par radio pourront atteindre les apprenants, les enfants non-scolarisés et les adultes avec qui ils vivent dans les 35 quartiers ou villages ciblés par le projet.

Au total, les estimations des effectifs dans les villages et quartiers ciblés, et les estimations du nombre d'enfants déscolarisés ou non-scolarisés (au moins la moitié des enfants dans la région de Mopti) indiquent que 16,500 filles et 14,500 garçons en âge d'être scolarisés en F1 et F2, dont environ la moitié sont scolarisés, et 6,215 mères et 6,215 pères de ces enfants, sur la base d'une estimation moyenne de 5 enfants en âge d'être scolarisés par famille. Au total, 43,430 enfants et adultes bénéficieront des campagnes de sensibilisation, et des services de protection adaptés.

4.2.6 Bénéficiaires directs par secteur (se référer aux "lignes directrices d'ECHO)

Secteur	Nombre de bénéficiaires
Education	9,771
Protection	6,728

	Total	Bénéficiaires directs par secteur		Estimation % du groupe cible	Bénéficiaires directs par genre	
		Protection	Education		Filles	Garçons
Nourrissons (<5 ans) :	0	0	0	0	0	0
Enfants (5-18 ans)	16210	6588	9622	98%	50%	50%
Adultes (18-49 ans)	289	140	149	2%	40%	60%
Personne âgées (50 +)	0	0	0	0	0	0
Total	16499	6588	9771	100%	50%	50%

4.2.7 [FIN] En cas de changement, veuillez expliquer

4.2.8 [FIN] Bénéficiaires directs appuyés

Secteur	Nombre de bénéficiaires
Education	14 294 (EAT, SSAP, et EIR)
Protection	17 008

	Total	Bénéficiaires directs par secteur		Estimation % du groupe cible	Bénéficiaires directs par genre	
		Protection	Education		Filles	Garçons
Nourrissons (<5 ans) :	123	123	0	+100%	70	53
Enfants (5-18 ans)	31179	16885	14294	192,34%	15909	15270
Adultes (18-49 ans)	979	567	412	338,75%	528	451
Personne âgées (50 +)	0	0	0	0	0	0
Total	32281	17575	14706	210,36%	16507	15774

4.3 Objectifs, résultats et activités

Aperçu opérationnel de l'action: cadre logique (maximum 3 page)

Titre de l'action	Une éducation sûre, inclusive et de qualité en situation d'urgence au Centre du Mali			
Objectif principal	Assurer la continuité de l'éducation et la protection des enfants dans les zones affectées par la crise humanitaire au Mali			
	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Risques et hypothèses
Objectif spécifique	Améliorer l'accès à l'éducation formelle et non-formelle, inclusive et de qualité, dans un environnement protecteur, pour les filles et les garçons de 7 à 15 ans dans la région de Mopti.	<ul style="list-style-type: none"> % de filles et garçons d'âge scolaire accèdent aux opportunités d'éducation de qualité pertinents aux situations d'urgence (KOI ECHO) 	<ul style="list-style-type: none"> Registres des écoles; entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté (notamment sur la perception de la sécurité); FGD participatifs et adaptés aux tranches d'âge, et enquêtes auprès des enfants, tuteurs et enseignants; taux de complétion en fin d'année ; Résultats des tests d'évaluations au sein des espaces d'apprentissage (via des questionnaires individuels HSCL 10 ou méthodologies participatives DEAL selon les tranches d'âge) 	<p><u>Hypothèses:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement et les services publics locaux soutiennent la mise en œuvre du projet Les autorités et les communautés soutiennent le projet Les communautés, notamment les parents des enfants bénéficiaires, soutiennent la mise en place des projets, sont impliquées dans la sélection, construction et le maintien des espaces d'apprentissage et mécanismes de protection. Les marchés locaux sont fonctionnels et permettent les achats et passations de marché requis pour la mise en œuvre du projet
Résultat 1	450 filles et 450 garçons, de 8 à 12 ans, non scolarisés ou déscolarisés du fait de la crise humanitaire réintègrent le système éducatif classique grâce à la mise en place de services de scolarisation accélérée passerelle (SSA/P); 95 filles et 95 garçons vulnérables des écoles classiques sont appuyés, à Mopti et à Bankass	<ol style="list-style-type: none"> Nombre d'espaces ou bâtiments SSA/P mis en place ou rénovés et équipés pour répondre aux standards Nombre de garçons et de filles ayant accès à des classes SSA/P sûres et de qualité (éducation formelle) Nombre d'animateurs de SSA/P et autre personnel éducatif formés pour créer un environnement SSA/P éducatif encourageant et qui promeut le bien-être psychosocial des élèves Nombre de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires et des kits de protection adaptés et sensibles au genre dans les SSA/P Taux de transition réussie entre le SSA/P et l'école formelle 	<ol style="list-style-type: none"> Observations et visites de sites; photos des écoles réhabilitées; entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté; rapports; budgets Registres des centres SSA/P; Entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté; visites des sites et rapports Rapports de formation, liste de présence et tests de compétences pré-post formation; évaluations et analyses standards INEE Liste de distributions ; entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté Registres scolaires ; tests de compétences et évaluations scolaires du MEN Mali ; Entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté 	

				<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a pas d'épidémie ou de catastrophe naturelle
Résultat 2	1,750 filles et 1,750 garçons âgés de 7 à 15 ans ont accès à des espaces d'apprentissage temporaires (EAT) ; 750 filles et 750 garçons vulnérables des établissements dont les EAT dépendent, à Mopti et Bankass dans le respect des principes de qualité, d'inclusivité et de sécurité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'écoles ou bâtiments éducatifs temporaires (EAT) et écoles formelles mis en place ou rénovés et équipés pour répondre aux standards 2. Nombre de garçons et de filles ayant accès à des opportunités éducatives sûres et de qualité dans les écoles formelles et les EAT (éducation formelle) 3. Nombre d'enseignants et autres personnels éducatifs formés pour créer un environnement éducatif encourageant et qui promeut le bien-être psychosocial des élèves 4. Nombre de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires et des kits de protection adaptés et sensibles au genre dans les écoles et EAT 5. Taux de réussite aux tests de fin d'année dans les écoles et EAT 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Observations et visites de sites; photos des écoles réhabilitées; entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté; rapports; budgets 2. Registres des écoles; Entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté; visite des sites 3. Rapports de formation, liste de présence et tests de compétences pré-post formation; évaluations et analyses standards INEE 4. Listes de distribution ; Entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté 5. Registres scolaires ; tests de compétences et évaluations scolaires du MEN Mali ; Entretiens qualitatifs avec les enfants et la communauté 	<p><u>Risques:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La situation en matière de sécurité se détériore davantage et réduit l'accès humanitaire aux communautés ciblées et aux apprenants • Des groupes armés ciblent des activités d'éducation dans les communautés où le projet est mis en œuvre. • Manque de personnel enseignant qualifié, féminin et masculin. • Changement fréquent de personnel éducatif formé. • Les enseignants ne reçoivent pas leur salaire. • Les apprenants identifiés se déplacent pendant la
Résultat 3	1,738 filles et 1,794 garçons âgés de 7 à 11 ans suivent une éducation de qualité à distance à Mopti et Bankass grâce à un mécanisme innovant de radios et clés USB éducatives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de garçons et de filles ayant accès à des opportunités éducatives sûres et de qualité (éducation informelle) 2. Nombre de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires 3. Nombre de filles et de garçons démontrant une amélioration des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation d'impact externe mixte quantitative et qualitatives ; évaluations scolaires du MEN Mali ; 2. Listes de distribution et signatures ; 3. Évaluation d'impact externe mixte quantitative et qualitatives ; évaluations scolaires du MEN Mali ; 	

Résultat 4	8,200 filles et 8,200 garçons affectés par la crise reçoivent des services de protection de l'enfance communautaires adaptés et de qualité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de filles et de garçons ayant reçu des services de protection communautaires appropriés 2. Nombre de filles et de garçons, de femmes et d'hommes sensibilisés ayant acquis des connaissances sur la protection et les VBG. 3. % d'enfants rapportant une amélioration de leurs compétences socio-émotionnelles 4. Nombre de MCPE formés à la prévention des violences, l'identification et au référencement de cas de protection et de VBG 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fiches de suivi individuel, rapports d'activité, fiches de CPIMS 2. Rapport de séances/formation, rapport d'activités, rapport de sensibilisation 3. Résultats des tests d'évaluations au sein des espaces d'apprentissage (via des questionnaires individuels HSCL 10 ou méthodologies participatives DEAL selon les tranches d'âge) 4. Rapport de formation et de sensibilisation 	période du programme
<p>R1A1. Identification de 450 filles et 450 garçons non scolarisés ou déscolarisés et évaluation de leurs besoins éducatifs via des mobilisations communautaires</p> <p>R1A2. Mise en place et renforcement des capacités de 15 Comités de Gestion Scolaires (CGS) des SSA/P (4 membres par comité)</p> <p>R1A3. Réhabilitation et dotation des 15 SSA/P avec latrines accessibles et sensibles au genre conformément aux normes INEE</p> <p>R1A4. Formation initiale et continue de 18 animateurs de SSA/P</p> <p>R1A5. Organisation des cours et suivi de l'apprentissage des 900 apprenants des espaces SSA/P</p> <p>R1A6. Réintégration des 450 apprenants de SSA/P dans le système scolaire classique et appui à 190 apprenants les plus vulnérables des écoles classiques</p> <p>R2A1. Identification des enfants non-scolarisés et à risque d'être déscolarisés via une mobilisation communautaire</p> <p>R2A2. Gestion des 38 espaces d'apprentissage temporaire (EAT) à base communautaire</p> <p>R2A3. Construction et équipement de 38 EAT avec latrines accessibles et sensibles au genre conformément aux normes INEE et MEN</p> <p>R2A4. Dotation de 3,500 élèves des EAT et 1,500 élèves vulnérables</p> <p>R2A5. Sélection et formation de 38 enseignants des EAT et 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT</p> <p>R2A6. Organisation des cours de l'enseignement primaire F1 et F2 dans 38 EAT pour 3,500 apprenants</p> <p>R2A7. Distribution de kits d'hygiène aux adolescentes âgées de 13 à 15 ans, apprenantes en Fondamental 2</p> <p>R3A1. Mise en place d'un pilote pour l'apprentissage à distance de 3,532 apprenants via la distribution de radios et des clés USB éducatives dans 10 villages</p> <p>R3A2. Encadrement des apprenants par 71 les mobilisateurs communautaires</p> <p>R3A3. Evaluation du pilote pour un éventuel passage à l'échelle</p> <p>R4A1. Mobilisation communautaire et renforcement des capacités de 140 membres de MCPE (Mécanisme Communautaire de Protection de l'Enfance)</p> <p>R4A2. Mise en place de 21 espaces amis des enfants (EAE)</p> <p>R4A3. Contribution au développement d'un système de référencement de protection inter-agence en étroite collaboration avec le sous-cluster de protection de l'enfance</p>				<p><i>Conditions préalables</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contexte sécuritaire permet la mise en oeuvre du projet - Les ONGs ne sont pas prises pour cible par les groupes armés

4.3.2 Informations plus détaillées par résultat³⁹

4.3.2.1 Résultat 1: 450 filles et 450 garçons, de 8 à 12 ans, non scolarisés ou déscolarisés du fait de la crise humanitaire réintègrent le système éducatif classique grâce à la mise en place de services de scolarisation accélérée passerelle (SSA/P) ; 95 filles et 95 garçons vulnérables des écoles classiques sont appuyés, à Mopti et à Bankass

4.3.2.1.1 Au stade de la proposition

- Secteur: Education en situation d'urgence
- Sous-secteur associé: Education formelle ; environnement d'apprentissage sécurisé et accessible ; renforcement de capacités
- Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 450 filles et 450 garçons (PDI, Retournés, rapatriés), de 8 à 12 ans, non scolarisés ou déscolarisés
 - 95 filles et 95 garçons résidents vulnérables, de 8 à 12 ans, scolarisés dans les écoles classiques
 - 40 partenaires clés sensibilisés
 - 18 animateurs de SSA/P formés
 - 60 membres de CGS formés, dont 30 hommes et 30 femmes
- Indicateurs pour ce résultat:
 - Nombre d'espaces ou bâtiments SSA/P mis en place ou rénovés et équipés pour répondre aux standards
 - Nombre de garçons et de filles ayant accès à des classes SSA/P sûres et de qualité (éducation formelle)
 - Nombre d'animateurs de SSA/P et autre personnel éducatif formés pour créer un environnement SSA/P éducatif encourageant et qui promeut le bien-être psychosocial des élèves
 - Nombre de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires et des kits de protection adaptés et sensibles au genre dans les SSA/P
 - Taux de transition réussie entre le SSA/P et l'école formelle
- Activités associées au résultat

Services de scolarisation accélérée passerelle (SSA/P) au Mali

Les services de scolarisation accélérée passerelles (SSA/P) suivront les lignes directrices mises en place par le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN). En effet, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les SSA/P ont été développés par Ministères de l'Éducation Nationale pour cibler les enfants âgés de 8 à 12 ans qui n'ont jamais été scolarisés ou déscolarisés depuis plus de deux ans, et leur permettre en 9 mois d'enseignement accéléré de réintégrer ou d'intégrer le système classique éducatif.

Les curricula SSA/P sont déjà formalisés dans la mesure où les contenus existent et sont approuvés par le MEN, les formations des animateurs des centres SSA/P sont en place et les méthodologies de supervision sont assurées par les Académies d'enseignement. Ainsi, de la stratégie d'identification des villages aux évaluations et passerelles dans les établissements classiques, Plan International travaillera en étroite collaboration avec les autorités communales et éducatives.

Les espaces SSA/P sont des services de transition ; ainsi les sites qui bénéficieront de SSA/P ont été identifiés en fonction des besoins des PDI, retournés et rapatriés, dans des sites où les écoles

³⁹ Par résultat identifié dans le cadre logique, des informations plus détaillées nécessaires à la bonne compréhension de la proposition/du rapport seront assemblées ici. Une sous-section spécifique par résultat au stade de la proposition, du rapport intermédiaire et du rapport final a été prévue (veuillez ne pas mettre à jour l'information d'un stade précédent dans cette section, veuillez commenter le changement dans la sous-section appropriée du résultat).

sont fonctionnelles et en milieu urbain, afin d'assurer aux élèves issus de SSA/P une passerelle vers une école classique fonctionnelle à moins de 5 kilomètres du SSA/P.

Les espaces SSA/P seront donc installés dans la ville de Mopti et dans la ville de Bankass.

R1A1. Identification de 450 filles et 450 garçons non scolarisés ou déscolarisés et évaluation de leurs besoins éducatifs via des mobilisations communautaires

Les entretiens avec les membres du cluster éducation lors de l'évaluation des besoins montrent un manque de données quantitatives et de cartographie pour les enfants déscolarisés et les enseignants absents. Le projet commencera donc avec un *mapping* au niveau micro des besoins éducatifs des enfants déscolarisés afin de déterminer s'ils sont à même de bénéficier des SSA/P, en fonction de leur âge, de la durée de leur déscolarisation et de leur niveau éducatif.

Afin de lancer le projet et ce *mapping* simultanément, Plan International Mali organisera d'emblée des réunions dans les communes de Mopti et de Bankass afin de procéder à l'identification individuelle des enfants ayant des besoins scolaires correspondant aux services accélérés d'éducation. Cette identification sera réalisée en partenariat avec les Centres d'Animation Pédagogique (CAP) et les leaders communautaires, de sorte que les enfants soient identifiés sur base de critères objectifs et équitables. En effet, l'évaluation des besoins a montré que les conflits intercommunautaires et les conflits interethniques constituent une barrière dans l'accès à l'éducation. Les critères d'identification et de sélection se fonderont donc sur les besoins et les vulnérabilités objectivables des enfants, sans tenir compte de leur appartenance ethnique⁴⁰.

1.1.1 Organisation d'un atelier d'élaboration des critères équitables et objectivables de sélection des enfants PDI, retournés, rapatriés non-scolarisés ou déscolarisés auprès de 40 partenaires-clés

Le spécialiste éducation en situations d'urgence et le chef de programme de Plan International Mali animeront un atelier de travail avec 40 partenaires-clés du système éducatif et communautaire des communes de Bankass et Mopti : les 2 maires, 4 conseillers des CAP de Bankass et Mopti, 2 secrétaires généraux du conseil municipal, les 2 responsables de l'éducation du conseil municipal de chaque commune, 2 leaders par quartier.

L'objectif de cette réunion est de s'assurer de l'adhésion au projet et d'établir les critères de sélection permettant aux enfants de participer aux programmes de SSA/P en fonction des besoins, de l'équité et de l'inclusion. Le groupe cible sera constitué de filles et de garçons âgés de 8 à 12 ans, en ciblant une proportion de 70% de personnes déplacées à l'intérieur du pays / rapatriées et 30% de résidents, afin de garantir la cohésion sociale et d'intégrer activement les populations résidentes des communautés hôtes.

1.1.2 Appui de 20 leaders communautaires à la sensibilisation des communautés aux critères d'inclusion des enfants PDI, retournés et rapatriés via des messages radios et des dialogues communautaires

La sensibilisation des communautés au préalable via les leaders communautaires est un prérequis pour assurer l'inclusion des enfants les plus vulnérables dans les activités proposées par Plan International Mali. Elle se fera en deux temps : une sensibilisation via des spots radio pour promouvoir l'ouverture des SSA/P, l'accès inclusif à l'éducation des PDI, retournés et rapatriés, puis l'organisation de dialogues communautaires auxquels les officiers de projet de Plan International et un conseiller CAP prendront part.

1.1.3 Sélection et recrutement de 18 futurs animateurs SSA/P en collaboration avec les partenaires-clés du système éducatif

Au mois de juillet 2019, Plan International Mali identifiera avec l'aide des communautés et des Comités de Gestion Scolaires (CGS) les futurs animateurs des SSA/P (cf. R1A2). Les responsables éducatifs des SSA/P seront des animateurs identifiés et recrutés au sein des communautés par Plan International Mali, supervisés à la fois par l'équipe du programme et par le

⁴⁰ Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement. Norme 1 relative à l'accès et à l'environnement d'apprentissage : Égalité d'accès, p.55

CAP. Ils seront recrutés sur la base de leurs compétences pédagogiques. Une diversité des langues locales parlées sera assurée, puisque les enseignements en SSA/P combinent un enseignement dans la langue locale des élèves les deux premiers mois, pour ensuite passer au français pour les sept mois suivants. Des efforts particuliers seront déployés pour assurer le recrutement d'animatrices qualifiées au niveau des communautés, via les campagnes de sensibilisation et la mobilisation communautaire.

L'équipe de sélection des animateurs se réunira à Mopti pour faire passer des tests aux candidats et identifier 18 animateurs, dont les 15 meilleurs seront déployés dans les SSA/P. Trois animateurs support seront ainsi formés pour pallier le risque de déplacement des animateurs retenus.

1.1.4 Identification des enfants déscolarisés dans les 10 communautés par les futurs animateurs des SSA/P en collaboration avec les leaders communautaires

Au préalable de leur formation initiale, les futurs animateurs des SSA/P identifieront au sein des communautés ciblées les filles et garçons âgés de 8 à 12 ans, déscolarisés depuis plus de 2 ans ou qui n'ont jamais été scolarisés. Les animateurs seront chargés d'appliquer dans la communauté les critères d'inclusion et les méthodologies d'évaluation des enfants déscolarisés. Ils mesureront ainsi les besoins éducatifs de chaque enfant identifié par la communauté et cibleront les 30 enfants par quartier qui bénéficieront des SSA/P, soit un total de 450 apprenants par année de mise en œuvre.

Le niveau éducatif initial des enfants sera mesuré par les animateurs SSA/P, en utilisant les tests adaptés des kits d'éducation développés par l'UNICEF (portant sur les savoirs essentiels en lecture, mathématique, français, etc.)⁴¹. Ces données documenteront les valeurs de baseline du projet pour les activités de SSA/P.

R1A2. Mise en place et renforcement des capacités de 15 Comités de Gestion Scolaires (CGS) des SSA/P (4 membres par comité)

1.2.1 Mise en place des 15 Comités de Gestion Scolaires (CGS) des SSA/P constitués de volontaires communautaires

Le comité de gestion du SSA/P sera calqué sur les CGS des écoles et services de scolarisation formels. Il sera ainsi composé de quatre membres dont au moins deux femmes. Il sera identifié au niveau de la communauté sur la base du volontariat. L'appui des leaders communautaires pour identifier les CGS sera un prérequis afin d'assurer l'adhésion de la communauté.

A raison de 4 membres de CGS par SSA/P, 60 volontaires seront ainsi recrutés.

1.2.2 Formation de 60 membres de CGS des SSA/P en budget et plan d'action, protection de l'enfance et VBG, code de conduite, culture de la paix, plan de contingence et critère de vulnérabilité

Les acteurs de l'éducation en situations d'urgence au Mali, à travers le cluster éducation et le Plan de Réponse Humanitaire, indiquent la préparation face aux risques sécuritaires et catastrophes naturelles, et la mise en place de programmes de cohésion sociale et d'éducation pour la paix comme des prérequis dans les réponses humanitaires.

Les membres des CGS seront formés par Plan International Mali à Mopti, en collaboration avec les CAP, à quatre compétences de base, lors d'une formation de 5 jours :

- Les compétences financières et la budgétisation, le suivi du budget, le suivi du code de conduite et l'organisation quotidienne du SSA/P. Ces compétences constituent les prérogatives de base des CGS.
- La protection de l'enfance, la pédagogie positive, la prévention et la lutte contre les VBG, et les connaissances de base en eau, hygiène et assainissement, qui constituent un prérequis pour assurer que les enfants étudient dans un environnement protecteur. Chaque membre de CGS sera également formé à la politique de sauvegarde des enfants et des jeunes de Plan

⁴¹ Qualité de l'enseignement fondamental au Mali : quels enseignements ?, Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, 2011/2012

International, afin d'assurer un suivi adéquat des animateurs et prévenir les violences en milieu scolaire.

- La cohésion sociale, la culture de la paix seront également en transversal de tous les modules de formation, dans la lignée du PRH et de la promotion de la paix au Mali. En effet, le CGS identifiera et sélectionnera les enfants non scolarisés au sein de la communauté. Il est essentiel que ce processus de sélection soit non-discriminatoire afin d'assurer aux enfants des communautés un accès équitable aux services de scolarisation. Le module de formation intègrera également les critères d'identification et de sélection des élèves selon les besoins et les vulnérabilités objectivables des enfants, sans tenir compte de leur appartenance ethnique.
- Les plans de préparation aux urgences, plans d'évacuation et plans de contingence pour assurer la préparation des écoles en cas de catastrophe naturelle et d'attaque.

1.2.3 Formation des 60 membres de CGS sur les critères applicables à l'installation des SSA/P conformément aux critères INEE et MEN

Du point de vue pratique, le CGS sera chargé de trouver un site pour le cours du SSA/P en partenariat avec Plan International Mali, selon les standards minimums de l'INEE.

Il s'agit de s'assurer que les sites et les structures d'apprentissage sont sûrs et accessibles à tous les apprenants, enseignants et autres personnels de l'éducation :

- Les établissements scolaires doivent être construits, reconstruits ou déplacés sur des sites qui garantissent l'équité et la sécurité physique des apprenants, enseignants et autres personnels de l'éducation. Les SSA/P identifiés seront donc inclusifs et les apprenants en situation de handicap auront accès aux espaces d'apprentissages. Les sites SSA/P seront mis à disposition par les communautés ; il s'agira donc d'espaces préexistants à la crise et non construits spécifiquement pour les apprenants en situation de handicap. La sélection devra ainsi privilégier les structures non-discriminatoires envers certains groupes de la communauté, et ne pas faire courir aux apprenants des risques liés aux catastrophes naturelles.
- L'identification de lieux où la réhabilitation sera adaptée pour ne pas s'altérer aux catastrophes naturelles et aux aléas climatiques.

1.2.4 Organisation des missions d'identification des espaces communautaires hôtes des SSA/P conformes aux normes INEE et MEN

Les CGS seront accompagnés par Plan International Mali et les conseillers du CAP pour valider l'adéquation des espaces SSA/P avec les critères INEE et les critères du MEN et assurer aux apprenants un environnement protecteur et adapté.

1.2.5 Mise en place et suivi des plans d'action et de l'utilisation du code de conduite

Les officiers de projet de Plan International Mali appuieront les CGS dans l'application des plans d'action qu'ils mettent en place trimestriellement. Chaque CGS sera donc appuyé pour identifier et résoudre conjointement les problèmes qui surviennent dans l'espace SSA/P, surveiller la présence des enfants et des animateurs dans les SSA/P et effectuer des visites de suivi à domicile dans les familles des enfants qui sont absents.

Les codes de conduite sont les règlements internes des établissements. Les officiers de projet de Plan International Mali assureront également un suivi à ce niveau auprès des CGS afin de garantir un environnement protecteur et exempt de violences en milieu scolaire. Les apprenants seront impliqués à toutes les étapes de la rédaction du code de conduite.

Cette activité est prévue sans coût car elle sera réalisée par les officiers de projet de Plan International Mali en milieu urbain, et ne nécessite pas de déplacement en milieu rural.

1.2.6 Soutien au développement de synergies avec les Mécanismes Communautaires de Protection de l'Enfance (MCPE) (activité sans coûts)

Les CGS seront enfin en contact régulier avec les Mécanismes Communautaires de Protection de l'Enfance (MCPE) existants afin de rendre compte aux MCPE des incidents au sein des écoles. A l'inverse, les MCPE pourront être en contact avec les CGS également, s'ils identifient dans les communautés des cas d'enfants déscolarisés avec des besoins éducatifs auxquels les SSA/P peuvent répondre.

R1A3. Réhabilitation et dotation des 15 SSA/P avec latrines accessibles et sensibles au genre conformément aux normes INEE

1.3.1 Réhabilitation de 15 espaces SSA/P en conformité avec les normes INEE et MEN

Les SSA/P sont des services éducatifs de transition pour les enfants déscolarisés ; il est donc essentiel que les services éducatifs proposés pendant ces neuf mois aboutissent à une passerelle vers le système scolaire classique. Ainsi les SSA/P seront situés dans une zone d'accès de maximum de 5 km d'une école primaire publique afin de pouvoir accueillir les diplômés l'année scolaire suivante.

Les 15 espaces SSA/P respecteront les standards minimums de sécurité pour les enfants selon les standards INEE évoqués plus haut. Ils auront une capacité d'accueil d'au moins 25 apprenants et de maximum 30 apprenants ; un animateur enseignera donc à 30 apprenants. Pour ce faire, les CGS et les communautés seront formés aux critères de sélection des espaces appropriés. Plan International Mali et les conseillers CAP (1 et 1 par commune) effectueront des missions de terrain afin d'assurer le respect des standards minimum INEE.

Les espaces SSA/P seront situés dans des bâtiments mis à disposition par les communautés – cela peut ainsi être des bâtiments abandonnés, des hangars ou des espaces prêtés par des particuliers gratuitement. Les espaces seront réhabilités afin de correspondre aux normes INEE et du MEN en termes d'inclusivité et de sécurité. La réhabilitation sera réalisée à l'aide de matériaux achetés localement et de main d'œuvre locale. Les structures seront économiques, pour assurer leur entretien par les CGS, et les éléments physiques (par ex. les toits, les sols) seront durables.

1.3.2 Construction de 30 latrines pour les espaces SSA/P

Pour empêcher le harcèlement sexuel et les mauvais traitements, des toilettes séparées pour les garçons/hommes et les filles/femmes doivent être situées dans des endroits sûrs, pratiques et faciles d'accès. Les normes de SPHERE pour les toilettes demandent une toilette pour 30 filles maximum et une pour 60 garçons maximum⁴². Plan International Mali adaptera son intervention pour qu'elle soit sensible au genre, en assurant notamment que les enfants aient accès à des latrines séparées au sein de ou à proximité de chaque structure, qu'elles seront sécurisées par des serrures, avec des lumières et construites de telle sorte qu'elles puissent être surveillées par du personnel scolaire.

Selon l'analyse des besoins, dans les communes ciblées pour réaliser les SSA/P, des latrines adaptées pour les filles et les garçons sont nécessaires dans chaque site. En ligne avec les critères INEE, Plan International Mali dotera les SSA/P en respectant les ratios recommandés par Sphère, de 30 latrines pour les 225 apprenantes et 225 apprenants.

Les latrines seront réalisées par des entreprises privées sélectionnées par appel d'offre par Plan International Mali. Les CGS seront également impliqués dans la réalisation des appels d'offre afin de renforcer leurs capacités en passation de marché.

1.3.3 Construction d'un point de forage d'eau et installation de 30 stations de lavages des mains alimentées par les points de forage

Afin d'assurer un environnement sanitaire protecteur pour les enfants, et en ligne avec les critères INEE, les apprenants auront accès à des services d'eau, hygiène et assainissement (EHA) adaptés. Selon l'analyse des besoins, dans les communes ciblées pour réaliser les SSA/P, des points d'eau sont déjà disponibles.

Des dispositifs lavage de main sont mis en place dans tous les SSA/P ; ces kits sont composés de bidons d'eau pour élaborer des mécanismes *tippy-taps*. La formation des CGS sur les critères de

⁴² INEE : Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement, p.71

EHA permettront la sensibilisation des écoles au lavage de mains collectif trois fois par jour à l'école et à la mise en place du dispositif⁴³.

1.3.4 Distribution mensuelle des petits équipements d'hygiène et d'entretien aux 15 SSA/P

Les petits matériels et consommables, notamment en savon, javel, désinfectant et en eau, seront renouvelés tous les mois.

1.3.5 Equipped des 15 salles de classe des SSA/P (priviliégiant du matériel local)

Une fois que les espaces seront mis à disposition par la communauté à travers un accord entre les comités de gestion, les centres d'animation pédagogique et l'Académie d'enseignement,

Les équipements sont disponibles dans tous les centres SSA/P

Cette dotation⁴⁴ concernera ainsi : les tables-bancs pour les élèves, à raison d'une table-banc pour deux élèves, une table et une chaise pour les animateurs, un tableau chevalet, les craies et les règles. Dans la mesure du possible, Plan International Mali privilégiera le matériel local, comme le suggèrent les normes standards INEE.

1.3.6 Achat et distribution de matériel pédagogique aux 15 animateurs des SSA/P (priviliégiant du matériel local)

Plan fournira aussi le matériel pédagogique dans les langues locales et en français. En effet, le programme scolaire SSA/P est enseigné dans la langue locale au cours des deux premiers mois avant d'opérer une transition vers le français, langue officielle d'apprentissage dans les écoles publiques formelles.

La dotation concernera ainsi : les kits pédagogiques pour les animateurs des SSA/P – feutres, ciseaux, scotch papier, papier padex, registre d'appel, boîtes de craie, cahiers enseignants, chemise carton, équipement sportif (ballon) -, les manuels pour enseignants et une lampe solaire.

L'équipement et le matériel auront une durée de vie de quatre ans ; au bout des deux ans du projet, tout le matériel sera transféré à la communauté via les CGS ; les CGS seront sensibilisés à leur conservation et leur remise à neuf pour assurer la durabilité des équipements.

R1A4. Formation initiale et continue de 18 animateurs de SSA/P

Les animateurs recrutés seront sélectionnés sur la base de leurs compétences en matière de formation, d'enseignement (cf R1A1-3) de manière à assurer une diversité des langues locales parlées. Ce prérequis est nécessaire pour assurer une formation courte et une disponibilité rapide des animateurs dans les SSA/P.

1.4.1 Formation initiale de 18 animateurs de SSA/P en techniques pédagogiques (incl. 3 animateurs de réserve) (25 jours)

Pour anticiper le risque de perte de personnels au cours du programme, le programme formera trois animateurs SSA/P supplémentaires, en remplacement potentiel si les animateurs des SSA/P se déplacent (il s'agit d'un risque modéré en raison des déplacements de populations, atténué par la sélection communautaire des animateurs).

Les animateurs de SSA/P seront formés pendant cinq semaines (25 jours) à la fois en pédagogie, en lecture, écriture, en sciences et en mathématiques (programme standard du MEN pour les SSA/P). La formation portera sur un enseignement axé autour de la pédagogie positive, la sensibilité au genre et à l'inclusion des enfants en situation de handicap. Les animateurs seront équipés de guides pédagogiques avant leur déploiement.

La formation sera assurée par les conseillers pédagogiques du CAP et le spécialiste éducation en situation d'urgence de Plan International Mali. Les animateurs acquerront ainsi des compétences

⁴³ Les dispositifs de lavage de main qui seront mis en place respecteront ainsi les critères inter-agences de promotion de l'hygiène en milieu scolaire. Cf. Guide Pratique de Promotion de l'Hygiène en Milieu Scolaire, Uncief Mali, WaSH, 2012.

⁴⁴ Cette dotation sera réalisée en nature et non en transfert monétaire ; dans le contexte d'urgence, il s'agit en effet de doter les écoles rapidement, plutôt que de segmenter la dotation en quinze passations de marché simultanées, pour lesquelles la redevabilité nécessiterait un suivi financier conséquent.

adaptées au curriculum du MEN pour assurer une durabilité au projet dans d'autres espaces SSA/P à la fin du projet.

En outre, ils bénéficieront de visites de supervision et d'un soutien technique de la part des conseillers pédagogiques du CAP.

1.4.2 Formation initiale de 18 animateurs de SSA/P en protection de l'enfance, VBG, culture de la paix, plan de contingence, codes de conduite et critères de vulnérabilité (incl. 3 animateurs de réserve) (5 jours)

Pendant une semaine (5 jours), les animateurs des SSA/P seront également formés, en même temps que les CGS (cf. R1A2-2), sur les thématiques suivantes :

- La protection de l'enfance, la prévention et lutte contre les VBG, les connaissances de base en eau, hygiène et assainissement, la politique de sauvegarde des enfants et des jeunes de Plan International (pendant 2 jours),
- La cohésion sociale et la culture de la paix seront également évoquées de manière transversale de tous les modules de formation, dans la lignée du PRH et de la promotion de la paix au Mali afin d'assurer un enseignement non-discriminatoire à tous les enfants des communautés.
- Les plans de préparation aux urgences, les plans d'évacuation et de contingence pour assurer la préparation des écoles en cas de catastrophe naturelle et d'attaque : les plans de préparation et de réponse aux urgences auront pour but de soutenir les apprenants, le personnel et les directeurs d'école dans l'évaluation des forces et vulnérabilités des écoles en fonction du contexte sécuritaire, et d'élaborer des plans en utilisant leurs ressources. L'objectif est de renforcer la résilience des écoles et des personnes qui les fréquentent contre les risques sécuritaires.

1.4.3 Formation continue de 20 jours des 15 animateurs des SSA/P (renforcement des capacités pédagogiques)

Les animateurs des SSA/P bénéficieront également de modules de formation continue au cours de l'été (juillet-août) de la seconde année de mise en œuvre du projet ; il s'agira de renforcer les capacités des animateurs sur les curricula scolaires et la pédagogie. Les besoins seront identifiés par les animateurs eux-mêmes, les conseillers CAP à l'issue de leur suivi continu en cours d'année, les CGS, et les officiers de projet de Plan International Mali en fonction des résultats scolaires des apprenants à l'issue des évaluations trimestrielles.

Cette formation de quatre semaines (20 jours) permettra également de renforcer leurs capacités en protection de l'enfance, en cohésion sociale, culture de la paix et plans de préparation aux urgences.

Cette formation continue sera l'occasion d'identifier les animateurs SSA/P les plus performants d'un point de vue pédagogique et les référer au MEN pour les déployer dans des zones en besoin de SSA/P à la fin du projet et assurer une durabilité des activités.

1.4.4 Rencontres pédagogiques trimestrielles des 15 animateurs des SSA/P et 2 conseillers CAP

Quatre fois par an, les CAP organisent des rencontres pédagogiques qui permettent à tous les animateurs de SSA/P de se réunir afin de partager leurs expériences, les bonnes pratiques qu'ils mettent en place et les défis qu'ils rencontrent.

Les officiers de projet de Plan International Mali qui animeront avec les conseillers CAP ces rencontres pédagogiques pourront ainsi procéder au suivi des activités des SSA/P en recueillant les témoignages collectifs des animateurs.

R1A5. Organisation des cours et suivi de l'apprentissage des 900 apprenants des espaces SSA/P

Afin de respecter les standards minimum d'éducation INEE et du MEN Malien, chaque SSA/P accueillera entre 25 et 30 élèves. Le curriculum standard des SSA/P consistera en cours intensifs de neuf mois, pendant lesquels les élèves apprendront à raison de 34 heures par semaine pendant

six jours par semaine, soit 10 heures de plus que dans les écoles primaires publiques. Ils apprendront la lecture, les mathématiques et les aptitudes à la vie quotidienne dans leur langue maternelle au cours des deux premiers mois et puis en français pendant les sept derniers mois.

Les cours n'auront pas lieu les mercredi et samedi après-midi ; parmi les 15 espaces SSA/P, 3 seront ainsi mis à disposition ces jours-là pour des activités ludiques et psycho-sociales (cf. R4A2-1).

1.5.1 Compensation des animateurs des SSA/P par Plan International Mali

Plan International Mali rémunérera les animateurs des SSA/P à hauteur de 85,000XOF (129EUR) par mois pendant la durée du projet. Initialement fixée à 70,000XOF (107EUR) par mois, les retours d'expérience de Plan International Mali, validés par le cluster éducation, ont considéré que les 70,000XOF étaient trop bas et ne permettaient pas aux animateurs de se consacrer exclusivement à l'enseignement, provoquant un *turn-over* important. Les animateurs seront ainsi tenus à des feuilles de présence. L'analyse des besoins de Plan International Mali suggère que les enseignants des communautés ciblées ne sont pas rémunérés de manière continue. L'aspect humanitaire du projet justifie ainsi que Plan International Mali rémunère directement les animateurs des SSA/P.

La stratégie de sortie consistera d'une part à travailler en étroite collaboration avec les communautés pour que les animateurs des SSA/P puissent être en partie contractés par les communautés, et d'autre part à effectuer tout au long du projet un plaidoyer auprès des CAP et du MEN afin d'appuyer la compensation des animateurs en complément des communautés.

1.5.2 Organisation de 4 évaluations de routine pour les 900 apprenants des SSA/P

Les apprenants seront évalués deux fois en cours d'année (novembre, mars) et une fois en juin pour l'examen final de passage en 4^e année du primaire (cf R1A6-1). Les animateurs des SSA/P réaliseront ces évaluations avec une supervision technique des conseillers du CAP. Le projet dotera ainsi les animateurs en matériel pédagogique pour réaliser ces évaluations.

Les deux évaluations en novembre et mars permettront d'alimenter les données de suivi de Plan International Mali sur l'évolution des compétences scolaires des apprenants.

1.5.3 Suivi des 15 animateurs SSA/P par les conseillers du CAP

Les conseillers pédagogiques appuieront les animateurs SSA/P avec une fréquence décroissante au cours du projet. Ainsi les conseillers réaliseront deux jours de suivi par mois pendant les trois premiers mois d'enseignement, puis un jour de suivi par mois pendant les 15 mois d'enseignement suivant. Ils rapporteront aux officiers de projet de Plan International Mali afin d'alimenter les indicateurs de suivi du projet.

1.5.4 Achat et distribution de kits scolaires à 900 apprenants des SSA/P

L'analyse des besoins a révélé que les coûts associés à la rentrée scolaire sont importants pour les ménages. La gratuité des services et les dons sont les mécanismes d'appui préférentiels chez les participants interrogés, devant la distribution d'argent liquide. Plan International Mali dotera ainsi les apprenants en kits de rentrée⁴⁵ à 900 apprenants, 450 la première année pour la rentrée 2019 et 450 pour la rentrée de 2020.

Chaque kit comprendra des cahiers, les manuels scolaires en lecture et en mathématiques des curricula SSA/P, des stylos, une ardoise et une boîte de géométrie.

R1A6. Réintégration des 900 apprenants de SSA/P dans le système scolaire classique et appui à 380 apprenants les plus vulnérables des écoles classiques

La réintégration des apprenants dans le système éducatif classique est l'objectif final des SSA/P. Plan International Mali sera chargé de travailler avec les écoles classiques, notamment via leurs CGS pour y créer un environnement sécurisé, adaptés à leur genre et leurs besoins spécifiques,

⁴⁵ L'évaluation interne à mi-parcours interrogera la préférence des parents et Plan International Mali pourra ajuster le mode d'intervention lors de la seconde rentrée scolaire en dotant les parents l'élève soit en transfert monétaire liquide, soit en bons de type « vouchers », si les marchés locaux le permettent.

et capable d'accueillir les diplômés issus des SSA/P des communautés voisines. Les CGS seront notamment encouragés à réaliser des activités extrascolaires pour les sortants des SSA/P et les enfants des écoles classiques qu'ils rejoindront. L'appui de Plan International Mali consistera à assurer la transition des sortants de SSA/P vers l'école classiques. En outre, les écoles classiques seront également appuyées, via des renforcements de capacités des enseignants des écoles classiques, et des dotations matérielles pour 380 apprenants vulnérables des écoles classiques que les sortants de SSA/P rejoindront.

1.6.1 Organisation de 2 évaluations finales passerelle des 900 apprenants des SSA/P

L'évaluation finale des élèves SSA/P détermine l'orientation des élèves vers les circuits d'éducation classiques. Cet examen au mois de juin est l'examen officiel d'entrée en 4^e année du primaire qui détermine si les apprenants ont le niveau requis pour atteindre la classe de 4^e primaire. Ceux qui ne réussissent pas cette évaluation sont orientés en fonction de leur résultat en 3^e ou même 2^e année d'école primaire classique.

1.6.2 Formation de 15 enseignants des écoles classiques à l'intégration des apprenants SSA/P dans le système scolaire classique, avec l'appui des 15 animateurs des SSA/P

15 enseignants des écoles classiques qui accueilleront les élèves des SSA/P seront identifiés par le CAP (sur la base du volontariat et des besoins spécifiques des établissements), puis formés pendant une semaine (5 jours) à l'intégration des élèves sortants des SSA/P vers leur école classique, d'une part d'un point de vue pédagogique, et d'autre part d'un point de vue de cohésion sociale. Afin d'enrichir la formation des enseignants, les animateurs des SSA/P seront également présents lors de la formation pour partager leur expérience avec les apprenants.

En termes pédagogiques, les évaluations des programmes des SSA/P menés en Afrique de l'Ouest ont mis en évidence un décalage de niveau entre les élèves sortant des SSA/P et les élèves des écoles classiques que les premiers rejoignent. En effet, le caractère intensif et accéléré dote les élèves de SSA/P d'un bon niveau scolaire parfois supérieur à celui des écoles classiques qu'ils rejoignent. Pendant trois jours, les enseignants des écoles classiques seront ainsi sensibilisés par Plan International Mali au niveau éducatif des élèves sortants des SSA/P et à leur expérience dans les SSA/P. Notamment, les élèves des SSA/P auront étudié dans les classes de 30 élèves et passeront dans un environnement scolaire classique où les classes sont généralement composées de 46 apprenants en moyenne, voire plus.

D'autre part, afin d'assurer la cohésion sociale et d'intégrer les élèves sortants dans les écoles classiques, Plan International Mali consacra également deux jours de formation à destination des enseignants des écoles classiques à la culture de la paix, la cohésion sociale, l'accès à l'éducation inclusif à tous les enfants et la non-discrimination des élèves.

1.6.3 Sensibilisation de 15 membres des CGS des écoles classiques qui accueilleront les sortants de SSA/P, afin d'encourager leur accueil et éviter la stigmatisation

De la même manière, les CGS des écoles classiques vers lesquelles les apprenants sortant des SSA/P seront accueillis, seront sensibilisés par Plan International Mali, au cours d'une journée, à l'intégration des apprenants. 1 membres de chaque CGS sera convié à la formation. Cette étape est cruciale étant donné que les CGS sont en charge notamment des inscriptions scolaires : ces sensibilisations permettront d'assurer un accès non-discriminatoire à tous les élèves sortant des SSA/P. Le module de formation intégrera également les critères d'identification et de sélection des élèves selon les besoins et les vulnérabilités objectivables des enfants, sans tenir compte de leur appartenance ethnique.

1.6.4 Définition des critères de vulnérabilité et identification des enfants les plus vulnérables par les CGS, enseignants, leaders communautaires

Plan International Mali a pour objectif d'atteindre les enfants PDI, retournés et rapatriés à travers les SSA/P. Lors de leur transition des SSA/P vers les écoles classiques, ils seront appuyés à la rentrée scolaire pour transitionner dans les meilleures conditions. Afin d'appuyer de manière équitable les élèves vulnérables des écoles classiques, Plan International Mali appuiera également en dotation, lors de la rentrée scolaire, les élèves identifiés par CGS comme étant objectivement vulnérables au sein des écoles classiques. Les CGS formés à l'établissement de critère de

vulnérabilité objectivables des enfants proposeront ainsi à Plan International Mali une liste de 12 à 13 élèves les plus vulnérables par établissement (190 au total), qui seront appuyés pour leur frais scolaires et recevront un kit de rentrée scolaire à la rentrée 2020 (cfr R1A6-5 et R1A6-6).

1.6.5 Paiement des frais d'inscriptions dans les écoles classiques des 450 apprenants sortant des SSA/P et de 190 apprenants vulnérables des écoles classiques

Pour l'année scolaire 2020, 450 apprenants sortant des SSA/P et 190 apprenants les plus vulnérables des écoles classiques recevront 5,000FCFA de frais de dossier scolaire à la rentrée des classes.

1.6.6 Achat et distribution de kits scolaires aux 450 apprenants sortant des SSA/P lors de leur transition vers l'école classique et 190 apprenants les plus vulnérables

Au total, 450 élèves sortant des SSA/P la première année et 190 des élèves les plus vulnérables des écoles classiques recevront un kit de rentrée scolaire à savoir des cahiers, les manuels scolaires en lecture et en mathématiques, des stylos, une ardoise et une boîte de géométrie.

4.3.2.1.2 *Rapport final*

Résultat 1

- [FIN] Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 531 filles et 325 garçons (PDI, Retournés, rapatriés), de 8 à 12 ans, non scolarisés ou déscolarisés :
 - 95 filles et 95 garçons résidents vulnérables, de 8 à 12 ans, scolarisés dans les écoles classiques (Cela ne sera renseigné qu'après le transfert des enfants de la 1ere campagne des 15 centres.)
 - 112 partenaires clés sensibilisés
 - 18 animateurs dont 6 femmes de SSA/P formés
 - 60 membres de CGS formés, dont 45 hommes et 15 femmes
- [FIN] Indicateurs pour ce résultat:
 - 15 d'espaces ou bâtiments SSA/P mis en place ou rénovés et équipés pour répondre aux standards
 - 856 de garçons et de filles ayant accès à des classes SSA/P sûres et de qualité (éducation formelle)
 - 15 d'animateurs de SSA/P et autres (15 Directeurs d'écoles) personnel éducatif formés pour créer un environnement SSA/P éducatif encourageant et qui promeut le bien-être psychosocial des élèves
 - 856 de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires et des kits de protection adaptés et sensibles au genre dans les SSA/P
- [FIN] Activités associées au résultat

R1A1 Identification de 450 filles et 450 garçons non scolarisés ou déscolarisés et évaluation de leurs besoins éducatifs via des mobilisations communautaires

1.1.1 Organisation d'un atelier d'élaboration des critères équitables et objectivables de sélection des enfants PDI, retournés, rapatriés non-scolarisés ou déscolarisés auprès de 40 partenaires-clés :

Cette activité a été réalisée au même moment que l'atelier d'immersion communale des 15 villages identifiés (dont 5 à Mopti et 10 à Bankass) pour abriter les centres SSA/P. Avec des partenaires clés du système éducatif comme les AE, CAP, les mairies des 3 communes d'intervention, les chefs de villages, membres de CGS, les leaders religieux, leaders communautaires, groupements de femmes, représentant des associations des mères d'élèves et pères d'élèves, l'association des jeunes.

L'atelier a servi de cadre pour élaborer et valider les critères de sélection des enfants mais aussi à partager et valider les conditions indispensables à l'implantation des centres SSA/P. Au total, 32 personnes ressources dont 7 femmes ont pris part à la rencontre.

Dans le cercle de Mopti le projet a été implanté dans 3 communes à savoir Socoura, Mopti et Sio et 5 villages concernés par les centres SSA/P (Doundou, Perimpè, Persugué, Emmelher et Mopti Hindé). Au total 139 enfants dont 63 filles participent au programme SSA/P de la 1ere année du projet.

Dans le cercle de Bankass le projet a été implanté dans 3 communes à savoir Bankass, Dimbal Habé et Diallassagou et 10 villages concernés par les centres SSA/P.(Oroboye, Djimboye, Bundu-Samba, Dimbal, Sokanda, Sinéa, Diallassagou, Dianwely et Djangal).

Au total 856 enfants dont 531 filles ont participé r au programme SSA/P des années du projet.

Le plus grand défi rencontré au démarrage de l'activité était le choix des sites d'implantation des centres SSA/P. En effet, l'insécurité qui sévit dans la région a eu pour conséquence la diminution des zones d'intervention possibles du projet suite à l'inaccessibilité grandissante et de nombreux partenaires intervenants (ONG Internationale et nationales) se sont retrouvés dans un nombre limité de communes de Mopti. De plus, la difficulté d'accès à une cartographie actualisée des intervenants fiables a également ralenti le processus d'identification des sites devant abriter les centres SSA/P. Pour pallier à cette difficulté, l'équipe du projet, en étroite collaboration avec le Centre d'Animation Pédagogique « CAP » et le cluster, a pu identifier les 15 sites répondant aux critères. Quant à la deuxième année du projet, le problème d'insécurité ont accentué dans la commune de Diallassagou. Du cout l'évaluation des apprenants n'a pas pu être faite même si les centres avaient été ouverts et les cours ont pu être donnés 5mois sur 09 prevus..

1.1.2 Appui de 20 leaders communautaires à la sensibilisation des communautés aux critères d'inclusion des enfants PDI, retournés et rapatriés via des messages radios et des dialogues communautaires

L'équipe a mobilisé 60 leaders communautaires constitués en quinze (15) Comités de Gestion des Centres « CGC » composés de quatre 4 membres par CGC autour des différentes activités de sensibilisation.

Sous la responsabilité des six (06) mairies concernées avec l'appui des soixante (60) membres des CGC et des deux (02) chargés d'éducation des CAP de Mopti et de Bankass et des Officer éducation de Plan International, les activités de mobilisation, d'information et de sensibilisation ont été réalisées au sein des 15 villages/sites retenus.

Au total, 1404 personnes (Bankass : 956 personnes dont 532 femmes – Mopti : 448 personnes dont 223 Femmes à Mopti) ont été sensibilisées sur l'inclusion des enfants PDI, et ont adhéré au programme.

Les activités de sensibilisation ont été réalisées par l'intermédiaire de discussions communautaires dans les 15 villages d'intervention du projet. Les activités de sensibilisation ont eu un impact positif sur les communautés d'accueil et celles déplacées. Les enfants des communautés d'accueil et ceux des déplacées ont vu leur relation renforcée démontrer par le fait qu'ils jouent à nouveau ensemble et cela de façon permanente. Les parents des communautés d'accueil impliquaient de plus en plus les parents déplacés dans la gestion de la localité.

1.1.3 Sélection et recrutement de 18 futurs animateurs SSA/P en collaboration avec les partenaires-clés du système éducatif :

La sélection des 18 animateurs a été réalisée en étroite collaboration avec le CAP et les Comités de Gestion des Centres (y compris des directeurs d'écoles) avec l'appui de la communauté. La sélection s'est basée sur des critères partagés et validés lors de l'atelier d'immersion communale tenu à Mopti et à Bankass. Parmi ces critères nous pouvons retenir :

- Jeune de 18 à 40 ans maximum
- L'obtention d'un Diplôme d'Etude Fondamentale (DEF)
- Etre ressortissant de la localité et disposé à vivre dans la communauté
- Maitriser la langue de la localité
- Etre motivé, assidue
- Disposer de certaines qualités d'un bon animateur (sens de l'organisation, gestion d'un groupe de différent niveau)
- Etre neutre, impartial, etc

Sous la responsabilité des membres des CGC, avec l'appui du CAP et des chargés d'éducation de Plan International, a l'issue des entretiens avec les animateurs et le partage des attestations ainsi que les diplômes, 15 titulaires et 3 suppléants ont été retenus pour le besoin du projet proposé par la communauté. Il s'agit de 6 animatrices parmi les 15 titulaires dont 3 à Mopti et 3 à Bankass.

Les défis rencontrés pendant la réalisation de cette activité étaient entre autres : l'inexistence des compétences recherchées (niveau DEF minimum et une capacité d'animation) au niveau local qui remplissent les critères essentiels nécessaires au bon fonctionnement et spécifiquement au niveau des femmes. Condition qui a amené l'équipe de sélection, d'identifier certaines animatrices qui ne sont pas de la localité mais qui maitrisent la langue de la localité.

Afin d'apporter une dynamique de renforcement continu des capacités des animateurs, un mécanisme de supervision efficace a été mis en place et s'organise de la sorte : le suivi régulier des superviseurs de l'ONG partenaires Eveil, les supervisions pédagogiques du CAP par les chargés d'éducation.

1.1.4 Identification des enfants déscolarisés dans les 10 communautés par les futurs animateurs des SSA/P en collaboration avec les leaders communautaires :

L'identification des enfants dans les 15 communautés s'est déroulée avec les membres des CGS. Les listes établies ont été partagées et validées lors des réunions avec chaque CGS avec l'accompagnement du CAP. A l'issue de ce processus, 416 enfants dont 194 filles ont été retenus pour participer au programme.

Les difficultés rencontrées lors du processus d'identification étaient surtout liées à la forte mobilité des enfants et des PDI ainsi que la réticence de certains parents d'envoyer leurs enfants dans les centres. Grâce aux séances d'information et de sensibilisation menées par les comités de gestion, ces difficultés ont été réglées ayant comme effet positif la sélection des enfants remplissant les conditions d'accès :

- Enfants âgés de 8 à 12 ans qui n'ont jamais été scolarisés ou déscolarisés depuis plus de deux ans,
- Priorité aux enfants PDI
- Volonté de réintégrer l'éducation

R1A2. Mise en place et renforcement des capacités de 15 Comités de Gestion Scolaires (CGS) des SSA/P (4 membres par comité)

1.2.1 Mise en place des 15 Comités de Gestion Scolaires (CGS) des SSA/P constitués de volontaires communautaires

Les 15 comités de gestion des centres composés chacun de 4 membres avec au moins une femme ont été mis en place dans chacun des 15 sites SSA/P. Les 4 membres sont tous issus du comité de gestion scolaire et de l'association des leaders communautaires. Au total, 60 membres des

Comités de Gestion des Centres (CGC) dont 15 femmes ont participé au projet et ont contribué au bon fonctionnement des centres SSA/P.

La contrainte majeure constatée lors de la réalisation de cette activité a été la difficulté d'adhésion des femmes leaders et dynamiques au processus. Grâce aux informations et la sensibilisation, ces défis ont été levés et au moins une femmes leader est membre active de chacun des comités fonctionnels.

1.2.2 Formation de 60 membres de CGS des SSA/P en budget et plan d'action, protection de l'enfance et VBG, code de conduite, culture de la paix, plan de contingence et critère de vulnérabilité :

Pendant cinq (05) jours d'ateliers distincts (un atelier à Bankass et un à Mopti), les 60 membres des CGC dont 20 pour Mopti et 40 pour Bankass ont été renforcés sur l'élaboration et la gestion du budget, du plan d'action, sur la protection de l'enfance, des VBG, les codes de conduite et la culture de la paix, le plan de contingence et les critères de vulnérabilité.

L'activité a été réalisée avec l'appui des agents du CAP ayant l'expertise sur les différentes thématiques. L'atelier a été participatif et basé sur les connaissances et compétences des participants. Avec des présentations et discussion en plénière, des travaux de groupe et individuel, les deux ateliers ont été une réussite grâce à la participation de tous les participants.

La thématique de la protection de l'enfance a été animée par les officiers éducation du projet qui sont également des points focaux protection et sauvegarde sous la supervision du responsable protection et sauvegarde de plan International. A l'issue de cette activité, chaque comité de gestion s'est dotée d'une feuille de route pour la bonne marche des activités SSA/P et également pour l'accompagnement de leur communauté pour une meilleure gestion de la crise.

Le défi a été le suivi régulier des CGC dans la mise en œuvre des plans d'action et des autres compétences acquises lors de la formation et de leurs apporter l'accompagnement nécessaire.

1.2.3 Formation des 60 membres de CGS sur les critères applicables à l'installation des SSA/P conformément aux critères INEE et MEN :

Cette activité a été réalisée à travers des sessions d'orientation au sein des CGC dans leur communauté respective avec l'accompagnement du CAP et des mairies. Cette stratégie nous a permis de toucher 60 acteurs clés du système éducatif tels que des directeurs d'école, les chargés d'éducation des mairies. Au total, 15 sessions d'orientation ont permis de contribuer à la réalisation des objectifs.

1.2.4 Organisation des missions d'identification des espaces communautaires hôtes des SSA/P conformes aux normes INEE et MEN :

Les missions de validation ont été organisées avec le CAP après l'identification des sites par les CGC d'un commun accord avec les leaders communautaires. La mission a procédé à la visite et l'approbation des sites dans les 15 villages et cela sur la base des normes INEE en termes de protection et de sauvegarde des enfants. Au bout de ce processus, certains sites ont été remplacés car jugés inappropriés pour des questions de sécurité (espaces trop isolés) pour un cadre d'apprentissage pour les enfants.

1.2.5 Mise en place et suivi des plans d'action et de l'utilisation du code de conduite :

A l'issue de cette activité, chaque comité de gestion s'est doté d'un plan d'action pour la bonne marche des activités SSA/P, mais pour l'accompagnement de leur communauté pour une meilleure gestion de la crise.

Le défi a été le suivi régulier des CGC dans la mise en œuvre des plans d'action et des autres compétences acquises lors de la formation et de leurs apporter l'accompagnement nécessaire. Le dispositif mis en place pour assurer un meilleur suivi :

- Tenue des réunions ad hoc (au moins une fois par mois) par les membres des CGC

- Suivi régulier par les superviseurs de l'ONG Eveil de toutes les activités du projet y compris de la mise en œuvre du plan d'action des CGC
- Elaboration et partage d'un rapport mensuel par Eveil à l'équipe de Plan Mali
- Analyse et réactions de l'équipe Plan sur le rapport
- Tenue d'une visite mensuelle par l'équipe Plan

1.2.6 Soutien au développement de synergies avec les Mécanismes Communautaires de Protection de l'Enfance (MCPE)

Le MCPE ont été fonctionnels dans la mesure où ces membres qui le compose ont joué un rôle moteur dans la prévention des abus et violences conjugales. Outre cela, les MCPE ont référé au niveau des services de prise en charge des cas de protection (malnutrition, Etat civil, traumatisme, et des abus physiques). La prise en charge des cas de traumatisme a été assuré par une ONG partenaire (COOPI) dans la cadre de la synergie d'action entre les ONG. Le centre de référence a pris en charge quant à la prise en charge des cas de malnutrition. Le projet EIE en collaboration avec les mairies concernées a octroyé des jugements supplétifs aux enfants n'ayant pas d'actes de naissances. Ces bénéficiaires pour la plupart des PDI ont reçu ce précieux document dans les mains des MCPE et de la mairie en présence des deux CAP.

Les sensibilisations de porte à porte sur les thématiques liés au COVID 19, aux droits des enfants sont également des œuvres des MCPE

R1A3. Réhabilitation et dotation des 15 SSA/P avec latrines accessibles et sensibles au genre conformément aux normes INEE

1.3.1 Réhabilitation de 15 espaces SSA/P en conformité avec les normes INEE et MEN

Les réhabilitations et constructions des centres SSA/P ont été réalisées. Tous les 15 sites sont construits ou réhabilités. Au total, 2 sites réhabilités et 13 construits de hangar amélioré. Chaque site dispose de 2 blocs d'une latrine donc un total de 30 latrines pour les 15 sites.

1.3.2 Construction de 30 latrines pour les espaces SSA/P

La construction des 30 latrines (2 latrines pour niveau de chaque site) a été également réalisée à Mopti et à Bankass.

1.3.3 Construction d'un point de forage d'eau et installation de 30 stations de lavages des mains alimentées par les points de forage :

Les 15 sites SSA/P ont tous été dotés de dispositifs de lavage de main accompagné de séance d'information et de sensibilisation par les CGS. Le point de forage positif a été réalisé avec succès

1.3.4 Distribution mensuelle des petits équipements d'hygiène et d'entretien aux 15 SSA/P :

Les kits d'hygiène et d'assainissement ont été distribués mensuellement. Ces distributions ont été faites en coordination avec les membres de CGC et les Officers éducation

1.3.5 Equipement des 15 salles de classe des SSA/P (priviliégiant du matériel local) :

225 tables bancs pour les apprenants, 15 tables et 15 chaises pour les animateurs ont été confectionnés localement et mis à la disposition des centres SSA/P. Chaque centre a bénéficié de 15 tables bancs pour les enfants.

1.3.6 Achat et distribution de matériel pédagogique aux 15 animateurs des SSA/P (priviliégiant du matériel local) :

Les 15 animateurs ont tous bénéficié d'une mallette contenant les équipements nécessaires pour un meilleur exercice de leurs fonctions. Le suivi de la gestion des matériels et équipements se fait avec l'appui des membres des CGC par l'intermédiaire de fiche de réception des kits par la communauté qui sert de base.

R1A4. Formation initiale et continue de 18 animateurs de SSA/P

1.4.1 Formation initiale de 18 animateurs de SSA/P en techniques pédagogiques (incl. 3 animateurs de réserve) (25 jours) :

La formation de 3 semaines à destination des 18 animateurs (dont 3 suppléants) sur les techniques pédagogiques de la gestion des centres SSA/P a été organisée. La formation a été assurée par les conseillers du CAP sous la supervision des 2 Académies (Mopti et Douentza).

1.4.2 Formation initiale de 18 animateurs de SSA/P en protection de l'enfance, VBG, culture de la paix, plan de contingence, codes de conduite et critères de vulnérabilité (incl. 3 animateurs de réserve) (5 jours)

17 animateurs sur les 18 ont été formés et sensibilisés en matière de protection de l'enfance, des VBG, des codes de conduite et la culture de la paix, du plan de contingence et des critères de vulnérabilité au cours d'une session de 5 jours. L'activité a été réalisée avec l'appui des conseillers du CAP ayant l'expertise sur les différentes thématiques. La thématique de la protection de l'enfance a été animée par les officer éducation du projet qui sont également des points focaux protection et sauvegarde sous les consignes du responsable protection et sauvegarde de plan International.

1.4.3 Formation continue de 20 jours des 15 animateurs des SSA/P (renforcement des capacités pédagogiques) :

Les suivis formatifs ont été assurés par les agents de l'ONG EVEIL appuyés par les agents du projet et le CAP.

Les animateurs ont bénéficié des recyclages sur les thématiques liés aux centres SSAP

1.4.4 Rencontres pédagogiques trimestrielles des 15 animateurs des SSA/P et 2 conseillers CAP :

Des rencontres pédagogiques ont été organisées trimestriellement en deux sessions distinctes une à Mopti et une à Bankass. Ces rencontres ont permis de remonter les difficultés vécues et des alternatives élucidées. Les plans de travail ont été élaborés pour pallier à ces difficultés. La plus grande difficulté fut l'insécurité durant les deux années académiques écoulées.

R1A5. Organisation des cours et suivi de l'apprentissage des 900 apprenants des espaces SSA/P

1.5.1 Compensation des animateurs des SSA/P par Plan International Mali :

Depuis le démarrage des centres SSA/P en fin novembre 2019, les 15 animateurs ont perçu une prime de compensation de 70.000 CFA.

1.5.2 Organisation de 4 évaluations de routine pour les 900 apprenants des SSA/P

Les évaluations trimestrielles dans les centres SSA/P ont été organisées : les évaluations de phase langues, les évaluations intermédiaires et les évaluations finales. Au total 776 apprenants ont été évalués dans les centres sur 890 inscrits. Les 4 centres de Diallassagou n'ont pas pu être évalués

pour la deuxième année pour cause des fermetures des classes suites aux accords établis entre groupes radicaux et communautés.

Les 776 apprenants sont transférés pour la plupart en 4eme année (490 apprenants). Les autres en 3eme et 2eme Année

1.5.3 Suivi des 15 animateurs SSA/P par les conseillers du CAP :

Huit suivis pédagogiques ont été réalisés par les conseillers du CAP. Les suivis ont permis de renforcer considérablement les capacités des 15 animateurs. Ces suivis ont pu aboutir aux recyclages de certains et suivis appuyés par rapports aux autres. IL est à signaler qu'une animatrice a été remplacé à cause de l'insuffisance de performances et niveau très faible.

1.5.4 Achat et distribution de kits scolaires à 900 apprenants des SSA/P

Les 890 enfants ont bénéficié de kits scolaires nécessaires pour un meilleur apprentissage. Le kit était composé de sac, de cahier, d'ardoise, de crayon, de livres pour un meilleur apprentissage dans les centres SSA/P.

R1A6. Réintégration des 900 apprenants de SSA/P dans le système scolaire classique et appui à 380 apprenants les plus vulnérables des écoles classiques

Les apprenants ont tous été intégrés dans les systèmes classiques. Ces intégrations en appui aux apprenants en payant les frais de scolarité et des dotations en kits scolaires complet pour la suite de processus d'apprentissage

4.3.2.2 Résultat 2: 1,750 filles et 1,750 garçons âgés de 7 à 15 ans ont accès à des espaces d'apprentissage temporaires (EAT) ; 750 filles et 750 garçons vulnérables des établissements dont les EAT dépendent, à Mopti et Bankass dans le respect des principes de qualité, d'inclusivité et de sécurité

4.3.2.2.1 Au stade de la proposition

- Secteur: Education en situation d'urgence
Sous-secteur associé: Education formelle ; environnement d'apprentissage sécurisé et accessible ; renforcement de capacités
- Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 1,750 filles et 1,750 garçons (PDI, Retournés, rapatriés) âgés de 7 à 15 ans, scolarisés dans des écoles en sureffectif ou non-scolarisés ou déscolarisés depuis moins de deux ans
 - 750 filles et 750 garçons résidents vulnérables, âgés de 7 à 15 ans, scolarisés dans des écoles en sureffectif, dont les EAT dépendent ou non-scolarisés ou déscolarisés depuis moins de deux ans
 - 90 partenaires clés sensibilisés
 - 38 enseignants formés
 - 140 membres des CGS formés, dont 70 hommes et 70 femmes
- Indicateurs pour ce résultat:
 - Nombre d'écoles ou bâtiments éducatifs temporaires (EAT) et écoles formelles (30/70%) mis en place ou rénovés et équipés pour répondre aux standards
 - Nombre de garçons et de filles ayant accès à des opportunités éducatives sûres et de qualité dans les écoles formelles (30%) et les EAT (70%) (éducation formelle)
 - Nombre d'enseignants et autres personnels éducatifs formés pour créer un environnement éducatif encourageant et qui promeut le bien-être psychosocial des élèves
 - Nombre de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires et des kits de protection adaptés et sensibles au genre dans les écoles et EAT
 - Taux de réussite aux tests de fin d'année dans les écoles et EAT
- Activités associées au résultat

Espaces d'apprentissage temporaires au Mali

Dans les zones affectées par les afflux de déplacés internes, y compris de déplacements de faible distance, impliquant des changements d'école liés aux incidents sécuritaires affectant notamment les cercles de Mopti et de Bankass, les écoles publiques connaissent des sureffectifs importants, d'après le cluster éducation et le CAP. Les espaces d'apprentissage, qui n'étaient pas adéquats avant la crise sécuritaire, se retrouvent plus saturés que jamais. Les élèves issus de minorités ethniques ou les derniers arrivés sont davantage à risque d'être découragés d'étudier. Il s'agit dès lors de répondre à la surpopulation des écoles publiques classiques par des espaces d'apprentissage temporaire (EAT) à proximité de l'école. Enfin, les mouvements de population exercent une pression supplémentaire sur les familles résidentes qui subissent en amont les effets de la crise alimentaire, facteur renforçant l'abandon scolaire.

Les EAT répondent aux besoins des écoles publiques en sureffectif, liés à la pression démographique des mouvements de population. Les EAT seront adossés aux établissements sous la forme de structures semi-temporaire pour répondre aux besoins immédiats des PDI, retournés et rapatriés, et indirectement des population résidentes. L'EAT agira ainsi comme une salle de classe semi-temporaire adossée aux établissements. La gouvernance scolaire sera assurée par les CGS des établissements scolaires classiques auxquels les EAT seront adossés.

Dans les localités où l'école fonctionnelle est une Medersa (école privée sous contrat avec le MEN, qui applique un curriculum validé par le MEN et qui dispense également un enseignement religieux et des cours de langue arabe), Plan International Mali collaborera avec les responsables des Medersa afin d'évaluer la faisabilité de mettre en place un EAT adossé à la Medersa.

Les normes du MEN et les normes standards de l'INEE pour réaliser un EAT seront respectées à toutes les étapes de la réalisation des EAT.

Les communes identifiées avec des besoins d'EAT ont été sélectionnées en fonction de la présence de PDI, retournés et déplacés et de la fonctionnalité des écoles classiques au niveau du village ou du quartier. Le *mapping* préliminaire fait état de besoins de 38 EAT dans les écoles réparties dans 4 communes : 4 EAT sont nécessaires de la commune de Bankass, 2 dans la commune de Dialassagou, 8 dans la commune de Dimbal, et 24 dans la commune de Mopti. Il est possible que deux EAT soient nécessaires au sein d'une école en fonction des sureffectifs et des tailles des écoles. Le *mapping* préliminaire viendra valider cette répartition au début du projet, notamment en adaptant en fonction des mouvements de population qui pourront survenir jusqu'en mai 2019.

R2A1. Identification des enfants non-scolarisés et à risque d'être déscolarisés via une mobilisation communautaire

Afin de participer à la collecte des données quantitatives et de cartographie pour les besoins éducatifs au niveau du cluster éducation, et de renseigner les valeurs de baseline des indicateurs du projet, Plan International Mali effectuera un *mapping* au niveau micro des besoins éducatifs des enfants des écoles en sureffectif et des enfants déscolarisés. Ce *mapping* sera réalisé en lien avec les Centres d'Animation Pédagogique (CAP), les leaders communautaires, de sorte que les enfants soient identifiés selon des critères d'équité, de non-discrimination en fonction de leurs besoins et de leurs vulnérabilités objectivables.

2.1.1. Organisation d'un atelier de travail visant à définir les critères de mise en place des EAT auprès de 88 partenaires-clés du système éducatif

Le spécialiste éducation en situation d'urgence et le chef de programme de Plan International Mali animeront deux ateliers de travail, l'un dans la ville de Mopti et l'autre dans la ville de Bankass. Les 4 maires, les 4 chargés d'éducation, les secrétaires généraux des 4 mairies, 2 conseillers pédagogique du CAP et le Directeur général du CAP, deux représentants des CGS par établissement ciblé participeront à cet atelier de lancement des EAT.

L'objectif de cette réunion est de s'assurer de l'adhésion au projet des partenaires et d'établir les critères d'identification des EAT, les critères de sélection permettant aux enfants PDI, retournés et rapatriés d'accéder aux services éducatifs en fonction de leurs besoins, de l'équité et de l'inclusion. Le groupe cible sera constitué de filles et de garçons âgés de 7 à 15 ans, correspondant aux niveaux Fondamental 1 (7-12 ans) et Fondamental 2 (13-15 ans)⁴⁶.

2.1.2. Sensibilisation des communautés à l'accueil et à l'intégration de 3,500 enfants PDI, retournés et rapatriés, et vulnérables, via des messages radios et dialogues

La sensibilisation des communautés au préalable via les leaders communautaires sera un prérequis pour assurer l'inclusion des enfants les plus vulnérables, notamment les PDI, retournés et rapatriés dans les établissements où les EAT seront établis.

Elle se fera en deux temps, comme pour les SSA/P : une sensibilisation via des spots radio pour promouvoir l'ouverture des EAT, l'accès inclusif à l'éducation des PDI, retournés et rapatriés, puis l'organisation de dialogues communautaires auxquels les officiers de projet de Plan International et un conseiller CAP prendront part. Les EAT ainsi ouverts seront en mesure d'accueillir les enfants des classes en sureffectif, mais également d'accueillir les enfants éloignés du système scolaire. Il est important de noter toutefois que les EAT accueilleront les élèves déscolarisés depuis moins de deux ans seulement, puisque les SSA/P sont les seuls services capables de proposer des services de qualité pour les enfants déscolarisés depuis plus de deux ans.

⁴⁶ Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement. Norme 1 relative à l'accès et à l'environnement d'apprentissage : Égalité d'accès, p.55

R2A2. Gestion des 38 espaces d'apprentissage temporaire (EAT) à base communautaire

2.2.1. Formation des 152 membres des CGS en charge des EAT en budget et plan d'action, protection de l'enfance et VBG, code de conduite, culture de la paix, plan de contingence et critères de vulnérabilité (5 jours)

La gestion des EAT dépendra du CGS de l'établissement scolaire auquel l'EAT est adossé. Les CGS sont donc déjà en place. Ils seront formés par Plan International Mali, avec l'appui des conseillers CAP, lors d'une formation de 5 jours, qui sera dupliquée pour former 96 membres de CGS en deux fois à Mopti, et 56 membres de CGS en une fois à Bankass.

Les acteurs de l'éducation en situations d'urgence au Mali, à travers le cluster éducation et le Plan de Réponse Humanitaire, indiquent la promotion de la préparation face aux risques sécuritaires et catastrophes naturelles, et la mise en place de programmes de cohésion sociale et d'éducation pour la paix comme des prérequis dans les réponses humanitaires. Les formations utiliseront les modules standards, qui sont les mêmes que ceux dispensés pour les SSA/P. Ils mettront l'accent sur la préparation face aux risques sécuritaires et catastrophes naturelles, et la mise en place de programmes de cohésion sociale et d'éducation pour la paix.

Les membres des CGS seront formés par Plan International Mali à Mopti, à quatre compétences de base, lors d'une formation de 5 jours :

- Les compétences financières et la budgétisation, le suivi du budget, le suivi du code de conduite et l'organisation quotidienne de l'établissement, y compris donc l'EAT mais aussi les autres classes de l'établissement. Ces compétences constituent les prérogatives de base des CGS et bénéficieront indirectement à tous les apprenants de l'établissement.
- La protection de l'enfance, la pédagogie positive, la prévention et la lutte contre les VBG, et les connaissances de base en eau, hygiène et assainissement, qui constituent un prérequis pour assurer que les enfants étudient dans un environnement protecteur. Chaque membre de CGS sera également formé à la politique de sauvegarde des enfants et des jeunes de Plan International, afin de prévenir les violences en milieu scolaire.
- La cohésion sociale, la culture de la paix seront également abordé de manière transversale, dans la lignée du PRH et de la promotion de la paix au Mali. En effet, le CGS sont en charge d'établissements qui connaissent des sureffectifs importants liés aux mouvements de population, ces apprenants PDI, retournés et rapatriés, et a fortiori des apprenants issus de minorités ethniques compteront donc parmi les effectifs ; il est ainsi essentiel que les inscriptions scolaires dont les CGS ont la charge, soient non-discriminatoires afin d'assurer aux enfants des communautés un accès équitable aux services de scolarisation. Le module de formation intégrera également les critères d'identification et de sélection des élèves selon les besoins et les vulnérabilités objectivables des enfants, sans tenir compte de leur appartenance ethnique.
- Les plans de préparation aux urgences, plans d'évacuation et de contingence pour assurer la préparation des écoles en cas de catastrophe naturelle et d'attaque.

2.2.2. Formation des 152 membres des CGS sur l'installation des EAT conformément aux critères INEE et MEN

Cette formation sera étendue sur deux jours, à Mopti et à Bankass, pour former les CGS aux critères de sélection des EAT et aux critères d'installation des EAT, selon les standards minimums de l'INEE, à savoir que :

- Les établissements scolaires doivent être construits, reconstruits ou déplacés sur des sites qui garantissent l'équité et la sécurité physique des apprenants, enseignants et autres personnels de l'éducation. Les SSA/P identifiés seront donc inclusifs et les apprenants en situation de handicap auront accès aux espaces d'apprentissages. Les sites SSA/P seront mis à disposition par les communautés ; il s'agira donc d'espaces préexistants à la crise et non construits spécifiquement pour les apprenants en situation de handicap ; la sélection devra ainsi privilégier les structures non-discriminatoires envers certains groupes de la communauté, et ne pas faire courir aux apprenants des risques liés aux catastrophes naturelles.
- L'identification de lieux où la réhabilitation sera résiliente aux catastrophes naturelles et aux aléas climatiques.

La sélection des EAT devra également permettre de cibler des écoles qui dispensent les cours de Fondamental 2, soit les cours pour les 13-15 ans. En effet un EAT peut accueillir plusieurs niveaux scolaires au sein du Fondamental 1 ou du Fondamental 2 mais un EAT ne pourra pas accueillir des élèves de Fondamental 1 et de Fondamental 2 en son sein.

2.2.3. Organisation des missions d'installation des EAT conformément aux normes INEE et MEN

Les CGS seront accompagnés par Plan International Mali et les conseillers du CAP pour valider l'adéquation des EAT avec les critères INEE et les critères du MEN et assurer aux apprenants un environnement protecteur et adapté.

2.2.4. Mise en place et suivi des plans d'action et des codes de conduite des CGS (missions en milieu rural)

Comme pour les SSA/P, les officiers de projet de Plan International Mali appuieront les CGS dans l'application de leurs plans d'action trimestriels. Chaque CGS sera donc appuyé pour identifier et résoudre conjointement les problèmes qui surviennent au sein de l'école, surveiller la présence des enfants et des enseignants dans les EAT et effectuer des visites de suivi à domicile dans les familles des enfants qui sont absents.

Les codes de conduite sont les règlements internes des établissements ; les officiers de projet de Plan International Mali seront également en suivi auprès des CGS afin d'assurer un environnement protecteur et exempt de violences en milieu scolaire. Les apprenants seront impliqués à toutes les étapes de la rédaction du code de conduite.

Cette activité sera réalisée par les officiers de projet de Plan International Mali en milieu rural et nécessitera donc des missions (contrairement au R1A2-5, pour laquelle les missions sont effectuées seulement en milieu urbain).

2.2.5. Soutien au développement de synergies avec les MCPE (activité sans coûts)

Les CGS seront en contact régulier avec les Mécanismes Communautaires de Protection de l'Enfance (MCPE) afin de rendre compte aux MCPE des incidents au sein des écoles ; à l'inverse, les MCPE pourront être en contact avec les CGS également, s'ils identifient dans les communautés des besoins éducatifs auxquels les EAT peuvent répondre.

R2A3. Construction et équipement de 38 EAT avec latrines accessibles et sensibles au genre conformément aux normes INEE et MEN

2.3.1. Construction et aménagement des 38 EAT en conformité avec les normes INEE et du MEN

Plan International Mali utilisera les données issues du *mapping* initial pour identifier la faisabilité des EAT au sein d'écoles publiques classiques fonctionnelles ou de Medersa. Les capacités d'accueil d'un EAT seront les mêmes qu'une classe d'un établissement classique, qui est de 46 apprenants par classe dans la région de Mopti.

Conformément aux normes de l'INEE, Plan International Mali mettra en place les EAT via la construction d'espaces semi-temporaires sécurisés, protecteurs et inclusifs au sein des écoles publiques ou des Medersa ciblées par le projet. L'installation des EAT sera supervisée par les CGS des établissements desquels les EAT dépendront. Les membres auront été formés aux critères d'établissement des EAT au préalable. Plan International Mali et les conseillers CAP (1 et 1 par commune) effectueront des missions de terrain afin d'assurer le respect des standards minimum INEE.

Ainsi Plan International Mali financera la construction de structures en bois et dotera les espaces de bâches et de nattes, en fonction des espaces et de leurs besoins, en favorisant dans la mesure du possible le matériel d'origine locale. Le cas échéant, Plan International Mali pourra disposer de structures EAT préfabriquées utilisables, mais celles-ci ne seront utilisées qu'en dernier recours.

2.3.2. Construction et aménagement de 76 latrines dans les EAT

Plan International Mali adaptera son intervention pour qu'elle soit sensible au genre, en assurant notamment que les enfants aient accès à des latrines séparées au sein de ou à proximité de chaque structure. Afin d'assurer un service EHA adapté à 46 élèves par EAT, les latrines adaptées pour les filles et les garçons sont nécessaires dans chaque site. En ligne avec les critères INEE, Plan

International Mali dotera les SSA/P en respectant le ratio d'une latrine pour 30 filles et d'une latrine pour 60 garçons. Les latrines séparées et conformes seront ainsi composées de 2 blocs séparés de latrines à trois cabines. Au total, Plan International Mali dotera les établissements avec EAT de 2 blocs de latrines séparées par EAT installé, soit 76 latrines.

Les latrines seront réalisées par des entreprises privées sur appel d'offre de Plan International Mali. Les CGS seront également impliqués dans la réalisation des appels d'offre afin de renforcer leurs capacités en passation de marché.

2.3.3. Installation de 7 points d'eau et mise en place de 38 dispositifs de lavage de mains

Afin d'assurer un environnement sanitaire protecteur pour les enfants, et en ligne avec les critères INEE, les apprenants auront accès à des services EHA adaptés. Selon l'analyse des besoins, dans les communes ciblées pour réaliser les EAT, des points d'eau sont nécessaires dans 7 sites. Les forages seront réalisés par des entreprises privées sur appel d'offre de Plan International Mali et les CGS seront impliqués.

Des dispositifs lavage de main seront distribués dans tous les EAT ; ces kits sont composés de bidons d'eau pour élaborer des mécanismes *tippy-taps*. La formation des CGS sur les critères de EHA permettront la sensibilisation des écoles aux lavage des mains trois fois par jour à l'école et à la mise en place du dispositif.

2.3.4. Distribution mensuelle de petits équipements d'hygiène et d'entretien à 38 EAT

Les petits matériels et consommables, notamment en savon, javel, désinfectant et en eau, seront renouvelés tous les mois.

2.3.5. Equipement de 38 salles de classes EAT (privilégiant du matériel local)

Une fois que l'EAT sera mis en place, Plan International Mali équipera l'école et fournira le matériel nécessaire à l'apprentissage dans les EAT. Cette dotation⁴⁷ concernera, comme pour les SSA/P : les tables-bancs pour les élèves, à raison d'une table-banc pour deux élèves, une table et une chaise pour les animateurs, un tableau chevalet, les craies et les règles. Dans la mesure du possible, l'achat privilégiera le matériel local, comme le suggèrent les normes standards INEE.

L'équipement et le matériel auront une durée de vie estimée à quatre ans ; à la fin du projet, tout le matériel sera transféré vers les salles classiques afin de servir deux cohortes supplémentaires d'élèves. L'implication des CGS dans les passations de marché sur le matériel scolaire permettra aux CGS d'assurer un suivi des dotations.

2.3.6. Distribution de matériels pédagogiques à 38 enseignants des EAT et 15 enseignants des établissements dont les EAT dépendent (privilégiant du matériel local)

Plan International Mali fournira aussi le matériel pédagogique en dotant les enseignants des 38 EAT. La dotation concernera ainsi : les kits pédagogiques pour les enseignants des EAT – feutres, ciseaux, scotch papier, papier padex, registre d'appel, boîtes de craie, cahiers enseignants, chemise carton, équipement sportif (ballon), les manuels pour enseignants et une lampe solaire.

Par ailleurs, 15 enseignants des établissements dont les EAT dépendent se verront aussi doter de matériel pédagogique, de sorte que 70% des matériels pédagogiques soient à destination des EAT et 30% à destination des établissements.

R2A4. Dotation de 3,500 élèves des EAT et 1,500 élèves vulnérables

Les années scolaires dans les EAT seront calquées sur les années scolaires du système classique et commenceront en octobre pour se terminer à la fin du mois de juin.

2.4.1. Définition des critères de vulnérabilité des enfants de l'établissement par les CGS, enseignants, leaders communautaires

Afin d'appuyer les établissements scolaires en plus des EAT, les CGS formés à l'établissement de critère de vulnérabilité objectivables des enfants proposeront ainsi à Plan International Mali une

⁴⁷ Cette dotation sera réalisée en nature et non en transfert monétaire ; dans le contexte d'urgence, il s'agit en effet de doter les écoles rapidement, plutôt que de segmenter la dotation en quinze passations de marché simultanées, pour lesquelles la redevabilité nécessiterait un suivi financier conséquent.

liste de 21 à 22 élèves vulnérables par EAT (750 élèves vulnérables au total) qui seront appuyés pour leur frais scolaires et recevront un kit de rentrée scolaire.

2.4.2. Paiement des frais de scolarité de 3500 apprenants des EAT et 1500 apprenants vulnérables identifiés par les CGS

Plan International Mali subviendra aux coûts de rentrée scolaire des 1,750 élèves des EAT et à 750 élèves vulnérables de l'établissement auquel l'EAT est rattaché pour chaque rentrée ; ces élèves recevront les 5,000FCFA de frais de dossier scolaire à la rentrée des classes 2019 et 2020.

2.4.3. Distribution des kits scolaires à 3500 apprenants des EAT et 1500 apprenants vulnérables identifiés par les CGS (priviliégiant du matériel local)

Ces mêmes 2,500 élèves recevront de Plan International Mali un kit de rentrée scolaire à la rentrée 2019 et à la rentrée 2020. Le kit comprend : des cahiers, les manuels scolaires en lecture et en mathématiques, des stylos, une ardoise et une boîte de géométrie.

R2A5. Sélection et formation de 38 enseignants des EAT et 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT

Contrairement aux animateurs des SSA/P, les enseignants dans les EAT seront des enseignants contractuels du MEN, dont le salaire sera versé de manière régulière par les Académies d'Enseignement à travers les CAP. Les enseignants que Plan International viendra appuyer seront identifiés par le CAP puis ils bénéficieront de sessions de formation par le CAP pour assurer un enseignement de qualité, inclusif, sensible au genre et protecteur, et adapté aux classes multigrades dans les EAT, conformément aux indications du cluster éducation. Parmi les 38 EAT, le *mapping* préliminaire suggère que 32 EAT dispenseront des cours de Fondamental 1 et 6 EAT dispenseront des cours de Fondamental 2. Plan International Mali appuiera en amont la sélection d'enseignantes afin d'encourager la parité dans les programmes éducatifs en situation d'urgence.

Afin de contribuer également au renforcement de capacités des écoles classiques sous pression, Plan International Mali proposera également à un enseignant par école établissement auquel est rattaché un EAT de prendre part à toutes les formations. Au total, 76 enseignants prendront part à ces formations.

2.5.1. Formation initiale (pendant les premiers congés d'été) des 38 enseignants des EAT et de 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT à l'enseignement multigrades

Lors d'une formation de trois jours qui aura lieu dans les CAP de Mopti et de Bankass, les 76 enseignants seront formés sur le plan pédagogique à l'enseignement pour des classes à niveau multiple. En effet, les EAT accueilleront notamment des PDI, retournés et rapatriés, ainsi que des apprenants vulnérables ; tous n'auront pas le même niveau scolaire. La présence de 38 enseignants de l'école dont dépend l'EAT permettra une meilleure collaboration entre les enseignants au sein de l'établissement.

2.5.2. Formation initiale des 38 enseignants des EAT et de 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT (VBG, abus, droits de l'enfant, etc.), culture de la paix, plan de contingence et codes de conduite (Cette formation sera donnée aux CGS et aux enseignants en même temps), critères de vulnérabilité

Pendant une semaine (5 jours), les 76 enseignants seront également formés en même temps que les CGS (cf. R2A2-1) sur ces thématiques :

- Les droits de l'enfant, la protection de l'enfance, la prévention et la lutte contre les VBG, les connaissances de base en eau, hygiène et assainissement, la politique de sauvegarde des enfants et des jeunes de Plan International (pendant 2 jours),
- La cohésion sociale et la culture de la paix seront également abordés de manière transversale, dans la lignée du PRH et de la promotion de la paix au Mali afin d'assurer un enseignement non-discriminatoire à tous les enfants des communautés.
- Les plans de préparation aux urgences, plans d'évacuation et de contingence pour assurer la préparation des écoles en cas de catastrophe naturelle et d'attaque.

2.5.3. Organisations de 8 rencontres pédagogiques entre les 38 enseignants des EAT et 38 enseignants de l'établissement dont dépend l'EAT soutenues par 4 conseillers du CAP

Quatre fois par an, les CAP organiseront des rencontres pédagogiques qui permettront 76 enseignants formés par Plan International Mali, de se réunir afin de partager leurs expériences, les bonnes pratiques qu'ils mettent en place et les défis qu'ils rencontrent.

Les officiers de projet de Plan International Mali qui animeront avec les conseillers CAP ces rencontres pédagogiques pourront ainsi procéder au suivi des activités des EAT en recueillant les témoignages collectifs des enseignants des EAT et des enseignants des établissements dont ils dépendent, notamment sur la cohésion sociale au sein des écoles.

2.5.4. Formation continue (pendant deux semaine (10 jours) au cours des congés d'été de la 2nde année) des 38 enseignants des EAT et de 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT

Au cours de l'été 2020, Plan International Mali organisera un atelier de travail de 10 jours avec les 76 enseignants et les conseillers du CAP pour échanger sur les pratiques d'enseignement et renforcer les capacités des enseignants sur les curricula scolaires et la pédagogie positive.

Les besoins seront identifiés par les enseignants eux-mêmes, les conseillers CAP, les CGS, et Plan International Mali en fonction des résultats scolaires des apprenants à l'issue des évaluations trimestrielles. Cette formation sera aussi l'occasion d'aborder les thématiques de protection de l'enfance, cohésion sociale, culture de la paix et préparation aux urgences.

R2A6. Organisation des cours de l'enseignement primaire F1 et F2 dans 38 EAT pour 3,500 apprenants

Chaque EAT accueillera un maximum de 46 élèves par espace ; au total 3,500 apprenants bénéficieront des installations des EAT. En effet, les normes de standards INEE⁴⁸ indiquent qu'il faut fixer une norme localement réaliste pour le nombre maximal d'élèves par classe. La norme ainsi retenue est la taille moyenne des classes dans la région de Mopti, à savoir 46 élèves par classe. Afin de garantir la continuité de l'éducation dans les zones qui bénéficieront des EAT, les cursus scolaires dispensés seront ceux du MEN du Mali. Ainsi les classes de Fondamental 1 dispenseront 25 heures de cours par semaine et les classes de Fondamental 2 dispenseront 26 heures de cours par semaine.

Les cours n'auront pas lieu les mercredi et jeudi après-midi et les samedi matins ; parmi les 34 EAT, 14 seront mis à disposition ces jours-là pour des activités ludiques et psycho-sociales (cf. R4A2-1).

2.6.1. Allocation d'une prime de risque aux 38 enseignants des EAT

Plan International Mali allouera une prime de risque de 15,000XOF (23EUR) par mois pendant la durée du projet. Les enseignants seront ainsi tenus à des feuilles de présence. L'analyse des besoins de Plan International Mali montre en effet que les enseignants des communautés ciblées ne sont pas toujours rémunérés de manière continue. L'aspect humanitaire du projet, la nécessité d'attirer des enseignants qualifiés et motivés dans des zones d'enseignement en tension justifie ainsi que Plan International Mali verse une prime de risque complémentaire directement aux enseignants.

2.6.2. Organisation de 6 évaluations des apprenants des EAT

Les apprenants seront évalués trois fois en cours d'année en novembre, mars et juin. Les enseignants des EAT réaliseront ces évaluations avec une supervision technique des conseillers du CAP. Le projet dotera ainsi les enseignants en matériel pédagogique pour réaliser ces évaluations. Les évaluations en novembre, mars et juin permettront d'alimenter les données de suivi de Plan International Mali sur l'évolution des compétences scolaires des apprenants. Les évaluations de juin serviront ainsi à produire les rapports intermédiaire et final sur l'évolution des compétences de base des apprenants.

2.6.3. Suivi et encadrement des 38 enseignants des EAT par le CAP

⁴⁸ INEE. *Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement*. Norme 3, Standard 4, p.70

Les conseillers pédagogiques réaliseront un jour de suivi par mois au cours des 18 mois d'enseignement (2 années scolaires de 9 mois). Ils rapporteront aux officiers de projet de Plan International Mali afin d'alimenter les indicateurs de suivi du projet.

R2A7. Distribution de kits d'hygiène aux adolescentes âgées de 13 à 15 ans, apprenantes en Fondamental 2

Le taux de rétention des filles entre le Fondamental 2 et l'enseignement secondaire est faible au Mali⁴⁹. En cause, comme révélé dans l'analyse des besoins, les mariages et les grossesses précoces éloignent les filles de l'école. Il s'agit à la fois d'un facteur de déscolarisation et d'une conséquence de la déscolarisation, puisqu'une fois mères, les filles, même adolescentes, ne retournent pas à l'école. Par ailleurs, le tabou sur l'éducation sexuelle, l'hygiène menstruelle et la planification familiale privent les filles d'un accès aux services et informations de santé sexuelle et reproductive. La gestion de l'hygiène menstruelle est un tabou et une source de stigmatisation des filles à partir de la puberté. Les filles manquent alors généralement les jours d'école lorsqu'elles ont leurs règles ou elles sont stigmatisées en classe. Les stratégies pour retenir les filles adolescentes à l'école prévoient d'une part la mise en place de latrines séparées, de points d'eau adaptés, de dispositifs de lavage des mains, et d'autre part des sensibilisations spécifiques à destination des filles sur les droits et la santé sexuelle et reproductive et l'hygiène menstruelle.

2.7.1. Définition des critères de vulnérabilité des filles de F2 des établissements dont dépendent les EAT par les CGS, enseignants, leaders communautaires

En plus des adolescentes apprenantes au sein des EAT, Plan International Mali appuiera les adolescentes des établissements dont dépendent les EAT. Pour les 6 EAT qui dispenseront des cours de Fondamental 2, les CGS qui auront été formés à l'établissement de critère de vulnérabilité objectivables proposeront à Plan International Mali une liste des 10 adolescentes les plus vulnérables par établissement pour chaque année scolaire (120 au total), qui recevront les kits d'hygiène distribués par Plan International Mali.

2.7.2. Distribution de Kits d'hygiène et de kits menstruels à 360 adolescentes âgées de 13 à 15 ans

Les adolescentes PDI, retournées et rapatriées, et les adolescentes résidentes vulnérables cumulent la vulnérabilité socio-économique et sanitaire de leurs familles avec la vulnérabilité de genre qu'elles rencontrent à la puberté. Ces facteurs cumulés augmentent les risques de déscolarisation des filles.

Plan International Mali distribuera des kits d'hygiène et d'hygiène menstruelle aux 120 filles de la classe Fondamental 2 qui étudient en EAT et aux 60 filles vulnérables des écoles classiques identifiées par les CGS, soit 180 adolescentes ciblées par rentrée scolaire. Ce kit, distribué annuellement, comprendra : une bouilloire en plastique, un bidon d'eau de javel, 4 lots de serviettes hygiéniques (un lot pour trois mois), un bidon de désinfectant, un carton de savon.

2.7.3. Application de module de sensibilisation et divulgation de boîte à image par les associations de mères et de grand-mères dans 38 EAT et établissements dont ils dépendent

Plan International Mali fera intervenir les associations des mères et des grand-mères d'élèves qui interviendront une fois par mois dans les établissements auxquels s'adossent les EAT. Ils sensibiliseront une fois par mois les adolescent-e-s à la santé et aux droits sexuels et reproductifs des établissements. Parmi les ateliers de sensibilisation, les associations intervenantes sensibiliseront les filles à l'utilisation des kits d'hygiène.

Ces activités seront complémentaires à la sensibilisation à la violence sexiste dans le contexte des activités de protection menées dans les EAE (cf. R4A2).

2.7.4. Promotion de l'abandon des mariages et grossesses précoces à travers la diffusion des messages dans les radios communautaires de la zone d'intervention

L'analyse des besoins menée par Plan International Mali indique que les grossesses précoces et les mariages précoces sont le facteur principal qui retient les filles hors de l'école lorsque les écoles

⁴⁹ À Mopti, les filles constituent seulement 39% dans le secondaire, alors qu'elles représentaient 49% des effectifs en Fondamental 2. Source : Rapport de rentrée scolaire 2017-2018.

sont fonctionnelles. En effet, la théorie globale du changement de Plan International, confirmée par les analyses qualitatives menées dans la région⁵⁰, identifie les normes sociales⁵¹ délétères vis-à-vis de l'autonomie des filles comme un des facteurs principaux du mariage précoce. Plan International Mali mènera une campagne de sensibilisation dans les écoles abritant les EAT pour les classes Fondamental 2 :

- Dans un premier temps, trois spots radio seront développés pour promouvoir l'éducation des filles et l'abandon des mariages précoces. Selon le mapping préliminaire, ce sont 31,024 bénéficiaires potentiels qui entendront ces spots radios (13908 garçons, 12,224 filles, 5,226 hommes de leur famille et 5,226 femmes de leur famille) ;
- Mensuellement, ces sujets seront également abordés au cours de causeries éducatives dans les écoles, qui seront conduites par les Mécanismes Communautaires de Protection de l'Enfance (MCPE) (qui sont dotés par Plan International Mali pour animer des activités communautaires de protection, cf. R4A1-3) et les CGS, au cours desquels les leaders communautaires seront également conviés, et appuyés par Plan International Mali.

4.3.2.2 Rapport final

- [FIN] Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 1780 filles et 1720 garçons (PDI,) âgés de 7 à 15 ans, scolarisés dans des écoles en sureffectif ou non-scolarisés ou déscolarisés
 - 750 filles et 750 garçons résidents vulnérables, âgés de 7 à 15 ans, scolarisés dans des écoles en sureffectif, dont les EAT dépendent ou non-scolarisés ou déscolarisés
 - 186 partenaires clés sensibilisés
 - 55 enseignants et directeurs d'écoles formés
 - 124 membres des CGS formés, dont 62 hommes et 62 femmes
- [FIN] Indicateurs pour ce résultat :
 - 38 d'écoles ou bâtiments éducatifs temporaires (EAT) et écoles formelles (30/70%) mis en place ou rénovés et équipés pour répondre aux standards
 - 1650 garçons et 1850 filles ayant accès à des opportunités éducatives sûres et de qualité dans les écoles formelles (30%) et les EAT (70%) (éducation formelle)
 - 38 d'enseignants et autres personnels éducatifs (16 directeurs d'école) formés pour créer un environnement éducatif encourageant et qui promeut le bien-être psychosocial des élèves
 - 1850 filles et 1650 garçons ayant reçu des kits scolaires et des kits de protection adaptés et sensibles au genre dans les écoles et EAT
 - Taux de réussite aux tests de fin d'année dans les écoles et EAT
- [FIN] Activités associées au résultat

R2A1. Identification des enfants non-scolarisés et à risque d'être déscolarisés via une mobilisation communautaire

⁵⁰ Cf. Notamment Child Frontier, 2016. *Mariage d'enfants au Mali : une étude qualitative de quatre communautés à Kita et Barouéli*

⁵¹ Les normes sociales peuvent être définies comme des règles de comportement auxquelles les membres d'un groupe adhèrent parce qu'ils croient que la majorité du groupe agit conformément à la règle et que la plupart des autres membres du groupe estiment qu'eux aussi doivent se comporter en conséquence. Cf. notamment : Alexander-Scott, M. Bell, E. and Holden, J. (2016) *DFID Guidance Note: Shifting Social Norms to Tackle Violence Against Women and Girls (VAWG)*.

2.1.1. Organisation d'un atelier de travail visant à définir les critères de mise en place des EAT auprès de 88 partenaires-clés du système éducatif

L'atelier d'immersion communale a servi de cadre pour le partage et la validation des critères de mise en place des EAT auprès de 81 partenaires clés du système éducatifs. En complément de cet exercice, la rencontre a servi de cadre pour informer les communautés sur le projet, ses priorités, ses critères de choix des sites EAT et ses critères de sélection permettant aux enfants d'accéder aux services éducatifs en fonction de leurs besoins, de l'équité et de l'inclusion.

Les participations à cet atelier émanaient des leaders communautaires et religieux y compris des femmes, des directeurs d'écoles, les maries, les CAP.

2.1.2. Sensibilisation des communautés à l'accueil et à l'intégration de 3,500 enfants PDI, retournés et rapatriés, et vulnérables, via des messages radios et dialogues

Les activités de sensibilisation ont été menées dans chacune des communautés/écoles ciblées pour l'implantation des EAT et cela à travers des rencontres/assises communautaires pour une prise de contact direct. Les messages radios viendront en complément à ces dialogues communautaires en vue d'une implication effective de toutes les communautés ciblées et plus particulièrement celle de la commune de Diallassagou, dont l'accès et la réalisation des dialogues communautaires n'ont pu être tenus pour des raisons sécuritaire. Le processus de contractualisation avec une radio locale est en cours pour la diffusion des messages de sensibilisation dans la localité mais aussi dans toutes les zones d'intervention en renforcement aux précédentes activités de sensibilisation. Au total 1328 personnes dont 663 femmes ont pris part aux séances d'information et de sensibilisation dans les 16 localités d'intervention.

R2A2. Gestion des 38 espaces d'apprentissage temporaire (EAT) à base communautaire

2.2.1. Formation des 152 membres des CGS en charge des EAT en budget et plan d'action, protection de l'enfance et VBG, code de conduite, culture de la paix, plan de contingence et critères de vulnérabilité (5 jours)

Les 17 CGC composés de 68 membres ont tous été formés sur les thématiques d'élaboration et la gestion du budget, du plan d'action, sur la protection de l'enfance, des VBG, les codes de conduite et la culture de la paix, le plan de contingence et les critères de vulnérabilité. L'activité a été réalisée avec l'appui des agents du CAP afin de bénéficier de leur expertise sur les différentes thématiques. La thématique de la protection de l'enfance a été animée par les officier éducation du projet. A l'issue de cette activité, chaque comité de gestion s'est doté d'un plan d'action pour la bonne marche des activités SSA/P, mais aussi pour l'accompagnement de leur communauté pour une meilleure gestion de la crise et une synergie d'action avec les MCPE.

A travers les plans d'actions, les CGS ont référés certains PDI dans les centres SSAP, ont assuré la mobilisation communautaire a les enseignants EAT et directeurs d'écoles dans la poursuite des activités pédagogiques et suivis des apprenants EAT

2.2.2. Formation des 152 membres des CGS sur l'installation des EAT conformément aux critères INEE et MEN

Cette activité a été réalisée lors de petites sessions d'orientation au sein de chaque CGC dans leur communauté respective avec l'accompagnement du CAP et des mairies. Cette stratégie nous a permis d'atteindre d'autres acteurs clés du système éducatif tel que des directeurs d'école, les chargés d'éducation des mairies. Au total 17 sessions d'orientation ont permis d'atteindre les objectifs liés à cette activité à l'endroit des 68 membres des CGC.

2.2.3. Organisation des missions d'installation des EAT conformément aux normes INEE et MEN

Les missions composées de CAP, de la mairie et les officiers éducation ont procédé aux installations des EAT en présence des comités de gestions. L'effectivité des équipements, des matériels pédagogiques et des supports didactiques a été constaté par les missionnaires. Les apprenants pour la plupart des PDI étaient aussi présents. Les infrastructures scolaires ont été visités.

2.2.4. Mise en place et suivi des plans d'action et des codes de conduite des CGS (missions en milieu rural)

Tous les CGS ont travaillé avec un plan d'action établi lors de la formation initiale et ces plans ont été mise à jour pour mettre en relief des changements constatés à cause de l'insécurité.

2.2.5. Soutien au développement de synergies avec les MCPE

Les activités de suivi et supervision ont permis aux membres de MCPE et de CGC de mutualiser des efforts. 15 enfants PDI ont été intégré dans les centres SSA/P grâce aux efforts entrepris des MCPE.

R2A3. Construction et équipement de 38 EAT avec latrines accessibles et sensibles au genre conformément aux normes INEE et MEN

2.3.1. Construction et aménagement des 38 EAT en conformité avec les normes INEE et du MEN

La construction des EAT dans les 17 établissements ont permis d'atteindre les objectifs du projet. Les 38 EAT qui ont bénéficié des constructions et/ou de réhabilitation et celles-ci sont ouvertes au cours.

2.3.2. Construction et aménagement de 76 latrines dans les EAT

La construction et aménagement des 76 latrines pour les 38 EAT sont effectives. Les réceptions techniques et provisoires ont été réalisées au même moment que les EAT.

2.3.3. Installation de 7 points d'eau et mise en place de 38 dispositifs de lavage de mains

Les 7 forages positifs ont été réalisés et des 38 dispositifs de lavage de mains des 38 EAT octroyés au bénéficiaire sur implication des CGS

2.3.4. Distribution mensuelle de petits équipements d'hygiène et d'entretien à 38 EAT

Les équipements d'hygiène et d'entretien ont été distribué de façon mensuelle. Les petits matériels et consommables, notamment en savon, javel, désinfectant et en eau, seront renouvelés tous les mois.

2.3.5. Equipement de 38 salles de classes EAT (privilégiant du matériel local)

Les salles de classes des 38 EAT ont été équipés. Ces équipements concernent les tables bancs, les bureaux des enseignants etc. la responsabilisation quant aux entretiens de ces équipements ont été confiés au CGS.

2.3.6. Distribution de matériels pédagogiques à 38 enseignants des EAT et 15 enseignants des établissements dont les EAT dépendent (privilégiant du matériel local)

Les distributions ont été réalisées en présence des membres de CGS, le CAP et les directeurs d'écoles pour une meilleure coordination des actions. Ces matériels concernent les registres d'activités, les livres ; des cahiers et les matériels géométriques

R2A4. Dotation de 3,500 élèves des EAT et 1,500 élèves vulnérables

2.4.1. Définition des critères de vulnérabilité des enfants de l'établissement par les CGS, enseignants, leaders communautaires

Les 124 membres des CGC ont été impliqué et orienté sur les critères de vulnérabilité des enfants pour des fins d'établissement des listes des enfants des EAT.

2.4.2. Paiement des frais de scolarité de 3500 apprenants des EAT et 1500 apprenants vulnérables identifiés par les CGS

Les directeurs d'écoles sur implication des membres de CGS ont reçu les paiements des frais de scolarité des apprenants EAT. 2000 apprenants au Cap de Bankass et 3000 apprenants à Mopti sont les bénéficiaires directs de cet accompagnement de la part du projet. Le paiement a été fait par dépôt direct dans les comptes orange money des Bénéficiaires .

2.4.3. Distribution des kits scolaires à 3500 apprenants des EAT et 1500 apprenants vulnérables identifiés par les CGS (privilégiant du matériel local)

Les distributions des kits et supports didactiques ont été réalisées au même moment que celle des enseignants en début d'année. Chaque apprenant a reçu de la part du projet un kit complet scolaires composés de cahiers, de sac, des matériels géométriques, les bics des craies, des crayons de couleurs et simples

R2A5. Sélection et formation de 38 enseignants des EAT et 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT

2.5.1. Formation initiale (pendant les premiers congés d'été) des 38 enseignants des EAT et de 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT à l'enseignement multigrades

Cette activité a été réorientée vers une mise à jour et un renforcement des compétences des 38 enseignants et des 16 directeurs sur la pédagogie positive au démarrage des activités. Cette évolution a été nécessaire pour des difficultés relatives à la conformité de l'enseignement multigrade avec les normes du Mali selon lesquelles, chaque sureffectif d'une classe constitue une EAT à part entière. Ainsi l'approche préconisée qui priorisait la mise dans un seul espace d'enfant de différent niveaux/classe n'était pas réalisable.

2.5.2. Formation initiale des 38 enseignants des EAT et de 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT (VBG, abus, droits de l'enfant, etc.), culture de la paix, plan de contingence et codes de conduite (Cette formation sera donnée aux CGS et aux enseignants en même temps), critères de vulnérabilité

Les compétences de 38 enseignants et de 124 membres des CGC ont été renforcés en matière de protection de l'enfance, des VBG, les codes de conduite et la culture de la paix, le plan de contingence et les critères de vulnérabilité à travers des sessions de 5 jours. L'activité a été réalisée avec l'appui des conseillers du CAP ayant l'expertise sur les différentes thématiques. La thématique de protection de l'enfance a été animée par les officer éducation du projet qui sont également des points focaux protection et sauvegarde sous les consignes du responsable protection et sauvegarde de plan International.

2.5.3. Organisations de 8 rencontres pédagogiques entre les 38 enseignants des EAT et 38 enseignants de l'établissement dont dépend l'EAT soutenues par 4 conseillers du CAP

Les rencontres pédagogiques, regroupant les directeurs d'écoles, les enseignants en charge des EAT et les conseillers pédagogiques élargie aux Officers éducation du projet ont été des activités réalisées au nombre de 6. Les constats lors de ces rencontres ont fait ressortir la nécessité que certains enseignants EAT avaient le besoin de changer de zone suite au conflit qui lie les différentes communautés ethniques. Le surpeuplement des écoles EAT par des PDI ont été des difficultés résolus au cours de ces différentes rencontres. La responsabilité a été donnée au CGS de trouver des alternatives au problème. D'autres constructions en hangar initié et financé par la communauté ont été faites dans ce sens pour couvrir le besoin des élèves PDI à l'exemple de Ogotena...

Les rencontres ont permis aussi de réaffecter d'autres enseignants dans les écoles affectées par les crises. Les suivis et les supervisions des formations ont été appuyées par les CAP pour les nouveaux enseignants.

2.5.4. Formation continue (pendant deux semaine (10 jours) au cours des congés d'été de la 2nde année) des 38 enseignants des EAT et de 38 enseignants des établissements dont dépendent les EAT

Les formations des enseignants EAT et directeurs d'écoles ont été très bénéfiques pour les nouveaux surtout sur les thématiques du curricula et la pédagogie positive. Ce renforcement des capacités a été mis à profit pour des orientations plus pratiques sur des problèmes que certains enseignants ont constaté lors des cours

R2A6. Organisation des cours de l'enseignement primaire F1 et F2 dans 38 EAT pour 3,500 apprenants

2.6.1. Allocation d'une prime de risque aux 38 enseignants des EAT

Chaque enseignant EAT a reçu une motivation mensuelle de 20 000 f (vingt mille francs) à partir de l'année académique 2020-2021. Cette motivation couvrira les besoins en achats des piles, des forfaits téléphoniques et autres besoin d'EAT

2.6.2. Organisation de 6 évaluations des apprenants des EAT

Trois évaluations ont été faites en début d'année pour connaître le niveau des apprenants, une évaluation intermédiaire pour constater les avancées et une évaluation finale pour l'année académique 2020-2021. Des notes de ces évaluations et l'intégration de ces apprenants dans les systèmes classiques sont au niveau des structures éducatives.

2.6.3. Suivi et encadrement des 38 enseignants des EAT par le CAP

Le suivi et supervisions formative avaient pour but de corriger les lacunes des enseignants EAT. Les suivis étaient mensuels et réguliers. Les directeurs d'écoles appuyés par les conseillers CAP et les Officers éducations font des suivis en cascades dans les établissements dont dépendent les EAT

R2A7. Distribution de kits d'hygiène aux adolescentes âgées de 13 à 15 ans, apprenantes en Fondamental 2

2.7.1. Définition des critères de vulnérabilité des filles de F2 des établissements dont dépendent les EAT par les CGS, enseignants, leaders communautaires.

Les EAT sont exclusivement dans les fondamental 1. Les adolescentes de la 5 et 6eme année et les filles vulnérables ainsi que des PDI ont été sélectionnées par les groupes de mères et de grands-mères établies dans les CGS qui ont été formées à l'établissement des critères de vulnérabilité. Au total 310 adolescentes ont été sélectionnées par les groupes de mères et grands-mères.

2.7.2. Distribution de Kits d'hygiène et de kits menstruels à 360 adolescentes âgées de 13 à 15 ans

La distribution de kit a été faite en présence de conseillère au CAP chargé de la scolarisation des filles et des officiers éducation dans les écoles dont dépendent les EAT. La conseillère a pu donner des conseils pratiques quant à la bonne utilisation de ces kits. Au total 310 ont reçu des kits composés de : un bidon d'eau de javel, du savon, des serviettes et cotons hygiéniques, de la bouilloire en plastique.

2.7.2. Application de module de sensibilisation et divulgation de boîte à image par les associations de mères et de grand-mères dans 38 EAT et établissements dont ils dépendent

Les boîtes à images conçues à cet effet ont fait l'objet d'une orientation aux groupes de mères et de grands-mères. Des sensibilisations mensuelles ont été organisées au sein de groupes scolaires dont dépendent les EAT. Une nécessité observée d'organiser des sensibilisations communautaires était pressentie en vue de donner un nouveau souffle dans la dynamique communautaire concernant vulgarisation des droits des enfants et les mariages précoces.

Au niveau communautaire à Mopti comme à Bankass, les sensibilisations en cascade ont été promues. Les cibles généralement des femmes et des personnes âgées ont participé à ces séances. Au niveau scolaire, c'est les adolescentes des établissements scolaires dont dépendent les EAT qui ont le plus participé. 102 séances ont été organisées dans les EAT aussi bien à Bankass qu'à Mopti. Les thématiques sur l'hygiène menstruelle, les mariages précoces et grossesses précoces ainsi que les IST, l'importance de l'éducation pour une fille et les thématiques connexes ont été abordées au cours de ces séances.

2.7.4. Promotion de l'abandon des mariages et grossesses précoces à travers la diffusion des messages dans les radios communautaires de la zone d'intervention

Les radios communautaires, véritables sources d'information de la communauté ; ont été contracté par le projet en vue de diffuser les messages sur la promotion de l'abandon des mariages et grossesses précoces. Des spots enregistrés dans les différentes langues (Bamanan, Dogon, peulh et en français) de la localité pour une large diffusion. Outre ses messages, il eut des messages sur l'importance de l'éducation des filles, les mesures barrières à COVID 19 et l'éducation inclusive dans les EAT ont été diffusé à travers les Radios SENO de Bankass, couvrant les 14 communes de cercles de Bankass, Koro et Bandiagara et la Radio Saghan de Mopti couvrant la quasi-totalité du cercle. Plus de 453 179 auditeurs enregistrés au cours de ces émissions. Au total 270 émission diffusée à Bankass et Mopti pour les sensibilisations sur les thématiques.

4.3.2.3 Résultat 3: 1,738 filles et 1,794 garçons âgés de 7 à 11 ans suivent une éducation de qualité à distance à Mopti et Bankass grâce à un mécanisme innovant de radios et clés USB éducatives

4.3.2.3.1 Au stade de la proposition

- Secteur: Education en situation d'urgence
- Sous-secteur associé: Education non-formelle ; environnement d'apprentissage sécurisé et accessible ; renforcement de capacités
- Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 1,738 filles et 1,794 garçons âgés de 7 à 11 ans
 - 71 mobilisateurs communautaires formés à l'encadrement éducatif
- Indicateurs pour ce résultat:
 - Nombre de garçons et de filles ayant accès à des opportunités éducatives sûres et de qualité (éducation informelle)
 - Nombre de filles et de garçons ayant reçu des kits scolaires

- Nombre de filles et de garçons démontrant une amélioration des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul

- Activités associées au résultat

Le *mapping* préliminaire transmis par les CAP et validé par l'analyse des besoins a mis en évidence la fermeture de 16 écoles de 16 villages des communes de Bankass, Dialassagou et Socoura, en raison d'attaques, d'agression ou de menace vis-à-vis du personnel enseignant, ou d'intimidation. Plan International Mali proposera la mise en place d'un enseignement alternatif informel via une distribution de radios et de clés USB éducatives dans 10 villages.

R3A1. Mise en place d'un pilote pour l'apprentissage à distance de 3,532 apprenants via la distribution de radios et des clés USB éducatives dans 10 villages

Ce projet pilote fournira des enregistrements éducatifs sur clés USB, des radios pour les écouter et les manuels scolaires appropriés pour guider l'apprentissage⁵². Cette méthodologie a été initialement développée par USAID pour renforcer l'apprentissage dans les zones du Mali où la qualité de l'enseignement présentait des lacunes. Cependant, le dispositif avait jusqu'ici été utilisé dans un contexte relativement stable de développement, en présence d'enseignants encadrants. Dans le contexte de crise humanitaire du centre du Mali, le dispositif sera mis à l'essai dans un petit nombre de villages où toutes les autres possibilités d'éducation sont actuellement rendues impossible par les groupes djihadistes.

3.1.1. Evaluation et adaptation des matériels pédagogiques et didactiques : programmes audio, support pédagogique, traduction des modules

Plan International Mali mettra en place deux types de supports pédagogiques innovants : un support didactique radio pour les enfants déscolarisés, en collaboration avec l'ONG RARE, et un support pédagogique radio pour des mobilisateurs communautaires formés par Plan International Mali qui joueront un rôle d'encadreurs éducatifs, en collaboration avec l'ONG EDC.

Matériel didactique pour enfants déscolarisés : Depuis 2017, l'ONG Réseau d'Acteurs pour le Renouveau de l'Education (RARE) met en place des dispositifs didactiques d'apprentissage par la radio. Il s'agit d'enregistrement de curricula scolaires bilingues : 100 émissions de 30 minutes en bambara pour la 1^{ère} année de primaire, puis 120 émissions de 30 minutes chacune en français, pour les 2^e, 3^e et 4^e années scolaires (sur les cinq années que représente le Fondamental 1). Plan International Mali travaillera avec l'ONG RARE et la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental (DNEF) du MEN :

- Les matériels didactiques développés par l'ONG RARE seront révisés et remis à jour en fonction non seulement des besoins, mais également des retours d'expérience de leurs projets précédents.
- Plan International Mali et RARE travailleront également conjointement pour réaliser les 100 émissions qui couvrent la 1^{ère} année scolaire en Dôgôsô et en Fulfuldé, les langues parlées respectivement par les Peulhs et les Dogons, présents dans la zone d'intervention. Il s'agira donc de traduire les curricula en Dôgôsô et en Fulfuldé, puis d'enregistrer les 100 émissions de 30 minutes. Les traductions, supervisées par RARE et Plan International Mali, seront réalisées par des prestataires de traduction sélectionnés par appel d'offre, et révisées par la DNEF et la Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée (DNAFLA).
- L'ensemble des contenus éducatifs pour les 4 années scolaires sera stocké sur une clé USB de 8Go, qui pourra être diffusée au sein des foyers grâce à un poste radio disposant d'un port USB.

Matériel pédagogique pour mobilisateurs communautaires : Depuis 2004, l'ONG *Education Development Center* développe également des programmes pédagogiques de formation des enseignants à distance auprès de la DNEF et des CAP. Plan International Mali collaborera de la même manière avec EDC et la DNEF afin de procéder à la distribution de supports pédagogiques

⁵² La distribution de tablettes pour un apprentissage numérique plus interactif a été écartée, en raison de la situation sécuritaire qui aurait mis les familles à risque de braquage.

via des clés USB et des radios auprès de mobilisateurs communautaires pour qu'ils se forment à distance et en continu aux techniques pédagogiques.

3.1.2. Sensibilisation des familles et des communautés sur le système d'éducation à distance et l'importance de la scolarisation par les leaders communautaires et traditionnels

En début de projet, les officiers de projet de Plan International Mali (un officier de projet par commune) se rendront dans 10 villages ciblés⁵³ afin de nouer contact avec deux leaders communautaires et un leader religieux par village. Ils sensibiliseront dans un premier temps les leaders à l'importance de la couverture éducative pour tous les enfants et les risques liés à la déscolarisation massives liés à la fermeture des écoles.

Dans les sites où ils auront rencontré l'adhésion des leaders communautaires et religieux, et où l'analyse sécuritaire permettra d'opérer, les officiers de projet reviendront dans les communautés pour encadrer des dialogues communautaires, menés par les leaders communautaires et religieux. En effet, il est essentiel d'assurer l'adhésion des leaders religieux et des communautés ; il s'agit du prérequis pour enclencher une réponse éducative informelle et alternative dans les villages où les écoles sont fermées en raison de menaces djihadistes, afin de garantir la sécurité des communautés et de ne pas en faire des cibles d'attaques futures. Plan International Mali sera en contact permanent avec les leaders communautaires et des analyses sécuritaires régulières permettront de suivre la situation dans les zones.

Lors du dialogue communautaire, l'officier de projet de Plan International Mali présentera les aspects généraux du projet : l'identification communautaires des apprenants déscolarisés afin d'ajuster le ciblage des bénéficiaires (à savoir le nombre d'enfants en âge d'aller au Fondamental 1), le dispositif d'éducation à distance, le fonctionnement des clés USB et des radios.

3.1.3. Identification des enfants non-scolarisés et déscolarisés avec l'appui de 30 leaders communautaires et traditionnels

Le ciblage des bénéficiaires sera réalisé dans les communautés par les leaders communautaires avec l'appui des leaders religieux et de Plan International Mali afin d'assurer une identification équitable des élèves.

Pendant cinq jours, les leaders procéderont à l'identification des enfants déscolarisés en âge d'aller au Fondamental 1 (âgés de 7 à 11 ans). L'adhésion au projet se fera avec le consentement des tuteurs des enfants et l'assentiment des enfants. Les leaders communautaires seront invités à renseigner le niveau éducatif des enfants, c'est-à-dire la classe dans laquelle ils devraient étudier en fonction de leur âge et de la dernière classe fréquentée, en comptant le nombre de cibles par famille.

Le spécialiste éducation de Plan International Mali, les CAP et les ONG impliquées veilleront à ce que les apprenants reçoivent des matériels didactiques adaptés à leur niveau scolaire mais aussi à la durée de leur déscolarisation ; il sera ainsi préférable de distribuer à un apprenant en âge d'aller en 3^e année scolaire un matériel adapté à la 2^e année scolaire s'il est déscolarisé depuis plusieurs mois, afin de ne pas le décourager dans son apprentissage.

Ainsi Plan International Mali pourra distribuer un kit clé USB – radio (ainsi que les manuels scolaires appropriés) à une famille, qui bénéficiera à tous les enfants âgés de 7 à 11 ans dans la famille. La stratégie est ainsi de stimuler l'apprentissage à distance au sein des foyers en dotant plusieurs enfants d'une même famille d'un kit clé USB – radio.

3.1.4. Distribution des radios, clés USB et matériel didactique adapté à 3,532 apprenants

Cette approche d'enseignement alternatif par clés USB et matériel didactique adapté ciblera les communautés les plus instables de la zone d'intervention du projet, là où tout autre forme d'enseignement est rendue impossible par la présence de groupe armés ou djihadistes.

	Effectif moyen par école
--	--------------------------

⁵³ 1 village de la commune de Bankass, 2 villages de la commune de Dialassagou et 7 villages de la commune de Socoura.

Commune	Garçons	Filles	Total
Bankass	77	80	157
Diallassagou	110	107	217
Socoura	262	253	515

Le cluster éducation a transmis un *mapping* des effectifs par école dans les cercles de Mopti et de Bankass, ce qui permet d'établir la moyenne du nombre d'apprenants par école pour chaque commune. En s'appuyant sur les effectifs moyens, un total de 3,532 apprenants déscolarisés en raison de l'insécurité seront atteints via ce mécanisme, dont 1,738 filles et 1,794 garçons.

L'identification effectuée par les leaders communautaires validera ces cibles, et renseignera les besoins en manuels correspondant aux niveaux scolaires des élèves.

Plan International Mali distribuera donc 3,532 kits didactiques papier, à savoir les manuels scolaires adaptés aux émissions radiophoniques, sur la base de la révision effectuée avec la DNEF et RARE, ainsi que des stylos et cahiers. En estimant un ratio de deux kits USB – radio pour trois enfants, Plan International Mali distribuera 2,355 kits USB – radio qui bénéficieront à 3,532 enfants déscolarisés.

R3A2. Encadrement des apprenants par 71 les mobilisateurs communautaires

Plan International Mali formera et soutiendra 71 mobilisateurs communautaires qui encadreront les apprenants et qui appuieront les familles à l'utilisation des kits USB et des kits didactiques. Cet accompagnement est essentiel pour assurer un enseignement alternatif informel de qualité.

3.2.1. Identification des mobilisateurs communautaires avec l'appui des leaders traditionnels

Dans les villages ciblés, Plan International Mali s'appuiera sur des mobilisateurs communautaires qui seront identifiés par les leaders, et sélectionnés par Plan International Mali selon des critères d'expérience en formation ou en éducation, et de maîtrise de la lecture, de l'écriture, des mathématiques et des sciences. Ces mobilisateurs seront chargés d'encadrer, de suivre et de répondre aux problèmes posés par les familles et les enfants. Un mobilisateur encadrera les activités éducatives de 50 apprenants.

L'implication des leaders communautaires dans l'identification des mobilisateurs est essentielle pour assurer l'acceptation du projet et de leur intervention par l'ensemble de la communauté.⁵⁴

3.2.2. Formation de 71 mobilisateurs communautaires sur la méthodologie proposée avec l'appui des leaders traditionnels, à l'identification et au suivi et *troubleshooting*

Au total, 71 mobilisateurs communautaires seront sélectionnés par Plan International Mali sur proposition des leaders communautaires. Ils seront formés par des conseillers pédagogiques du CAP aux outils pédagogiques. Les bonnes pratiques mises en exergue par le projet, ainsi que les résultats de l'évaluation seront partagés au niveau de la DNEF. La formation de 10 jours portera sur l'évaluation des niveaux scolaires des apprenants, la méthodologie proposée et les notions de pédagogie. Les mobilisateurs communautaires seront également formés par Plan International Mali à l'utilisation des kits USB – radio; la protection de l'enfance et la politique de sauvegarde des enfants de Plan International.

Les formations dureront 10 jours. Elles auront lieu à Bankass et à Socoura. A Socoura, les 49 mobilisateurs qui viendront des villages de la commune seront formés en deux sessions, afin d'assurer un apprentissage de qualité à 24 et 25 mobilisateurs à la fois. Les 22 mobilisateurs communautaires qui viendront des communes de Bankass et Diallassagou seront quant à eux formés à Bankass en une session de 10 jours.

3.2.3. Distribution à 71 mobilisateurs communautaires de matériels pédagogiques

71 kits pédagogiques informels seront distribués aux 71 mobilisateurs communautaires. Ce matériel sera utilisé comme une ressource pédagogique pour les mobilisateurs qui pourront ainsi se former à distance aux techniques pédagogiques du français, des mathématiques et d'autres méthodes actives.

⁵⁴ Cf. *Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement*. Norme 3 relative à l'analyse : Suivi, Standard 2, p.47.

Les officiers de projet de Plan International Mali basés à Bankass, Dialassagou et Socoura, avec l'appui de conseillers pédagogiques du CAP, appuieront à distance les mobilisateurs communautaires et réaliseront des missions de supervision en fonction des besoins exprimés par les mobilisateurs.

3.2.4. Motivation des 71 mobilisateurs communautaires (forfaits téléphoniques, déplacements)

Afin d'assurer une communication efficace avec les officier de projet de Plan International Mali et les CAP, les mobilisateurs communautaires recevront 2,500XOF/jour (3.80EUR) afin de couvrir leurs frais de communications téléphoniques et leurs déplacements au sein des communautés.

L'encadrement de Plan International Mali portera sur un accompagnement des mobilisateurs communautaires auprès des apprenants à raison de 2 jours par semaine pendant 9 mois.

R3A3. Evaluation du pilote pour un éventuel passage à l'échelle

La distribution de radios équipées de clés USB au contenu éducatif n'est pas une initiative nouvelle. Ce type d'approche a déjà été utilisée pour compléter un enseignement formel de qualité insuffisante. En revanche, c'est la première fois qu'elle est utilisée à des fins d'éducation dans un contexte d'urgence humanitaire, pour des enfants sans aucune autre alternative scolaire et sans encadrement par un personnel enseignant.

Si cette approche a fait l'objet de réflexions et consultations avec la DNEF, les ONG partenaires et les CAP, et ont amené au développement d'activités de mitigation telles que les sensibilisations des familles et l'implication des mobilisateurs communautaires, la pertinence de l'approche dans ce contexte reste à évaluer. Aussi le projet propose-t-il d'associer une évaluation rigoureuse de la mise en œuvre de ce pilote visant 10 villages. Ce projet sera donc une opportunité unique d'évaluer l'impact de l'utilisation de ce type de radios éducatives en situation d'urgence sur les compétences de base des apprenants ne bénéficiant d'aucune autre forme d'enseignement structuré.

Le spécialiste en éducation d'urgence de Plan International mettra en place un canevas d'évaluation, avec l'appui (pour la méthode) de l'officier MEAL de Plan International Mali et de Plan International Belgique, ainsi que des enseignants et conseillers CAP (pour le contenu). L'équipe développera des tests de compétence des élèves, afin d'évaluer les compétences acquises par les apprenants en fonction de leur âge et de leur niveau. Les tests seront adaptés à partir des kits d'éducation existants de l'UNICEF (présentant les savoirs essentiels en lecture, mathématique, français, etc.) sur la base des compétences des élèves attendues en fin de premier cycle du fondamental au Mali⁵⁵. Ils incluront aussi une partie liée à la protection des enfants pour évaluer le sentiment des enfants vis-à-vis de cette initiative et l'amélioration potentielle de leur état d'esprit/quotidien. Notamment, l'évaluation cherchera à comprendre les aspects suivants de la méthodologie mise en place :

- L'acquisition des compétences fondamentales : les apprenants ont-ils acquis des compétences en alphabétisation fonctionnelle, en calcul, compétences de la vie courante (attitudes et pratiques essentielles nécessaires aux apprenants pour qu'ils puissent vivre dans la dignité et participer activement à la vie de leur communauté) ?⁵⁶
- L'environnement scolaire informel à domicile permet-il l'acquisition des compétences : les apprenants suivent-ils les cours régulièrement au cours des neuf mois de mise en œuvre du projet ?
- Les effets varient-ils selon le nombre d'apprenants pour un kit USB – radio ? Le nombre d'enfants par kit est-il un frein à l'assimilation des compétences fondamentales, ou un facteur d'émulation ?

⁵⁵ Qualité de l'enseignement fondamental au Mali : *quels enseignements ?*, Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, 2011/2012

⁵⁶ Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement. Norme 1 relative à l'enseignement et à l'apprentissage : Programmes scolaires, Standard 4, p.79.

Les questions et indicateurs d'impact seront affinés par des experts en éducation maliens et belges, notamment à travers le réseau Educaid.be dont Plan International Belgique est un membre actif.

Dans un premier temps, les tests de compétence seront administrés, par les mobilisateurs communautaires, avant la distribution des clés USB - radios éducatives, afin d'alimenter les données de baseline, puis chaque trois mois afin d'évaluer les progrès des élèves.

Ces tests auront une triple finalité :

- S'assurer de la discipline des enfants dans le suivi des « cours » et suivre la progression individuelle de chaque élève. Le suivi utilisera des méthodes quantitatives et qualitatives et couvrira aussi bien le développement des capacités en lecture / écriture et calcul, que la connaissance et l'application des compétences de la vie courante.
- Trouver des solutions de mitigation en cas de difficultés rencontrées par les élèves (augmenter la fréquence de visites des mobilisateurs, encourager les paires d'élèves pour créer une saine émulation, etc.) et
- Evaluer l'impact de cette approche sur les élèves en vue d'une potentielle mise à l'échelle.

L'administration des tests respectera les standard INEE. Les résultats d'évaluation seront transmis aux apprenants et discutés avec eux et, quand il s'agit d'enfants, avec leurs parents⁵⁷. Une attention particulière sera donnée à administrer des tests scolaires adaptés aux niveaux scolaires des enfants, afin de ne pas les décourager dans leur apprentissage.

Pilotée sur 10 villages, cette initiative pourrait faire l'objet d'un passage à l'échelle sur d'autres financements si les résultats de l'évaluation sont concluants au regard des critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et d'impact. Les mobilisateurs communautaires rempliront des fiches de suivi individuelles des 50 apprenants qu'ils encadrent, en renseignant les notes obtenues lors de chaque test. Ces informations seront saisies et analysées par Plan International. La diffusion des résultats permettra d'informer la communauté des praticiens de l'éducation en situation d'urgence, à travers le réseau INEE et les réseaux de Plan International.

4.3.2.3.2 Rapport final

- [FIN] Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 4300 filles et 4138 garçons âgés de 7 à 11 ans
 - 75 enseignants et 2 animateurs en remplacement des mobilisateurs communautaires formés à l'encadrement éducatif
- [FIN] Indicateurs pour ce résultat :
 - 4138 de garçons et de 4300 filles ayant accès à des opportunités éducatives sûres et de qualité (éducation informelle)
 - 4138 de garçons et de 4300 filles ayant reçu des kits scolaires
- [FIN] Activités associées au résultat

R3A1. Mise en place d'un pilote pour l'apprentissage à distance de 3,532 apprenants via la distribution de radios et des clés USB éducatives dans 10 villages

3.1.1. Evaluation et adaptation des matériels pédagogiques et didactiques : programmes audio, support pédagogique, traduction des modules

L'ONG RARE à travers un prestataire de communication/média a procédé à la revue de la qualité des supports audio (émission pré enregistrées) et des matériels de supports didactiques en vue d'une amélioration de leur qualité.

3.1.2. Sensibilisation des familles et des communautés sur le système d'éducation à distance et l'importance de la scolarisation par les leaders communautaires et traditionnels

Plan International a procédé à la tenue des dialogues communautaires dans les 28 communautés d'intervention dont 11 à Mopti et ceux à travers essentiellement des membres des CGC. Les villages où les écoles ne sont pas fonctionnelles, les rencontres ont été tenues avec la mairie et les membres des CGC.

Parmi les 28 sites, 2 villages vont accueillir l'approche Education Interactive à travers la Radio (EIR) au sein des écoles coranique/ medersa.

3.1.3. Identification des enfants non-scolarisés et déscolarisés avec l'appui de 30 leaders communautaires et traditionnels

Les CGS qui accompagnent le projet ont procédé à cet exercice avec l'appui des directeurs d'école et du CAP et de l'ONG RARE. Au total, 115 enfants dont 71 filles déscolarisées à cause de la fermeture des écoles bénéficient des activités d'Education Interactive par la Radio (EIR) dans leur communauté respectives et 3634 dont 1851 filles bénéficient des activités EIR dans le CAP de Mopti des 26 écoles fonctionnelles en vue de l'amélioration de la qualité de l'écriture et de la lecture.

3.1.4. Distribution des radios, clés USB et matériel didactique adapté à 3,532 apprenants

Chaque centre dispose à ce jour des kits EIR composés de radio, clés USB avec les émissions enregistrées. La remise de ces kits a été fait avec l'accompagnement du CAP.

Des achats ont été effectués dans certaines écoles où des radios sont défectueuses pour leur remplacement.

L'évaluation a été réalisée dans toutes les écoles et centres excepté les écoles de la commune de Diallassagou pour cause d'insécurité où les écoles sont restées fermées durant la bonne partie de l'année 2021. Les résultats des évaluations sont au niveau des directions d'écoles et au CAP

R3A2. Encadrement des apprenants par 71 les mobilisateurs communautaires

3.2.1. Identification des mobilisateurs communautaires avec l'appui des leaders traditionnels

Face au réaménagement de ce résultat suite aux différentes rencontres avec la DNEF et le CAP sur l'approche initiale non réalisable, seulement 3 communautés avaient identifié des animateurs et cela à cause de la non fonctionnalité des écoles. Au démarrage des activités dans les 3 centres, la faible adhésion et la présence renforcée des groupes armées dans une des trois localités, a eu comme effet la suspension des cours EIR dans les centres. Seulement 2 sur les 3 centres sont fonctionnels et cela malgré la non fonctionnalité des écoles.

En plus de ces 3 animateurs, 78 enseignants de la 1ere, 2eme et 3eme année du fondamental 1 de 26 écoles nous accompagnent dans le projet. Les écoles ont été identifiées sur la base d'un besoin de renforcement du niveau des enfants en lecture et écriture cela à cause de la crise.

3.2.2. Formation de 71 mobilisateurs communautaires sur la méthodologie proposée avec l'appui des leaders traditionnels, à l'identification et au suivi et troubleshooting

Cette activité a été réalisée en cascade en deux sessions distinctes :

1ere session : Formation des formateurs AE, CAP, Plan International : En vue d'une pérennisation des acquis du projet, une équipe de formateurs composée de l'AE, du CAP et des

agents de Plan International, ont été formés par un expert EIR de l'ONG RARE. Pendant 5 jours les cadres ont été formés sur les approches EIR, et approche équilibrée en vue d'un transfert de compétence lors de la formation des animateurs et enseignants EIR.

2eme session : Formation des animateurs par les formateurs de Plan, CAP (personnes ressources androgènes) : Pendant 15 jours, l'équipe de formateurs a procédé au renforcement des capacités de 3 animateurs et 78 enseignants(es) des 3 villages et 26 écoles.

Des recyclages ont été effectués pour renforcer l'expertise de certains enseignants et des nouveaux arrivants.

3.2.3. Distribution à 71 mobilisateurs communautaires de matériels pédagogiques

Les 3 animateurs et les 78 enseignants disposent à ce jour de matériel pédagogique EIR pour le fonctionnement efficace des activités. La remise du matériel a été faite conjointement avec la distribution des kits pour l'accompagnement du CAP.

3.2.4. Motivation des 71 mobilisateurs communautaires (forfaits téléphoniques, déplacements)

Les 2 animateurs et les enseignants EIR en remplacement des mobilisateurs communautaire ont tous bénéficié des primes durant toute l'année académique 2020-2021 pour les enseignants et les deux années pour les animateurs des centres EIR..

R3A3. Evaluation du pilote pour un éventuel passage à l'échelle

Les évaluations des apprenants EIR comme dans les centres EIR ont été les dernières activités EIR. Une orientation des enseignants dont dépendent les EIR ont été aussi effectuées dans le but de passer à l'échelle école les méthodologies EIR dans toutes les classes de l'école.

4.3.2.4 Résultat 4: 8,200 filles et 8,200 garçons affectés par la crise reçoivent des services de protection de l'enfance communautaires adaptés et de qualité

4.3.2.4.1 Au stade de la proposition

- Secteur: Protection
Sous-secteur associé: Prévention de la violence, VBG
- Bénéficiaires (statut + nombre):
8,200 filles et 8,200 garçons affectés par la crise : PDI, retournés, rapatriés, populations vulnérables, dans 22 quartiers et villages dans le cercle de Mopti, et 13 quartiers et villages dans le cercle de Bankass
140 membres de MCPE, dont 70 femmes
- Indicateurs pour ce résultat:
 - Nombre de filles et de garçons ayant reçu des services de protection communautaires appropriés
 - Nombre de filles et de garçons, de femmes et d'hommes sensibilisés ayant acquis des connaissances sur la protection et les VBG.
 - % d'enfants rapportant une amélioration de leurs compétences socio-émotionnelles
 - Nombre de MCPE formés à la prévention des violences, l'identification et au référencement de cas de protection et de VBG
- Activités associées au résultat

R4A1. Mobilisation communautaire et renforcement des capacités de 140 membres de MCPE (Mécanisme Communautaire de Protection de l'Enfance)

L'analyse des besoins menée par Plan International Mali a montré des besoins importants en matière de protection de l'enfance. En effet, 51 cas d'incidents liés à la protection de l'enfance (VBG, maltraitances et abus) ont été recensés dans les 9 villages rencontrés.

Pour répondre aux besoins en protection de l'enfance, Plan International Mali appuiera la création ou le renforcement de Mécanismes Communautaires de Protection de l'Enfance (MCPE) selon le standard 16 de protection de l'enfance en situation humanitaire⁵⁸ dans le but de promouvoir la participation effective de la communauté à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Plan International Mali formera 4 membres de MCPE par quartier ou village, dans les 35 quartiers ou villages que couvre l'intervention à travers les Résultats 1, 2 et 3⁵⁹.

Les MCPE seront composées de 10 à 15 membres représentant la population et sa diversité ethnique et culturelle et respectant la parité des sexes. Ces membres comptent notamment les autorités administratives locales, les chefs traditionnels et locaux, les chefs de village, les chefs religieux, les représentants d'école, les associations de parents d'élèves et les jeunes.

Les responsabilités des MCPE sont les suivantes :

- Sensibiliser et informer la communauté, les familles et les enfants sur la protection de l'enfant, les prises en charge appropriées en cas d'incident.
- Etablir un système d'alerte précoce communautaire. Référer les cas de VBG, traumatismes, malnutrition, enfants non-accompagnés et séparés et cas de maladies aux services appropriés : centres de santé communautaires, centre de santé de référence, ONG médicale, notamment l'ONG Muso, COOPI, Save The Children et CARE dans les cercles de Mopti et Bankass, et les services légaux, en fonction des incidents et de la gravité des incidents.

Chaque MCPE est responsable d'un village, ce qui permet d'éviter les difficultés de déplacement et de communication. Les MCPE se rencontrent au moins une fois par mois. Les procès-verbaux et les comptes rendus des réunions sont envoyés à l'équipe du projet. Dans le cadre de ce projet, les MCPE seront chargés de compiler et transmettre les informations sur la protection des enfants à l'équipe de projet de Plan International Mali. Les services de référencement seront coordonnés entre Plan International Mali et COOPI, puisque les deux organisations présentes dans la zone fonctionnent conjointement sur le référencement des cas.

4.1.1. Identification de 35 MCPE avec l'appui de 30 leaders communautaires.

Plan International Mali, à travers son spécialiste protection de l'enfance et les officiers de projet basés dans les communes, redynamiseront les MCPE déjà existants à travers des dialogues communautaires. Ils identifieront également les volontaires communautaires des MCPE dans le cas où le MCPE n'est pas établi ou dysfonctionnel. Au total, Plan International Mali s'assurera que 35 MCPE seront redynamisés et fonctionnels, à travers des réunions dans les communautés et des dialogues communautaires qui impliqueront les leaders communautaires et les MCPE eux-mêmes.

3 spots radios de sensibilisation communautaires seront diffusés pour promouvoir la protection de l'enfance, la cohésion sociale, la culture de la paix, la lutte contre les VBG ; ils mentionneront ainsi la redynamisation des MCPE afin que les communautés soient informées des services mis en place.

4.1.2. Renforcement des capacités de 140 membres de MCPE au premier secours psychologique, monitoring et référencement des cas de protection et animation des activités psychosociales/ludiques

Plan International Mali, à travers son spécialiste de protection de l'enfance et les officiers de projet basés dans les communes, organiseront des sessions de renforcement des capacités des MCPE.

⁵⁸ *Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire*. Global Protection Cluster – Child Protection. CPWG, p.162

⁵⁹ Au total, les 15 SSA/P, les 38 EAT et les 10 villages appuyés en kits USB – radio couvrent un total de 35 villages et quartiers.

4 membres de MCPE seront ainsi formés au niveau de Mopti et au niveau de Bankass, en deux sessions afin d'assurer un nombre de participants inférieur à 50.

Le renforcement des capacités des MCPE ciblera principalement la connaissance des risques de protection, les premiers secours psycho-sociaux, l'identification et le référencement des cas de protection et la gestion d'un espace ami des enfants (cf R4A2). En outre, Plan International Mali entend présenter les modes d'action mis en place au niveau des structures éducatives évoquées en R1, R2 et R3, afin d'échanger et de capitaliser sur les expériences des MCPE⁶⁰.

4.1.3. Appui au fonctionnement des 35 MCPE

Conformément aux standards minimum pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire, les membres des MCPE ne seront donc pas rémunérés ou motivés en transferts monétaires. Plan International Mali appuiera leur fonctionnement à travers deux mécanismes :

- Un appui matériel en tables-bancs et en kits constitués de cahiers de suivi et de stylos, afin d'assurer aux MCPE un cadre de travail adéquat lors des réunions mensuelles ;
- Un appui en crédit téléphonique pour 4 membres par MCPE, afin de maintenir une communication avec les officiers de projet de Plan International Mali assurer le référencement de cas.

Les officiers de projet de Plan International Mali basés dans les communes suivront les activités des MCPE et créeront des synergies entre les MCPE et les CGS. Les MCPE seront notamment actifs dans l'identification des enfants les plus vulnérables des communautés selon les critères objectivables (cf. R1A6.4, R2A4.1 et R2A7.1).

R4A2. Mise en place de 21 espaces amis des enfants (EAE)

Les Espaces Amis des Enfants (EAE) sont des espaces sûrs dans lesquels les communautés créent des environnements stimulants pour les enfants, à travers des activités ludiques, libres ou organisées, des activités récréatives, de loisir et d'apprentissages, notamment en compétences de vie. Les EAE s'appuient sur les ressources existantes de la communauté (cf Standard 17⁶¹). Plan International Mali appuiera la création de EAE dans les espaces éducatifs des R1 (SSA/P) et R2 (EAT) du projet, lorsque les cours ne sont pas dispensés.

Les activités de loisirs dans les EAE mis en place par Plan International Mali auront des objectifs éducatifs, de protection et psychosociaux. Il s'agit notamment de :

- Mobiliser les communautés autour de la protection et du bien-être socio-cognitif / émotionnel de tous les enfants, y compris les enfants très vulnérables;
- Offrir aux enfants la possibilité de jouer, d'acquérir des connaissances contextuellement pertinentes et de bénéficier d'un soutien social;
- Offrir un soutien à tous les enfants pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits.

Les activités récréatives peuvent développer des compétences et un savoir-faire très importants pour la future vie adulte des enfants – créativité, résilience aux difficultés et maîtrise de soi. Elles contribuent également au bien-être psychosocial. A travers les aspects sociaux du jeu, les enfants apprennent à se comporter avec les autres, à développer un sentiment d'appartenance et à découvrir leurs forces et leurs faiblesses.

Afin de s'aligner avec les standards minimums de protection de l'enfance, les EAE accueilleront un maximum de 25 enfants par animateur. Chaque EAE aura un plan / calendrier d'activités clair qui

⁶⁰ *Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire*. Global Protection Cluster – Child Protection. CPWG, p.165 ; notamment « *Les organisations humanitaires devraient reconnaître que leur implication dans les MCPE aura une incidence sur les structures locales du pouvoir. Elles devraient donc prévoir des sessions d'échanges et de capitalisation des expériences afin de s'assurer que leurs activités ne nuisent pas à des groupes ou individus spécifiques* »

⁶¹ *Standards minimums pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire*. Global Protection Cluster – Child Protection. CPWG, p.169

sera fourni à la communauté. L'horaire comprend les jours de la semaine où les EAE seront ouverts ainsi que les types d'activités organisées. S'il y a un très grand nombre d'enfants, des sessions plus courtes pour les enfants et les enfants seront envisagées, afin de répondre aux besoins des enfants en fonction de leur tranche d'âge notamment.

4.2.1. Mapping des EAT et SSA/P potentiels: Sélection d'espaces et identification des besoins

Selon le *mapping* préliminaire issu de l'analyse des besoins, les EAE seront établis dans 21 espaces d'apprentissage mis en place par Plan International (1 SSA/P et 2 EAT dans la commune de Bankass, 2 EAT dans la commune de Dialassagou, 4 EAT dans la commune de Dimbal, 6 SSA/P et 6 EAT dans la commune de Mopti).

Ce *mapping* sera révisé à l'issue de la *baseline*, notamment pour faire en sorte que les EAE soient accessibles en termes de distance au plus grand nombre d'enfants vulnérables. Plan International Mali envisage que les EAT et les SSA/P soient utilisés pour comme EAE, étant donné qu'ils respecteront déjà les normes d'accessibilité, sécuritaires et qu'ils seront déjà dotés en équipement EHA via les latrines séparées, les points d'eau et les dispositifs de lavage de mains. Cependant, l'adhésion des communautés via les MCPE à établir les EAE dans les espaces scolaires sera nécessaire.

4.2.2. Dotation d'équipement pour les 21 EAE identifiés

Plan International Mali équipera les 21 EAE identifiés avec des kits ludiques, constitués de nattes, de coussins, de kits de premiers secours, de kits de nettoyage, et d'affiches de sensibilisation. Le matériel sera de provenance locale dans la mesure du possible.

4.2.3. Formation de 70 membres de MCPE à l'appui psychosocial

Les membres des MCPE qui animeront les activités récréatives seront sélectionnés en fonction de critères établis: éducation, expérience professionnelle et engagement en faveur de la protection de l'enfance, âge (être majeur).

Plan International Mali proposera à 42 membres de MCPE formés précédemment de participer à une formation en appui psychosocial nécessaire à l'animation des EAE⁶²; la formation aura lieu à Mopti et sera dispensée par un spécialiste en protection de l'enfance en situation d'urgence de Plan International Global Hub, accompagné de spécialistes en protection de l'enfance de Plan International Mali. La formation durera 5 jours mais sera dispensée en deux sessions, afin de former 21 membres à la fois et offrir un cadre de formation approprié.

La formation portera en premier lieu sur l'identification des signes de détresse psychosociale des enfants présents dans les EAE ou référés par les MCPE. Les 42 membres des MCPE seront ainsi formés à identifier les changements dans les relations sociales des enfants, leur comportement, réactions physique et émotionnelles, le repli sur soi, les troubles du sommeil ou encore le sentiment de culpabilité, comme des signes de détresse psychosociale.

La formation portera également sur les mécanismes de référencement des cas de détresse psychosociale et de troubles mentaux, ou en cas d'incident de protection. Les animateurs seront formés aux premiers secours et à la démonstration du lavage de mains au moins trois fois par jour.

4.2.4. Motivation de 42 membres de MCPE qui animeront les EAE

Les 32 animateurs d'EAE, dont la moitié seront des femmes, recevront une incitation financière de 1,000XOF (1.50EUR) par jour, pour animer les EAE à raison de 2 ou 3 après-midis par semaine. Ce montant servira à couvrir notamment les coûts de transport et les coûts d'opportunité à ne pas effectuer les activités génératrices de revenus. Ils assureront l'animation des EAE à raison de 2 ou 3 demi-journées par semaine en fonction de l'espace d'apprentissage utilisé (2 après-midis par semaine pour les SSA/P et 3 après-midis par semaine pour les EAT).

Un système de supervision des animateurs des EAE sera mis au point avec la participation des MCPE et de Plan International Mali. Les animateurs signeront le code de conduite (respect de la dignité, promeuvent l'intégration sociale et évitent l'humiliation verbale et les châtiments corporels,

⁶² Sur les 70 membres de MCPE formés, ce sont 42 membres qui animeront les EAE, étant donné que Plan International Mali ne saura pas mettre en place d'EAE dans les villages de Socoura. Les MCPE appuyés à Socoura seront tout de même formés à l'appui psychosocial.

entre autres). Les EAE seront équipées de kits de loisirs, de tapis et de coussins, d'une trousse de premiers soins et d'un dispositif de lavage des mains. Les activités récréatives seront conçues en fonction de l'âge et du sexe des enfants participants.

R4A3. Contribution au développement d'un système de référencement de protection inter-agence en étroite collaboration avec le sous-cluster de protection de l'enfance

Plan International Mali procédera au renforcement du système de protection inter-agence à travers deux types d'interventions :

- En identifiant et en référençant les cas de protection, y compris les cas de violences sexuelles. Si les membres de MCPE, lors de leurs activités d'identification au sein des communautés ou lors de l'animation des EAE, détectent un cas de protection sévères, ils contacteront les officiers de projet de Plan International Mali, qui procédera au référencement de ces cas vers le centre de santé de référence de Mopti, ou vers une ONG médicale de la zone. Le référencement couvre ainsi le transport de l'enfant et de son accompagnant vers les services médicaux appropriés, les traitements adaptés et le séjour au centre de santé de référence. Le « referral pathway » ou chemin de référencement qui sera développé par le sous-cluster protection de l'enfance, sera renseigné à travers les officiers de projet de Plan International Mali et les MCPE, en accord avec les guidelines du sous-cluster qui sera transmise de manière confidentielle au chargé de protection. A terme, cette activité conjointe pourra être transférée aux MCPE afin qu'ils établissent le référencement de ces cas eux-mêmes, via une connaissance accrue des ONG médicales de la zone.
- En appuyant le cluster protection à la mise en place d'un système de gestion systématique des cas de protection. En effet, la procédure de référencement des cas décrite plus haut n'est pas encore systématique au Mali. Plan International Mali participera activement et matériellement à trois réunions annuelles du cluster protection, via les sous-clusters VBG et protection de l'enfance.

4.3.2.4.2 Rapport final

- [FIN] Bénéficiaires (statut + nombre):
 - 525 Membres de MCPE, dont 263 femmes
 - 42 Animatrices EAE
 - 8578 Filles et 8430 Garçons affectés par la crise PDI, retournés, rapatriés, populations vulnérables, dans 21 quartiers et villages dans le cercle de Mopti et Bankass
 - 140 Membres de MCPE dont 70 femmes formés sur les premiers secours psychologiques et prévention des violences, l'identification et au référencement de cas de protection et de VBG

[FIN] Indicateurs pour ce résultat :

17008 de filles et de garçons ayant reçu des services de protection communautaires appropriés

17718 de filles et de garçons, de femmes et d'hommes sensibilisés ayant acquis des connaissances sur la protection et les VBG.

104% d'enfants rapportant une amélioration de leurs compétences socio-émotionnelles

100%de MCPE formés à la prévention des violences, l'identification et au référencement de cas de protection et de VBG

- [FIN] Activités associées au résultat

R4A1. Mobilisation communautaire et renforcement des capacités de 140 membres de MCPE (Mécanisme Communautaire de Protection de l'Enfance)

4.1.1. Identification de 35 MCPE avec l'appui de 30 leaders communautaires.

Les 35 MCPE ont été mise en place composé de 525 membres dont 263 femmes en raison de 15 membres par MCPE. D'orientation des MCPE sur leur rôle et responsabilité ont été réalisées .

Renforcement des capacités de 140 membres de MCPE au premier secours psychologique, monitoring et référencement des cas de protection et animation des activités psychosociales/ludiques

Les sessions d'orientation sont réalisées avec les CAP, des services du Développement social et des mairies en appui aux officiers éducation formé à cet effet.

La contrainte sécuritaire a amené l'équipe à organiser certaines rencontres dans les chefs lieu des cercles de Mopti et de Bankass.

Les sessions de sensibilisations sur les thématiques de protection ont été réalisées à hauteur de souhait.

Les membres ont beaucoup appuyé le projet à travers le référencement des cas dans les services de prise en charge.

4.1.2. Appui au fonctionnement des 35 MCPE

Les 35 MCPE composés de 15 membres chacun ont été mis en place et une session d'orientation a eu lieu au niveau de chaque mécanisme du projet et les attentes mutuelles. Les 35 membres ont été sensibilisés car une telle organisation n'existait sur aucun des 35 sites bénéficiaires de l'initiative.

R4A2. Mise en place de 21 espaces amis des enfants (EAE)

4.2.1. Mapping des EAT et SSA/P potentiels: Sélection d'espaces et identification des besoins

L'équipe du projet avec l'accompagnement du CAP a procédé au mapping des sites devant abriter les EAE. A l'issue du processus, 13 EAE seront implantés dans les 3 communes d'intervention de Mopti et 8 EAE dans 2/3 communes d'intervention de Bankass.

4.2.2. Dotation d'équipement pour les 21 EAE identifiés

Les Espaces Amis des Enfants ont été dotés en équipement et matériels CFS composés de : les trousse de secours de toutes sortes, des équipements CFS (affiches des dispositifs de laves mains...) des kits de jeu éducatifs et les banderoles.

4.2.3. Formation de 70 membres de MCPE à l'appui psychosocial

La formation des membres de MCPE sur l'appui psychosocial fut l'occasion de renforcer les capacités des MCPE sur les cas de premiers secours et d'orienter les victimes vers les services de prises en charges des cas de protection de toutes natures. Les 70 membres dont la moitié des femmes ont durant plusieurs jours appris à distinguer les cas graves et simples ainsi que les méthodologies de référencement et orientation.

4.2.4. Motivation de 42 membres de MCPE qui animeront les EAE

La prise en charge des animations ludiques prodigués par les animatrices EAE était mensuelle. Un forfait de 20 000F CFA était payé pour assurer les activités de créativité, imaginative, manipulation, communicative, physiques, culturelles, loisirs, compétence de vie courante (CVC) et les sensibilisations du public. En outre des forfaits de casses croutes sont offerts aux animatrices EAE pour assurer les appuis nutritionnels aux enfants.

R4A3. Contribution au développement d'un système de référencement de protection inter-agence en étroite collaboration avec le sous-cluster de protection de l'enfance

L'équipe a procédé aux prises de contact avec des partenaires clés membres du cluster protection de la région de la Mopti, tel que COOPI, UNICEF, HCR, CICR, Save, NRC afin de mettre en place et renforcer le mécanisme de référencement. La participation aux rencontres ordinaire et extraordinaire du cluster pour le partage d'information.

En vue de contribuer efficacement, d'une manière pérenne à la protection et la prise en charge psycho sociale dans la région de Mopti, l'équipe du projet a initié un processus de renforcement des capacités en cascade du personnel scolaire des CAP de Mopti, de Sevaré et de Bankass à travers la formation des directeurs de 30 écoles sur la prise en charge appui psychosocial. Cette formation a été facilitée par le responsable protection et sauvegarde de Plan International, des agents des CAP de Mopti et Bankass, et du Cluster Education, représenté par Save The children et du coordinateur Zone du projet EIE de Bankass. La formation a permis de former les 3 CAP pour l'accompagnement des cas et des besoins de prises en charge psycho social. Chaque école s'est dotée d'un plan d'action pour l'orientation des enseignants de son école à la sortie de la formation de 3 jours.

Fort de ces rencontres et renforcement des capacités des acteurs communautaires sur les thématiques clés de protection, les MCPE ont référés des cas de malnutrition, les cas de trauma, les cas de besoins en vêtements des enfants vulnérables et PDI en même temps. Leurs prises en charges ont été assurées par les services techniques de l'état et les partenaires du projet. Aussi il faut le rappeler l'équipe à travers les membres de MCPE et les CGS ont procédé aux recensements des apprenants EAT, SSA/P et EIR et PDI n'ayant d'actes de naissances de donner une nouvelle chance en leurs octroyant des jugements supplétifs. Au total 248 enfants ont reçu ce précieux document dont 115 filles.

Les besoins vestimentaires et alimentaires/Nutrition ont été enregistrés dans les camps de déplacés et dans les centres SSA/P de Doundou et Persougué. Pour être plus précis lors des rencontres de sous-clusters protection, le lead a été donné au projet EIE avec la liste à l'appui de procéder à la prise en charge de ces cas. Fort malheureusement outré financièrement nous n'avons pas pu réaliser l'activité. D'autres partenaires se sont prononcés pour prendre le relais sur ce point.

4.4 Plan de travail (par exemple, annexe diagramme de Gantt)

4.4.1 [FIN] Plan de travail révisé en cas de changement après la proposition

4.5 Suivi, évaluation, audit et autres études

Le suivi de l'ensemble des activités du projet est assuré par Plan International à travers une approche de cascade qui permet la transversalité dans la réalisation de l'activité. Dans le processus tous les acteurs ont un rôle à jour de l'élaboration des outils, l'appropriation, la collectes, la gestion et la capitalisation.

La chaîne est assurée, coordonnée par le responsable M&E du projet. Sont impliqués dans le processus les Officer Education de Mopti et de Bakass, les agents des ONG partenaires de mise en œuvre, le CAP, les directeurs d'école/animateurs des centres, les CGC/CGS. Chaque acteur à son niveau de collecte est orienté pour assurer la fiabilité des données.

4.5.1 Suivi des activités (expliquer comment, par qui)

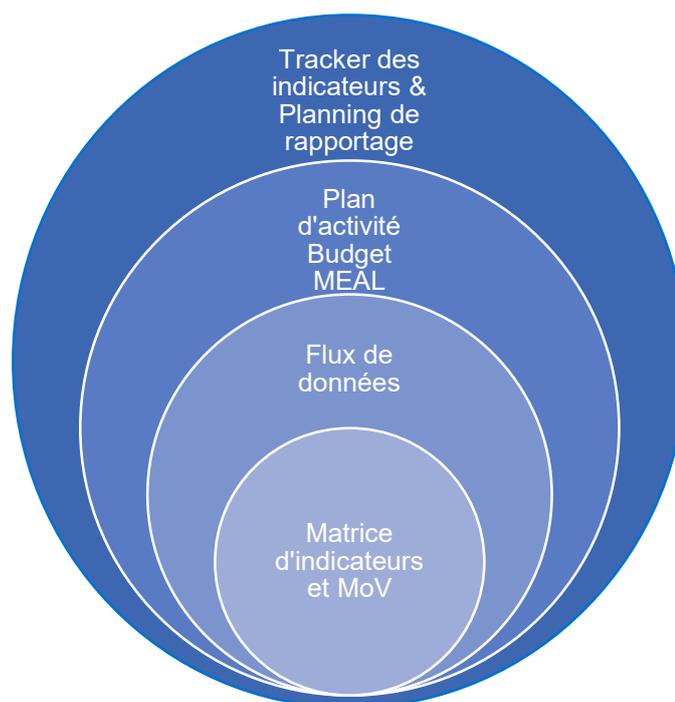
Plan International contrôlera la mise en œuvre du projet tout au long de sa durée à travers le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning - MEAL) standard de Plan International. Il permettra de soutenir la mise en œuvre du projet, soutenir les principes de redevabilité et de respect des règles, offrir aux bénéficiaires et partenaires des possibilités de retours et contribuer à l'apprentissage organisationnel.

- Le suivi du projet sera assuré par l'officier MEAL basé à Mopti, sous la direction du manager MEAL, basé à Bamako, et avec l'appui technique de l'officier MEAL basé à Bruxelles pour

renforcer les capacités techniques en MEAL tout au long du projet. Chaque officier de projet sera également formé aux systèmes de MEAL afin d'inclure en transversal le MEAL dans toutes les visites de terrain.

- Le suivi financier sera réalisé par le comptable du projet sous la direction du chargé de programme de Plan au niveau national.

Au cours de la phase de lancement du projet, l'officier MEAL dirigera l'élaboration du cadre de MEAL et des outils de suivi qui seront utilisés. Le cadre de MEAL sera élaboré conformément au cadre logique approuvé, selon les outils développés par la fédération de Plan International et inclura les éléments suivants :



- Tous les indicateurs et leurs moyens de vérification via une matrice d'indicateurs qui comparera les indicateurs utilisés et les progrès réalisés,
- Un flux de données, qui fera apparaître le mapping des données à collecter, en faisant figurer les outils de collecte et les instructions spécifiques de collecte de données (par exemple les mesures spécifiques pour les données collectées auprès d'enfants, en matière de consentement des tuteurs et d'assentiment des enfants), par rôles et responsabilité de la collecte,
- Le plan d'activité et la budgétisation des activités MEAL, faisant apparaître les besoins spécifiques en renforcement de capacités au sein de l'équipe du projet, les groupes de discussions nécessaires à la définition détaillée d'un outil de suivi, la fréquence des rapports et
- Un tracker d'indicateur et planning de rapportage pour le suivi actif des indicateurs et les deadlines de collecte de données, afin de laisser le temps nécessaire aux équipes pour l'analyse des données collectées.

Les étapes de l'évaluation incluront :

- Une étude de référence initiale venant décrire la situation de base (par la collecte de données clés sur les indicateurs du cadre logique) à partir de laquelle les progrès seront mesurés. Cette étude comprendra une enquête sur la situation, les connaissances, les lacunes et les attitudes des parties prenantes (sur l'accès et l'importance de l'éducation, l'éducation des filles, les questions d'hygiène, les violences faites aux enfants, les mécanismes de protection, etc.). Elle sera menée par un prestataire de service externe.

- Elle inclura aussi un mapping des écoles, EAT, espaces SSAP, EAE pour valider les cibles identifiées lors de l'analyse des besoins,
- Elle évaluera les niveaux en éducation des enfants afin de leur offrir des services adaptés à leur niveau scolaire afin de ne pas décourager la dynamique d'apprentissage,
- Cette étude sera conduite par un consultant externe sélectionné sur la base d'un appel à proposition national.
- Une étude de référence finale : menée à la fin du projet afin de faire des comparaisons avec la situation de base et de mesurer les changements obtenus (positifs ou négatifs).

Les étapes du suivi incluront :

- Des tableaux de suivi des activités, cloud-based, alimentés au cours du projet, permettront de suivre et de mettre à jour mensuellement les progrès réalisés, tant au niveau des résultats que des activités. Les mises à jour seront à la fois quantitatives et qualitatives, ventilées par sexe, âge et handicap. Réalisés par l'officier MEAL, ils seront révisés par le spécialiste éducation et le spécialiste protection (au niveau national) afin de garantir une analyse technique de qualité et d'opérer les changements nécessaires à la bonne mise en œuvre du projet.
- Le personnel de gestion du projet sera responsable du suivi des activités (par la remise de rapports et des visites régulières sur les sites du projet), et le gestionnaire de projet rédigera les rapports périodiques d'avancement. Ces rapports incluront le suivi financier qui sera réalisé par le comptable. Les rapports seront aussi revus par les spécialistes éducation et protection (au niveau national).
- Le suivi régulier des sessions de formation. L'officier MEAL utilisera le calendrier des formations pour effectuer des contrôles ponctuels pendant les sessions de formation afin d'en vérifier la qualité et d'appuyer l'évaluation de l'approfondissement des connaissances des participants. L'augmentation des connaissances sera mesurée par une analyse comparative des résultats des pré-tests et des post-tests qui seront administrés aux participants. Les listes de présence des participants à la formation seront rassemblées et vérifiées.
- Des audits internes réguliers seront planifiés pour vérifier l'état des dépenses et s'assurer du respect des procédures financières.
- Des mécanismes de plaintes et de retours d'informations permettant de déterminer la qualité des services fournis seront mis en œuvre, en consultation avec la communauté. Des boîtes à suggestions seront proposées et des lignes directes établies. Les bénéficiaires seront invités à remplir un formulaire de satisfaction pour exprimer leurs points de vue sur les services et activités du projet. Ces mécanismes seront confidentiels, adaptés aux enfants et accessibles aux personnes handicapées, analphabètes ou confinées à la maison.
- Le suivi des achats et des règles de passation de marché se fera sur la base d'audits internes réguliers, d'inventaires fréquents de tous les matériels achetés et distribués et sur la mise à jour des enregistrements d'actifs. L'officier MEAL, aidé du logisticien, assurera un suivi auprès des bénéficiaires pour i) surveiller la distribution du matériel en examinant les listes de distribution, ii) effectuer un suivi physique avec les bénéficiaires qui se sont inscrits en tant que destinataires du matériel, iii) recueillir leurs réactions, en particulier sur la qualité du matériel distribué.
- Des réunions trimestrielles de suivi de projet pour partager les difficultés, les leçons apprises et les bonnes pratiques à des fins d'amélioration.

Les techniques de suivi-évaluation développées pour le projet seront adaptées aux cibles afin de garantir la participation réelle de tous. Ainsi, à titre d'exemples (liste non exhaustive) :

- Les discussions de groupe pourront être mixtes ou unisexes en fonction des sujets et de la sensibilité des communautés ;
- Les exercices d'évaluation seront adaptés aux enfants selon leur tranche d'âge et les outils adéquats (discussions, jeux, dessins, histoires, etc.) seront développés ;

- Les personnes à mobilité réduite ou les personnes confinées chez elles (handicapées, personnes âgées) seront visitées au cas par cas à leur domicile afin de les inclure dans l'évaluation.

4.5.2 Cochez les cases correspondant aux études qui seront éventuellement entreprises (Un rapport d'audit externe devant être obligatoirement fourni lors de la présentation du rapport final: Cf. AR 19/04/2014 Art.18§1^{er}, un rapport d'évaluation, est également requis)

- Évaluation externe pendant l'action
 Évaluation externe après l'action
 Audit externe pendant l'action
 Audit externe après l'action
 Evaluation interne ou audit interne relatif à l'action

4.5.3 Autres études : X Veuillez préciser :

Le dispositif d'apprentissage à distance par USB – radio sera évalué en interne à Plan International Mali, en échantillonnant 250 filles et 250 garçons ayant bénéficié du dispositif, répartis dans les 3 communes visées par l'action. Il s'agira, pour cet échantillon représentatif tiré des données de *baseline* (stratifié notamment par genre, âge, lieu de résidence et niveau scolaire), de procéder à une enquête plus approfondie sur les niveaux scolaires des apprenants lors de la distribution du matériel pour les données de baseline, puis à l'issue des 9 mois de mise en œuvre, pour comparer les compétences de base en avant / après. Les questionnaires seront administrés par des enquêteurs expérimentés formés par Plan International Mali aux tests de compétences ; les données saisies seront analysées par le spécialiste éducation, en s'appuyant sur des experts, notamment via le réseau Educaid.be (cf. R3A3).

Etant données les risques sécuritaires et l'accès volatile à la zone de mise en œuvre des activités du résultat 3, l'étude pourra reposer sur des aspects qualitatifs, via des GDD, en lieu et place des questionnaires individuels.

5. QUESTIONS TRANSVERSALES

5.1 Veuillez décrire le niveau escompté de durabilité et/ou de connexité⁶³.

La durabilité de l'intervention sera assurée par le renforcement des capacités de résilience qui est un élément essentiel de l'action proposée. Plus précisément, l'action assurera le niveau escompté de durabilité puisqu'elle est basée sur un but d'appropriation de celle-ci, et ce, à travers :

- La gestion de tous les services scolaires selon une approche basée sur la communauté. De cette manière, l'adoption de cette approche participative permettra de garantir à toutes les filles et les garçons une stratégie de sortie sûre et inclusive ;
- Le renforcement des capacités des réseaux communautaires en matière de Protection de l'Enfance qui accentuera davantage la stratégie de sortie de ces enfants notamment dû aux multiples formations en matière de protection auxquelles participent à la fois les enseignants, les animateurs, ainsi que les Comités de Gestion Scolaire.
- La remise du matériel didactique et des mobiliers apportés par le projet aux Comités de Gestion scolaire des écoles, des Espaces d'Apprentissage Temporaires ainsi que des espaces SSA/P, et le renforcement de leurs capacités à utiliser et allouer correctement ce matériel permettra aux enfants, ainsi qu'aux enseignants et personnel de l'Education de ces écoles de continuer d'en bénéficier à la suite du projet ;
- La création et le renforcement des capacités des membres des mécanismes communautaires de protection de l'enfance afin de consolider les systèmes de protection à travers l'identification via l'établissement d'un système d'alerte précoce communautaire, et le référencement aux services appropriés de cas de protection ;

⁶³ La durabilité et la connexité sont des concepts similaires, qui sont utilisés pour garantir que les activités soient exécutées dans un contexte qui tient compte des problèmes à plus long terme et interconnectés.

- L'adoption d'une approche de résilience pour permettre aux enfants, parents et adultes bénéficiaires d'exercer leurs droits, d'améliorer leur bien-être, et de stabiliser et développer leurs ressources.

L'intégration des curricula validés par le Ministère de l'Education Nationale, dans les SSA/P et les Espaces temporaires d'apprentissage. De cette manière, cette intégration assurera la durabilité de toutes les activités mise en place dans le cadre de ces deux stratégies. En outre, le matériel didactique composé de clés USB et de radios, sera révisé par la Direction Nationale de l'Education Fondamentale.

La connexité de l'action sera quant à elle assurée par l'adoption d'une approche participative qui soutiendra d'une part, les réseaux communautaires existants et d'autre part, les partenaires institutionnels. Cette dernière permettra la réalisation effective de toutes les activités prévues dans le cadre de cette intervention.

5.2 Stratégie de continuité (liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement)

Plan International est une organisation à double mandat mettant en œuvre à la fois des actions humanitaires et de développement. Par conséquent, elle collabore déjà avec des acteurs du développement au Mali, tels que Handicap International, Child Helpline International, SOS Village et World Vision, et est également en lien avec les institutions nationales et locales qui permettent à ses projets d'avoir une approche communautaire et garantir son ancrage au sein des populations.

L'approche « *Disaster Risk Management* » de Plan International Mali met l'accent sur le développement de liens entre ses interventions humanitaires et le développement afin de faciliter une transition et de renforcer les capacités de résilience des communautés afin qu'elles puissent faire face aux chocs. L'action proposée est ainsi basée sur un but d'appropriation de la durabilité en renforçant les capacités des partenaires, en préparant les écoles pour qu'elles puissent répondre aux urgences, en renforçant les capacités des Comité de Gestion Scolaire pour qu'ils soient responsable du matériel didactique et du mobilier, ainsi que les CAP, pour qu'ils puissent maintenir les écoles et réagir rapidement en cas de fermeture des écoles, ainsi qu'en proposant aux filles et garçons une éducation continue et des activités psychosociales. Pour assurer cette appropriation et durabilité, Plan International Mali a développé le projet en collaboration avec les filles et les garçons, les membres des communautés, les CGS, les enseignants et les autorités nationales, régionales et locales.

Plan International Mali continuera de collaborer avec les acteurs du développement précités, notamment pour la participation à des activités ainsi que la sensibilisation à la gestion non violente des conflits, le référencement des survivants de problème de protection aux services appropriés ainsi qu'à travers le fait que Plan s'attèle également aux causes structurelles du décrochage scolaire et organise la sensibilisation des communautés à la scolarisation via la diffusion radio. Le suivi soutenu du projet par les acteurs gouvernementaux ainsi que Plan International Mali permettra d'inclure une certaine flexibilité dans les interventions apportées. Plan International Mali maintiendra ses échanges avec les différents acteurs, à la fois humanitaire et de développement à travers sa présence dans les clusters ainsi qu'au FONGIM, de manière à coordonner et adapter ses interventions au contexte du Mali.

5.3 Intégration (par exemple, réduction des risques de catastrophes, enfants, droits de l'homme, égalité des sexes, impact environnemental, autres à préciser)

Le projet intégrera les questions transversales suivantes qui font écho au mandat de Plan International:

- Les droits de l'enfant: l'enfant sera au cœur du projet proposé, et conformément aux standards minimum de protection de l'enfance dans l'action humanitaire, sa participation sera essentielle à chaque étape de l'action proposée : de la conception du projet au recueil de leur feedback de manière régulière à travers des mécanismes mis en place par l'Officer de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

- L'égalité des genres: l'action proposée bénéficiera de l'expérience de Plan International au niveau global et au Mali afin qu'une attention particulière soit octroyée aux filles et adolescentes et qu'elles

aient accès aux mêmes opportunités que les garçons et adolescents et ne fassent pas, dans ce sens, l'objet de discrimination. La réhabilitation des latrines séparées ainsi que la distribution de kits d'hygiène aux jeunes filles pallient une des causes de la non-scolarisation/déscolarisation des filles au Mali et vise à une égalité de genre. En outre, toutes les interventions de Plan International Mali seront basées sur les critères de Plan International pour les filles et les critères du Programme pour l'Égalité des Genres. Dans les situations d'urgence, la Politique Globale de Plan International en matière de Genre implique que chaque intervention intègre les questions de genre dans l'analyse de la situation et risques. Le but ultime est donc de contribuer à l'autonomisation des filles/adolescentes comme des garçons/adolescents.

- L'inclusion: L'action proposée apportera une attention particulière à la situation des filles et des femmes, ainsi que des filles/femmes et des garçons/hommes ayant des besoins spéciaux. En outre, à travers sa Politique Globale, Plan International intégrera également dans toutes ses interventions, les questions d'inclusion. Dans ce sens, Plan International Mali sera particulièrement attentif à cette catégorie de personnes vulnérables en rendant tous les espaces le plus facilement accessibles pour elles.

- Réduction des risques de catastrophes : la mitigation et l'adaptation au changement climatique s'inscrit pleinement dans l'action proposée. En effet, Plan International mettra l'accent sur l'intégration de la réduction des risques de catastrophes et donc de la vulnérabilité afin de renforcer la résilience de tous les bénéficiaires du projet. De cette manière, Plan International Mali renforcera les capacités des Comités de Gestion Scolaire des écoles et des enseignants de manière à ce qu'ils puissent, mettre en œuvre et suivre les plans de préparation et de réponse aux urgences. Ces plans seront, par ailleurs, régulièrement mis à jour grâce à la participation de tous les bénéficiaires directs.

5.4 [FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'URGENCE

6.1 Mesures d'urgence (plan B/ mesures d'atténuation à prendre si les risques et hypothèses exposés dans le cadre logique se concrétisent)

Risques et Hypothèses du cadre logique	Mesures de mitigation prévues
Le gouvernement et les services publics locaux soutiennent la mise en œuvre du projet	Plan International Mali collabore étroitement avec le Ministère de l'Éducation Nationale au niveau central et les CAP au niveau régional.
Les autorités et les communautés soutiennent le projet	Plan International Mali tient des ateliers de démarrage afin d'impliquer les leaders communautaires et autorités locales et d'assurer leur adhésion au projet. Les communautés sont impliquées via les leaders communautaires, traditionnels et mécanismes communautaires de protection dès le début du projet ; ils participent tous activement au ciblage des bénéficiaires afin d'assurer l'adhésion des communautés aux critères de sélection.
Les communautés, notamment les parents des enfants bénéficiaires, soutiennent la mise en place des projets, sont impliquées dans la sélection, construction et le maintien des espaces d'apprentissage et mécanismes de protection.	
Les marchés locaux sont fonctionnels et permettent les achats et passations de marché requis pour la mise en œuvre du projet	Plan International Mali prévoira à l'avance les passations de marché pour pallier les dysfonctionnements des marchés locaux ; les prix et

	l'inflation seront observées et suivies, notamment aussi via le groupe de travail cash.
Il n'y a pas d'épidémie ou de catastrophe naturelle	Plan International Mali assurera un suivi continu des catastrophes naturelles et des épidémies ; les écoles et établissements appuyés seront formés à la gestion des risques et à la préparation face aux catastrophes.
La situation en matière de sécurité se détériore davantage et réduit l'accès humanitaire aux communautés ciblées et aux apprenants	Plan International Mali dispose d'un plan de sécurité avec des mesures de mitigation. En outre, l'action prévoit que les écoles seront soutenues pour élaborer leurs propres plans de préparation et réponse aux urgences. Cela permettra aux enfants, aux écoles et aux membres de la communauté d'adopter leurs propres mesures d'intervention et d'urgence.
Des groupes armés ciblent des activités d'éducation dans les communautés où le projet est mis en œuvre.	Les officiers de projet sont formés aux risques sécuritaires, agissent en low profile ; Plan International Mali participera indirectement au renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux et de la société civile sur la déclaration relative à la protection des écoles et des universités contre les attaques et l'utilisation militaire durant les conflits armés.
Manque de personnel enseignant qualifié, féminin et masculin.	Plan International Mali fera du plaidoyer auprès du Ministère de l'Education pour recruter des enseignants. Pour renforcer leur capacité, l'action prévoit la conception et la mise en œuvre d'un système de développement professionnel.
Changement fréquent de personnel éducatif formé.	Plan International Mali fera du plaidoyer auprès du Ministère de l'Education pour que les professeurs formés restent en place le plus longtemps possible ; en mitigation, Plan International Mali ciblera notamment le personnel éducatif au niveau des communautés.
Les enseignants ne reçoivent pas leur salaire.	Plan International Mali fera du plaidoyer auprès du Ministère de l'Education pour que les professeurs et personnels des écoles cibles reçoivent leur salaire ; Plan International Mali participera directement à la compensation financière des enseignants.
Les apprenants identifiés se déplacent pendant la période du programme	Plan International Mali fera un suivi serré auprès du UNHCR pour suivre les déplacements des apprenants.
Il y a de la corruption, fraude et vol en dépit des procédures strictes de contrôle et de suivi mises en place par Plan International.	Plan International dispose d'une politique « zéro tolérance » contre la fraude et la corruption. Celle-ci est diffusée au sein des équipes de Plan International Mali et partagée avec les bénéficiaires. Chaque fournisseur de biens et services passe par un processus de screening avant toute contractualisation. Ce processus comprend une évaluation des risques basée sur leurs capacités financières, logistiques et opérationnelles, et une vérification des références d'anciens clients. Afin de prévenir la fraude, en plus de la procédure de passation de marché Plan International Mali a mis en place des procédures strictes de contrôle de la qualité et quantité des biens livrés, qualité des prestations de services; ainsi que toutes les transactions financières

	(paiement de fournisseur, transferts de fonds etc.) En cas de fraude signalée, une équipe indépendante constituée de personnel du siège et de Plan International Mali mène une enquête pour recueillir les preuves, émettre un rapport afin que les sanctions prévues soient appliquées, parfois jusqu'aux poursuites judiciaires visant à récupérer la perte financière potentielle.
--	---

6.2 Aspects relatifs à la sécurité

6.2.1 Situation sur le terrain. Veuillez donner une brève description

Le Plan de réponse humanitaire indique que les incidents quasi quotidiens touchent les humanitaires, les FAMA, la MINUSMA, les opérateurs économiques et les populations au Mali.

Cette analyse a été confirmée par le rapport réalisé par INSO pour Plan International Mali. Très actifs dans la région de Mopti avec 384 incidents dont 115 à Douentza, 114 à Tenekou et 73 dans le cercle de Mopti depuis le début de cette année, les GOA radicaux sont hostiles à la présence de l'Etat, s'attaquent aux forces armées régulières et sont contre les écoles. La situation est contrastée en décembre 2018 selon les communes :

- Commune de Mopti : La commune urbaine de Mopti reste stable avec la présence des forces nationales et internationales. Toutes les écoles de la commune urbaine de Mopti sont opérationnelles. Les ONG comme Care, CRS, Caritas ont leur bureau à Mopti. Aucune école n'a été touchée dans la commune
- Commune de Socoura : La commune de Socoura, est une localité située aux alentours de Mopti et à cheval sur le fleuve. Dans la zone inondée de la commune, les radicaux s'imposent et les écoles ne sont pas opérationnelles. L'Etat n'est pas présent. Les écoles de Nantaga, Gnomi ont été fermées sous l'influence des radicaux, les autres écoles de la commune (Doundou, Sarema, Barbé, Wailirdé, Barbé, Socoura, Diondiori, Dialango, Tongorongou, Djibitaga) sont opérationnelles. Les ONG comme CRS, AMPRODE sahel, Save the children, ENDA sont sur place.
- Communes du cercle de Bankass : Dans le cercle de Bankass, la situation reste marquée par le conflit communautaire entre chasseurs Dogons et individus armés Peuls. Ce conflit se manifeste par des attaques, assassinats, intimidations contrôles sur les axes etc. les communes voisines de Burkina Faso font face aux actions des radicaux. Dans les communes de Bankass, Dimbal et Dialassagou les cours se poursuivent normalement.

Plan International Mali a développé des procédures standards de sécurité, incluant des plans d'évacuation et d'hibernation, un « *Travel Safety and Security Advisory* », des rapports sécuritaires réguliers inter-ONGs qui analysent la situation et formulent des recommandations, et des Sitreps sécuritaires fréquents. En outre, une série de mesures ont été prises : transmission des déplacements par radio à haute fréquence fonctionnelle à partir de la base d'opérations (bureau pays) et de tous les sites de Plan ; équipement des véhicules de systèmes de repérage GPS pour suivre les déplacements ; faible visibilité ou « *low profile* » du personnel de Plan International Mali, notamment lors de ses déplacements. Dans le cadre du présent projet, ce sera notamment le cas pour officiers de projet basés dans les communes de Dialassagou, de Socoura et de Dimbal, c'est-à-dire à distance des villes de Bankass et Mopti.

Enfin, le personnel de Plan International Mali participe activement aux réunions de coordination du Cluster Sécurité organisées par UNOCHA.

6.2.2 Un protocole de sécurité spécifique a-t-il été établi pour cette action?

Oui Non Procédures standard

Si oui, précisez:

Les procédures standards de Plan International Mali dans la région de Mopti, qui concernent également les projets d'éducation en situation d'urgence, seront appliquées de la même manière à cette action.

6.2.3 Le personnel sur le terrain et les expatriés ont-ils reçu des informations et une formation concernant ces procédures?

Oui Non

6.3 [FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

Au niveau du cercle de Bankass, la commune de Diarrassagou est la commune la plus affectée à ce jour à travers des attaques ciblées qui entraîne souvent des morts et des blessés. Situation qui amène l'équipe à adopter des stratégies appropriées pour les interventions dans la commune, entre autre la forte participation des CGC et du chargé d'éducation de la mairie dans la réalisation et le suivi de nos activités.

La commune de Mopti est restée, pour l'instant, en marge de la détérioration sécuritaire malgré que la situation de la fonctionnalité des écoles reste volatile d'une période à une autre.

7. COORDINATION SUR LE TERRAIN

7.1 *Coordination sur le terrain (veuillez indiquer la participation de l'Organisation humanitaire aux mécanismes de coordination avec d'autres parties prenantes, tels que les "clusters", les ONG, les agences des Nations unies, autres (à spécifier), ainsi que les liens avec la procédure d'appel consolidée, si nécessaire)*

L'action proposée est conforme au Plan de Réponse Humanitaire du Mali 2018, à la stratégie du Cluster Éducation, et la stratégie de l'Unité Sahel de Plan International. Elle vise à assurer l'accès à une éducation sûre, inclusive et de qualité aux filles et garçons affectés par la crise de la région de Mopti, ce qui répond aux besoins identifiés dans le domaine Education en situation d'urgence, dans l'Aperçu des Besoins Humanitaires du Mali 2018 et l'évaluation des besoins de Plan International Mali.

Clusters : Plan International Mali est un membre actif des différents clusters suivants : EHA, Education, Protection, Sous-cluster Protection de l'enfance, sous-cluster VBG, sécurité alimentaire.

Agences des Nations Unies : Plan International Mali a développé de longue date des synergies avec Unicef, notamment en coordination vis-à-vis des directions nationales auprès du Ministère de l'Éducation ; le programme alimentaire mondial est un partenaire dans la mise en œuvre de la réponse à la malnutrition aiguë, puisque Plan International Mali agit dans la prévention, le dépistage, et opère la distribution de pâtes alimentaires du PAM.

Plan International Mali a pu développer des partenariats cruciaux permettant de remplir leur objectif et garantir la durabilité de leurs projets notamment à travers sa position de co-lead du Forum des ONG Internationales au Mali (FONGIM). Ce forum est un espace d'échanges et d'actions, d'entraide ainsi que d'assistance mutuelle pour exprimer des positionnements face aux différentes thématiques liées à la coopération, en vue d'optimiser une réponse humanitaire et de développement coordonnée entre les acteurs de terrain. C'est une position stratégique qui permet à Plan international Mali de développer des partenariats rapidement ainsi que d'être aligné au travail des autres acteurs humanitaires et de développement.

En dehors de cet espace, Plan International Mali a créé des partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux, les agences des Nations Unies, des ONG spécialisées telles que Handicap International (HI), Child Helpline International et SOS Village. Ils ont également travaillé avec des ONG telles que World Vision, Save The Children et la Fondation Aga Khan (AKF - spécialisée notamment dans l'éducation) à travers la mise en place directe de programme dans la région de Mopti. Au niveau national, Plan International Mali travaille auprès des institutions gouvernementales telles que le Programme National pour la Lutte contre l'Excision (PNLE), auprès des Ministères et des institutions qui en découlent telles que le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation et des Centre d'Apprentissage Pédagogique dans le cas de ce projet; avec

des organisations nationales de jeunes, telles que le Conseil Consultatif des Enfants et des Jeunes, CCNEJ, ainsi que d' autres organisations nationales, locales et communautaires.

7.2 Autorités nationales et locales (relations établies, autorisations, coordination)

Le Ministère de l'Éducation Nationale est un partenaire historique de Plan International Mali ; un MoU régit leurs relations de travail. Plan International Mali a noué des liens notamment avec les directions nationales centralisées : Direction nationale de l'enseignement fondamental, Direction Nationale de l'éducation préscolaire et spéciale, Centre national des ressources de l'éducation non-formelle.

Dans les services décentralisés, Plan International Mali a établi des relations de travail avec les Centres d'animation pédagogiques et les Académies d'enseignement dont ils dépendent ; étant en charge de la formation des enseignants, de leur rémunération et de leur supervision, une coordination forte existe déjà entre Plan International Mali et ces services décentralisés.

7.3 Eventuelle coordination avec la représentation diplomatique belge

Plan International Mali organisera des réunions régulières pour informer la Représentation Diplomatique de Belgique à Bamako, pour présenter les progrès et activités du projet, l'évolution du contexte dans la zone d'intervention, et l'application des mesures de mitigation liées aux risques du cadre logique.

À Bruxelles, Plan International sera en contact régulier avec la Coopération au Développement du Royaume de Belgique pour la tenir informée de la mise en œuvre du projet et répondre à d'éventuelles questions. Plan International pourra également organiser des visites au Mali si la Coopération au Développement le souhaite et si les conditions sécuritaires sont réunies.

7.4 [FIN] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

8. PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

8.1 Nom et adresse du ou des partenaires de mise en œuvre

➤ ONG R.A.R.E pour la mise en œuvre du 3eme résultat : EIR

Bamako, Garantigoubougou, Rue : 447 Porte 1258 BP 106 Tél: 20 73 43 64

Personnes de contact : Youssouf M Haïdara 76 39 75 69 yhaidara90@yahoo.com

Boubacar Bocoum : 76 19 79 58 bbocoum93@yahoo.com

➤ ONG Eveil : pour la mise en œuvre du 1^{er} résultats :SSA/P

BP. : 23 Siège quartier Socoura Sévaré – Mopti Tel : 21 42 00 73

E – mail : eveil@orangemali.net

Personnes de contact : Lassina Deba

8.2 Statut des partenaires de mise en œuvre (par exemple: ONG, autorités locales, etc.) et rôle joué par eux :

Rôles de l'ONG RARE dans le projet :

Plan International entend collaborer avec l'ONG RARE autour de l'EIR :

- Bénéficiaire d'un retour d'expérience de l'ONG dans le déploiement de ces outils (leçons apprises) ;

- Bénéficiaire d'un appui dans la réalisation des 100 émissions couvrant la 1ère année, 2ème année et 3ème année en français pour les trois premières années ;
- Mettre à la disposition de Plan International Mali les compétences techniques nécessaires dans l'atteinte du résultat 3

Résultats attendus de la collaboration

- Les compétences des formateurs (CAP et staff PI) sont renforcées
- S'assurer de la qualité de la formation des animateurs des centres EIR
- S'assurer de la qualité du fonctionnement des centres EIR
- S'assurer de la qualité des kits pédagogiques pour les apprenants et les animateurs

Rôles de l'ONG Eveil dans le projet :

Le choix de la sélection de l'ONG Eveil cadre avec le respect des normes SSA/P au Mali en termes de mise en œuvre qui exige l'approche Faire-Faire (collaboration avec une ONG nationale accréditée par la DNEF), cette exigence n'était pas prévue dans la proposition initiale du projet qui prévoyait une intervention directe de Plan international sur le terrain. Suite à cette exigence étatique, l'équipe a lancé le processus de sélection d'une ONG nationale pour l'accompagner dans la mise en œuvre du 1er résultat.

1. Sensibiliser trente (30) villages pour la création de centres de stratégie de scolarisation accélérée pour les campagnes 2019- 2020 et 2020-2021 ;
2. Mettre en place quinze (15) comités de gestion de centres par an pour identifier neuf cent (900) apprenants ;
3. Former quinze (15) animateurs titulaires et deux (2) suppléants sur approche « stratégie de scolarisation accélérée/passerelle » pour une meilleure prise en charge des centres à passerelle ;
4. Amener neuf cent (900) apprenants inscrits au niveau des 15 centres à avoir un bon niveau en français pour passer en 4ème année de l'école fondamentale ;
5. Doter quinze (15) animateurs et 900 apprenants en kits de la stratégie de scolarisation accélérée ;
6. Effectuer le suivi des centres à travers les superviseurs SSA/P, Coordinateur, la direction de l'ONG Eveil et les conseillers pédagogiques conformément au cadre commun de référence de mise en œuvre de la SSA/P
7. Transférer les apprenants formés et évalués au niveau de l'école classique.
8. Appuyer 95 filles et 95 garçons vulnérables des écoles classiques à Mopti et à Bankass.

8.3 Type de relation avec le ou les partenaires de mise en œuvre et les rapports attendus de la part du partenaire de mise en œuvre

Plan International Mali ne travaille avec aucun partenaire d'exécution direct, étant donné que toutes les activités mises en œuvre sont du ressort de son cœur de métier. Il n'y a pas de transfert de fonds entre Plan International Mali et les partenaires consultés ou impliqués dans la mise en œuvre.

Cependant, des protocoles de collaboration existent avec les ONG spécialisées, notamment Humanité et Inclusion, Child Helpline International, World Vision, Save The Children, Aga Khan Foundation. Des accords de partenariat seront formalisés vis-à-vis du Centre de santé de référence de Mopti et des centres de santé communautaires des cercles de Mopti et Bankass pour faciliter le

chemin de référencement des cas de protection de l'enfance. Des partenariats formalisés seront établis avec les partenaires en place au niveau médical (Musso, NRC, UNFPA, COOPI, CARE).

Il est important de noter que si Plan International Mali et Plan International Belgique sont deux entités légalement différentes, elles appartiennent à la fédération de Plan International, partageant ainsi la même approche programmatique, stratégique sur les aspects humanitaires et développement, une approche intégrée de la grille des ressources humaines et les mêmes systèmes de transparence et de redevabilité. Les organisations sont liées par des accords partenariaux lors du transfert des fonds, un *Funding Approval Document*, qui rend les deux organisations redevables vis-à-vis du bailleur de l'application de la proposition.

9. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION, DE VISIBILITÉ ET D'INFORMATION

9.1 Activités de communication programmées

Toutes les activités de visibilité, de communication et d'information réalisées au cours du projet informeront le grand public de l'implication de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique au Mali. En effet, les bénéficiaires du projet seront informés au début, pendant et à la fin du projet des activités et des résultats de l'action. Dans les premières semaines du projet, Plan International invitera les représentants du gouvernement du Mali et plusieurs autorités locales à un atelier de présentation de l'intervention. Le lancement officiel assurera la communication du projet au public, renforcé par un partenariat avec les médias locaux. Des photos et des vidéos de ces activités seront réalisées et partagées avec les partenaires et autorités.

Plan International informera la population européenne et globale de l'implémentation du projet. En effet, les témoignages des bénéficiaires seront recueillis tout au long du projet avec des courts récits qui alimenteront les réseaux sociaux et le site internet de Plan International Belgique (www.planinternational.be). Les histoires et les photos seront partagées avec les groupes de travail sectoriels et d'autres partenaires de la DGD Humanitaire (ONG nationales et internationales) pour être distribuées à leurs plateformes de communication. Des articles seront publiés sur les sites internet et les réseaux sociaux de Plan International au niveau régional et national.

9.2 Visibilité sur les équipements durables, les fournitures principales, ainsi que sur le lieu du projet

Cette visibilité sera perceptible à travers l'apposition du logo de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique sur tous les biens durables et les fournitures de bureau utilisés dans le cadre de ce projet. En outre, le personnel du projet de Plan International et les acteurs et partenaires clefs au Mali seront équipés de t-shirts et casquettes. De plus, ce logo sera également présent sur tous les matériels et modules imprimés et distribués lors des sessions de formation, de sensibilisation, de diffusion radiophonique et lors des dialogues communautaires et intercommunautaires. Ce matériel comprend : des banderoles déployées dans les communautés, des manuels et des kits. Tout le matériel de formation incluant les diapositives, manuels didactiques, les stylos, guidelines et documents feront apparaître le nom et le logo de la DGD ainsi que celui de Plan International.

Pour des raisons sécuritaires, les logos de la DGD et de Plan International seront apposés sur le matériel adéquat et nécessaire seulement dans les zones où la situation sécuritaire le permet. Notamment, les activités mises en œuvre dans la commune de Socoura, la plus volatile en termes de sécurité, ne bénéficieront pas de visibilité.

9.3 Activités de publication prévues

Les rapports de *baseline* et de l'évaluation finale seront publiés à la fin du projet sur le site internet de Plan International Belgique afin de permettre leur diffusion et leur téléchargement. De plus, Plan International prévoit également de réaliser différentes études de cas avec un focus sur les adolescentes.

9.4 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

10. RESSOURCES HUMAINES

10.1 Veuillez indiquer les chiffres globaux par fonction et par statut

Fonction	Statut ⁶⁴	Nombre de personnes	Nombre d'homme s/mois dans le projet	Remarques
Chef de projet	Expatrié	1	24 mois (100%)	Cette personne sera senior programme manager, expatriée ; elle sera recrutée en début de projet. Elle sera responsable du projet, basée à Mopti. Elle/il aura la responsabilité de l'équipe qui mettra en œuvre le projet, et elle/il veillera à ce que l'objectif et les résultats soient atteints à la fin de l'intervention. Elle/il assurera la collaboration avec les partenaires et acteurs clés du projet, tant dans les administrations nationales, décentralisées, qu'avec les autres INGO.
M&E Officer	National	1	24 mois (100%)	Cette personne sera responsable du suivi et de l'évaluation du projet, basé à Mopti. Elle/il travaillera en étroite collaboration avec la M&E Officer basée à Bruxelles.
Officiers de projet en Education basés à (Mopti, Socoura, Dialassagu, Dimbal)	National	4	24 mois (100%)	Ces 4 officiers de projet en éducation seront basés dans les communes de mise en œuvre du projet. Ils assureront la mise en œuvre des activités et le suivi ; ils seront notamment en charge des mécanismes de feedback dans les communautés.
Officier de projet Education à Bankass	National	1	24 mois (100%)	Cet officier de projet en éducation, basé dans la ville de Bankass, supervisera les activités de la commune de Bankass et agira comme assistant au chef de projet pour le cercle de Bankass.
Logisticien	National	1	15 mois (100%)	Cette personne sera en charge de la logistique du projet et de s'assurer que les procédures d'achats et de gestion logistique se font en temps et en heure, notamment pour préparer toutes les rentrées scolaires, et sont conformes aux règles de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique sont respectées. Cette personne suivra aussi étroitement le contexte sécuritaire et les déplacements du personnel

64

Expatriés, personnel local, personnel du partenaire de mise en œuvre,...

EiE Spécialiste	National	1	24 mois (25%)	Il s'agit du Education Specialist de Plan International Mali basé à Bamako qui apportera un soutien technique à la coordination du projet lors de visites régulières (2 fois par an). Cette personne continuera à co-représenter le Plan International Mali au cluster éducation.
CPiE spécialiste	National	1	24 mois (25%)	Il s'agit du Child Protection Specialist de Plan International Mali basé à Bamako qui apportera un soutien technique à la coordination du projet lors de visites régulières (1 fois par an). Cette personne continuera à co-représenter le Sous-Cluster de Protection de l'Enfance dans le pays et partagera les progrès et résultats du projet avec les membres du Sous-Cluster
Spécialiste Genre	National	1	24 mois (10%)	Il s'agit de la spécialiste genre de Plan International Mali basé à Bamako qui apportera un soutien technique à la coordination du projet lors de visites régulières (1 fois au cours du projet). Cette personne continuera à co-représenter le Plan International Mali sous-cluster VBG
Assistant Comptable	National	1	24 mois (100%)	Cette personne basée à Mopti sera en charge de la comptabilité du projet et de s'assurer que les procédures administratives et financières de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique sont respectées, de vérifier, scanner et archiver toutes les pièces justificatives des dépenses du projet.
Comptable Bamako	National	1	24 mois (15%)	Il s'agit du Comptable senior de Plan International Mali à Bamako, qui apportera un soutien financier et comptable au projet.
MEAL Manager	National	1	24 mois (10%)	Il s'agit du M&E Manager de Plan International Mali basé à Bamako qui apportera un soutien technique au M&E Officer du projet.
Security Advisor	National	1	24 mois (15%)	Cette personne, basée à Bamako, sera chargée du suivi sécuritaire de la zone ; il sera en contact quotidien avec les équipes pour les briefer sur la situation dans la zone.
Logisticien	National	1	24 mois (20%)	Il s'agit du Coordinateur de la logistique de Plan International Mali basé à Bamako qui apportera un soutien

				logistique et pour les achats au Logisticien du projet.
Grants Manager	National	1	24 mois (10%)	Cette personne coordonnera le rapportage narratif et financier sur les activités et les dépenses ; elle sera basée à Bamako.
Programme Support Manager	Expatrié	1	24 mois (5%)	Cette personne, basée à Bamako sera responsable techniquement de la qualité de la mise en œuvre du programme. Il assurera une mission de suivi sur la qualité des programmes holistique (programme, M&E, EiE, CPIE)
Emergency Response Manager	National	1	24 mois (10%)	Cette personne, basée à Bamako, est responsable des programmes humanitaires au Mali ; il sera en lien avec les ONG humanitaires maliennes.
Human Ressources Manager	National	1	24 mois (15%)	Cette personne, basée à Bamako, sera responsable des recrutements des officiers de projet, des officiers MEAL, logisticien, comptables, à Mopti, des animateurs SSAP.
Programme Manager	Expatrié	1	24 mois (35%)	Cette personne est basée à Bruxelles et sera responsable du suivi du projet en étroite collaboration avec la/le Coordinatrice/teur de Projet basé(e) à Mopti. Elle/il s'assurera que le projet est mis en œuvre conformément à la proposition, cadre logique et plan de travail.
MEAL Officer	Expatrié	1	24 mois (10%)	Cette personne est basée à Bruxelles et soutiendra l'utilisation des outils de suivi et d'évaluation du projet, en étroite collaboration avec le MEAL officer basé à Mopti sur les procédures MEAL.
Education and IQE Spécialiste	Expatrié	1	24 mois (25%)	Cette personne est basée à Bruxelles et sera responsable du soutien technique du projet, notamment de la qualité des activités et services d'éducation, en respect avec les normes INEE.
International Programme Director	Expatrié	1	24 mois (10%)	Cette personne est basée à Bruxelles et sera responsable de la qualité du programme, de rapportage et de la conformité de la mise en œuvre. Il assurera également la visibilité et la communication autour du projet auprès de bailleur et des partenaires en Belgique et au sein de la fédération de Plan International.
Country Director	Expatrié	1	24 mois (5%)	Cette personne est basée à Bamako ; elle sera responsable de la qualité du programme, de rapportage et de la

				conformité de la mise en œuvre. Il assurera également la visibilité et la communication autour du projet auprès de bailleur et des partenaires au Mali et au sein de la fédération de Plan International.
--	--	--	--	---

10.2 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

Chef de Projet				L'équipe de Plan International a finalement opté pour le recrutement d'une Cheffe de projet national et cela à cause du contexte d'insécurité au Mali.
-------------------	--	--	--	--

11. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

11.1 Nom et titre du représentant légal signant la convention

Isabelle Verhaegen

Titre : Plan International Belgique, Directrice Nationale

11.2 Nom, numéro de téléphone, adresse e-mail et titre de la (des) personne(s) chargée(s) de la gestion administrative du dossier

Nom : François Defourny

Titre : Programs Director, Plan International Belgique

Téléphone : +32 (0)2 504 60 47 / +32 (0)497 38 26 38 (Mobile)

Email : Francois.Defourny@planinternational.be

11.3 Nom, numéro de téléphone et de fax et adresse e-mail du représentant dans la zone d'intervention

Plan International Mali

Sotuba ACI, pres de l'Ecole "Les Lutins"

Rue non codifiée, BP: 1598, Bamako, Mali

Tel: (+223) 44 90 09 56

Nom : Constant Tchona

Titre : Directeur Pays

Email : constant.tchona@plan-international.org

11.4 Compte bancaire

Nom de la banque: BNP PARIBAS FORTIS

Adresse de l'agence: Generaal Meiserplein 9, 1030 Schaerbeek, Belgique

Désignation précise du titulaire du compte: Plan International Belgique VZW

Numéro de compte complet (y compris code(s) bancaire(s)): BE86 2900 2855 0050

Code BIC / SWIFT : GEBABEBB

Liste des Acronymes

<u>Acronyme</u>	<u>Description</u>
-----------------	--------------------

AE	Académie d'Enseignement
AKF	Fondation Aga Khan
AMPRODE Sahel	Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CCNEJ	Conseil Consultatif National des Enfants et des jeunes
CGS	Comité de Gestion Scolaire
COOPI	Cooperazione Internazionale
CPiE	Protection de l'enfance en situation d'urgence
CPIMS	Child Protection Information Management System
CRS	Catholic Relief Service
DEAL	I Deal – War Child life skills method
DG ECHO	Direction Générale ECHO – European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
DNDS	Direction Nationale du Développement Social
DNAFLA	Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée
DNEF	Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental
DTM	Matrice de Suivi des Déplacements
EAE	Espaces Amis des Enfants
EAT	Espace d'Apprentissage Temporaire
EDC (ONG)	Education Development Center
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
EIE	Education en situation d'urgence
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente
ENDA	Environnement et Développement du Tiers Monde
F1	Fondamental 1
F2	Fondamental 2
FAMA	Forces Armées Maliennes
FCFA	Franc CFA
FLM	Front de Libération du Macima
FONGIM	Forum des ONG Internationale au Mali
FTS	Financial Tracking Service
GBVIMS	Gender Based Violence Information Management System
GDD	Groupe de Discussion Dirigé
GOA	Groupe d'Opposition Armés
HI	Handicap International
HSCL	Hopkins Symptom checklist

IEDA	International Emergency and Development Aid
INEE	Inter-Agency Network on Education in Emergency
INSO	International NGO Safety Organisation
KOI ECHO	Key Outcome Indicators ECHO
MCPE	Mécanisme Communautaire de Protection de l'Enfance
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MICS	Enquête par Grappes à Indicateur Multiples
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MoU	Memorandum of Understanding
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNLE	Programme National pour la Lutte contre l'Excision
PRH	Plan de Réponse Humanitaire
PSS	Psychosocial Support
RARE	Réseau d'Acteurs pour le Renouveau de l'Education
RECOPE	Réseaux Communautaires de Protection de l'Enfance
MCPE	Mécanisme de réponse rapide
SG	Secrétaire générale
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition – Enquête nutritionnelle nationale
SPHERE	Humanitarian Charter and Core and Minimum Standards.
SSA/P	Services de Scolarisation Accélérée Passerelle
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	United Nations Fund for Population Activities
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
USAID	United States Agency for International Development
VAWG	Violence contre les femmes et les filles
VBG	Violences basées sur le genre
WaSH	Eau, Assainissement et Hygiène
YEE	Youth Economic Empowerment

